ADMINISTRATION COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT

GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

Séance du Conseil communal du 21/11/2011.
Zitting van de Gemeenteraad van 21/11/2011.

PRÉSENTS/AANWEZIG : M./de Hr MAINGAIN, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, Mmes/Mwen LOUIS, de BIOLLEY, M./de Hr FRANKIGNOUL, Mme/Mw HASQUIN-NAHUM, MM./de HH. VELDEKENS, BOTT, Echevins/Schepenen, M./de Hr DÉSIR, Mme/Mw CARON, MM./de HH. LEMAIRE, VANDERWAEREN, Mmes/Mwen DESTREE-LAURENT, BETTE, MM./de HH. de MAERE d'AERTRYCKE, FINCOEUR, LIENART, Mmes/Mwen HENRY, ARNOULD, M./de Hr IDE, Mme/Mw LIPPENS, M./de Hr THAYER, Mmes/Mwen VERHAEGHE, CHARUE, BROCHÉ, M./de Hr VANDE MAELE, Mme/Mw de JAMBLINNE-de CALLATAŸ, VISART de BOCARMÉ, Membres/Leden et/en M./de Hr LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

ASSISTE À LA RÉUNION/WOONT DE VERGADERING BIJ : M./de Hr DE COSTER, Président du C.P.A.S./Voorzitter van het O.C.M.W.

ENTRÉS EN COURS DE SÉANCE/BINNENGEKOMEN TIJDENS DE VERGADERING :
Mmes/Mwen MOLENBERG, MEIRE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, M./de Hr DEREPPE et/en Mme/Mw TSHOMBE.

EXCUSÉS/VERONTSCHULDIGD :
M./de Hr DE SMUL, Mme/Mw COPPIN et/en M./de Hr ECTOR.

SÉANCE PUBLIQUE
OPENBARE VERGADERING

1. Approbation du procès-verbal du 17/10/2011.
   Goedkeuring van de notulen van de vergadering van 17/10/2011.

Le procès-verbal de la séance du 17/10/2011 est approuvé, moyennant la correction du prénom de Mme CARON, soit Danielle, repris à la page 3 dans le tableau des préséances.
De notulen van de vergadering van 17/10/2011 worden goedgekeurd, mits de verbetering van de voornaam van Mw CARON, hetzij Danielle, vermeld in de voorrangstabel op pagina 3.
(21.11.2011/A/1.)

---

2. Conseil de Fabrique de la paroisse Sainte-Famille – Composition – Communication.
   Kerkfabriek parochie Heilige Familie – Samenstelling – Mededeling.

LE CONSEIL,

Vu le courrier de la Fabrique d'église de la paroisse Sainte-Famille du 20/10/2011 par lequel elle communique la nouvelle composition de son conseil ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

PREND CONNAISSANCE de la nouvelle composition arrêtée au 01/09/2011 du Conseil de Fabrique de la paroisse de la Sainte-Famille conformément à l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19/02/2004.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de Région Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de brief van 20/10/2011 van de Kerkfabriek van de parochie Heilige Familie die de nieuwe samenstelling van haar raad mededeelt;

Gelet op de ordonnantie van 19/02/2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 op de kerkfabrieken;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

NEEMT KENNIS van de nieuwe samenstelling vanaf 01/09/2011 van de Fabrieksraad van de parochie Heilige Familie met toepassing van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19/02/2004.

De titel van deze beraadslaging zal vermeld worden op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/2.)

---

3. Sécurisation des logements sociaux – Convention à conclure avec les S.I.S.P. (projet 2005) – Modification – Approbation.
   Beveiliging van de sociale woningen – Overeenkomst af te sluiten met de O.V.M.'s (project 2005) – Wijziging – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 24/03/2005 par lequel un subside de 65.691,78 EUR est octroyé à la commune en vue de la sécurisation des entrées principales des immeubles sociaux situés sur son territoire ;

Vu le contrat de « Prévention 2005 » conclu entre la Région bruxelloise et la commune ;

Vu la répartition du subside telle qu'elle a été adoptée par le Conseil communal en séance du 15/12/2005 ;

Considérant qu'un subside de 56.209,40 EUR a été octroyé à la S.C.R.L. l'Habitation Moderne, en vue de l'installation de caméras de surveillance dans les immeubles situés chemin des Deux Maisons 131 à 191 (projet 2005) ;

Vu la convention pour l'exécution de travaux de sécurisation des logements sociaux entre la commune et la S.C.R.L. l'Habitation Moderne, adoptée par le Conseil communal en séance du 01/07/2008 ;

Considérant que le conseil d'administration de la S.C.R.L. l'Habitation Moderne a récemment décidé de modifier le projet initial en souhaitant remplacer le placement de caméras de surveillance par des sécurisations physiques telles que des grilles et portes en acier aux accès piétons, un volet roulant en acier à l'entrée du parking et un pré-équipement pour le contrôle d'accès par badges ;

Considérant que la modification du projet initial requiert la conclusion d'une nouvelle convention, abrogeant la convention approuvée le 01/07/2008 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

DECIDE :

de conclure la convention suivante avec la société immobilière de service public située sur son territoire, à savoir la S.C.R.L. l'Habitation Moderne :

CONVENTION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX (projet 2005)

Entre d'une part, la commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal, ci-après dénommée la Commune,

et d'autre part, la S.C.R.L l'Habitation Moderne, Mont-Saint-Lambert 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par M. Xavier LIENART, Président, Mme Jacqueline DESTREE-LAURENT, Administratrice-déléguée, et M. Jean-Jacques RIFFLART, Directeur général, ci-après dénommée la société,

il est convenu ce que suit :

Dans le cadre du contrat de « Prévention 2005 » (A.G.R.B.C. Du 24/03/2005) octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 65.691,78 EUR est accordée à la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Par décision du Conseil communal du 15/12/2005, le subside accepté par la commune a été réparti entre les S.I.S.P. de Woluwe-Saint-Lambert. Un montant de 56.209,40 EUR est attribué à la S.C.R.L l'Habitation Moderne qui est chargée de la réalisation de cette opération, comprenant l'établissement du cahier des charges, l'attribution du marché et son exécution jusqu'à la réception des travaux, dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics.

La présente convention a pour objet la réalisation de travaux de sécurisation tels que le placement de sécurisations « physiques » comprenant des grilles et portes en acier aux accès piétons, un volet roulant en acier à l'entrée du parking et un pré-équipement pour le contrôle d'accès par badges.
Ces travaux concernent les immeubles sis chemin des Deux Maisons 131 à 191, gérés par la société.

Dès production de la ou des factures afférentes aux travaux de sécurisation, la Commune s'engage à verser à la société des montants repris sur la ou les factures à concurrence d'un maximum de 56.209,40 EUR. Au fur et à mesure de l'exécution des travaux repris ci-avant, la société en deviendra propriétaire et elle sera seule à en assurer la garde après la réception provisoire.

Sans préjudice des dispositions contractuelles contraires (cahier des charges, …), tous les frais d'entretien, de modification ou de réparation seront à charge de la société à partir de la réception provisoire.

La convention conclue en date du 01/07/2008 et relative au même subside est abrogée.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le …… en autant d'exemplaires que de droit, chaque partie contractante ayant retiré son original.

Pour la Commune,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

Pour la société,

Le Directeur général, L'Administratrice-déléguée, Le Président,

Jean-Jacques RIFFLART Jacqueline DESTREE-LAURENT Xavier LIENART

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op het regeringsbesluit van het Brussels Gewest van 24/03/2005 waarbij een toelage van 65.691,78 EUR wordt toegekend aan de gemeente voor de beveiliging van de hoofdingangen van de sociale woningen gelegen op haar grondgebied;

Gelet op het Preventiecontract 2005 afgesloten tussen het Brussels Gewest en de gemeente;

Gelet op de verdeling van de toelage goedgekeurd door de Gemeenteraad van 15/12/2005;

Overwegende dat er een toelage van 56.209,40 EUR werd toegekend aan de C.V.B.A. De Moderne Woning voor de installatie van veiligheidscamera's in de gebouwen gelegen in de Tweehuizenweg 131 tot 191 (projet 2005);

Gelet op de overeenkomst voor de uitvoering van beveiligingswerken van de sociale woningen tussen de gemeente en de C.V.B.A. De Moderne Woning, die door de Gemeenteraad goedgekeurd werd tijdens haar zitting van 01/07/2008;

Overwegende dat de raad van bestuur van de C.V.B.A. De Moderne Woning onlangs besloten heeft het oorspronkelijke project te wijzigen door de plaatsing van de veiligheidscamera's te vervangen door fysieke veiligheidsmaatregelen zoals stalen hekken en deuren bij de voetgangerstoegangen, een stalen rolluik aan de ingang van de parking en een voorgemonteerde uitrusting voor een toegangscontrole door middel van badges;

Overwegende dat er voor de wijziging van het oorspronkelijke project een nieuwe overeenkomst vereist is die de goedgekeurde overeenkomst van 01/07/2008 herroept;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepene van 10/11/2011;

BESLIST:

de volgende overeenkomst af te sluiten met de openbare bouwmaatschappij, met name de De Moderne Woning C.V.B.A.

OVEREENKOMST VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN VAN DE SOCIALE WONINGEN (project 2005)

Tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door door haar College van burgemeester en schepenen in hoofde van de Hr Olivier MAINGAIN, Burgemeester en de Hr Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris, hierna Gemeente genoemd, enerzijds

De C.V.B.A. De Moderne Woning, Sint-Lambertusberg 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door de Hr Xavier LIENART, Voorzitter, Mw Jacqueline DESTREE-LAURENT, afgevaardigde bestuurder en de Hr Jean-Jacques RIFFLART, Directeur, hierna Maatschappij genoemd, anderzijds,

wordt het volgende overeengekomen:

In het kader van het Preventiecontract 2005 (B.R.B.H.G. van 24/03/2005) waarbij een toelage wordt toegekend aan de gemeenten voor beveiligingsprojecten van sociale woningen, werd een toelage van 65.691,78 EUR toegestaan aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Bij beslissing van de Gemeenteraad van 15/12/2005, werd de verdeling van de toelagen goedgekeurd. Een bedrag van 56.209,40 EUR wordt toegekend aan de C.V.B.A. De Moderne Woning, die belast werd met de uitvoering van deze actie, namelijk het opstellen van het lastenboek, het gunnen van de opdracht en het uitvoeren tot de oplevering van de werken, met naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten.

Onderhavige overeenkomst heeft tot doel beveiligingswerken uit te voeren zoals de plaatsing van “fysieke” veiligheidsmaatregelen zoals stalen hekken en deuren bij de voetgangerstoegangen, een stalen rolluik aan de ingang van de parking en een voorgemonteerde uitrusting voor een toegangscontrole door middel van badges. Deze werken betreffen de gebouwen gelegen in de Twee Huizenweg 131 tot 191, beheerd door de bouwmaatschappij.

Bij de overlegging van de factuur of facturen betreffende de beveiligingswerken verbindt de Gemeente zich ertoe aan de C.V.B.A. De Moderne Woning de bedragen te storten die vermeld staan op de factuur of de facturen tot een maximumbedrag van 56.209,40 EUR. Uiteraard zal, naarmate de voormelde werken worden uitgevoerd, de Maatschappij er eigenaar van worden en zelf instaan voor de bewaking na de voorlopige oplevering.

Zonder afbreuk te doen van de tegenstrijdige contractuele bepalingen (lastenboeken, …) zijn alle onderhouds-, wijzigings- of herstellingskosten ten laste van de Maatschappij vanaf de voorlopige oplevering.

De overeenkomst die op 01/07/2008 werd gesloten en de zelfde subsidie betrof, wordt herroepen.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe, op ……. in zoveel exemplaren als van rechtswege nodig. Elke contracterende partij heeft zijn origineel exemplaar genomen.

Voor de gemeente,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

Voor De Moderne Woning,

De Directeur,	De Afgevaardigde bestuurder,	De Voorzitter,
Jean-Jacques RIFFLART	Jacqueline DESTREE-LAURENT	Xavier LIENART

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de Ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/3.)

---

4. Plan local de Prévention et de Proximité 2011 – Convention avec la Région bruxelloise – Approbation.
   Plaatselijk Preventie- en Buurtplan 2011 – Overeenkomst met het Brussels Gewest – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté pris le 14/07/2011 par le Gouvernement de la Région bruxelloise ;

Considérant que cet arrêté accorde aux communes bruxelloises des subventions dans le cadre de la politique de prévention et de proximité ;

Considérant que le plan local de prévention et de proximité 2011 s'inscrit dans la continuité du plan 2010 ; qu'en effet, les priorités en matière de prévention restent : la médiation, l'accrochage scolaire, le travail de rue et la présence visible au niveau des espaces publics ;

Considérant que cette subvention permet de financer le service Prévention, et plus particulièrement le salaire du fonctionnaire de prévention, d'une médiatrice, de deux psychologues, d'un animateur, d'un coordinateur et de cinq gardiens de la paix, ainsi que des frais de fonctionnement ;

Considérant que le montant de la subvention pour 2011 est de 412.865,36 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

DECIDE :

d'approuver la signature du contrat relatif au plan local de proximité et de prévention 2011 avec la Région de Bruxelles-Capitale.

PLAN LOCAL DE PRÉVENTION ET DE PROXIMITÉ DE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT 2011

Entre la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par M. Charles PICQUE, Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, ci-après dénommée "la Région" ;

Et la commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal, ci-après dénommée "le bénéficiaire" ;

il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par le biais du Plan bruxellois de prévention et de proximité, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale entend poursuivre la politique menée conformément à l'accord gouvernemental du 16/07/2009, lequel met notamment l'accent sur la prévention et le cadre de vie, sur une véritable politique de sécurité urbaine, permettant l'amélioration de la qualité de vie des Bruxellois. Dans ce cadre de lutte contre le sentiment d'insécurité, les notions de prévention et de proximité sont essentielles.

Dans le contexte plus général des politiques urbaines de reconstruction du lien social, et afin de favoriser les politiques de proximité, le Plan bruxellois de prévention et de proximité permet la contractualisation des rapports entre la Région et les communes, élément essentiel de la gouvernance urbaine. Cela par le biais de plans locaux de prévention et de proximité. Dans ce cadre, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réaffirme donc son ambition de poursuivre et d'amplifier, en lien direct avec les communes, les collaborations en matière de prévention.

Le gouvernement a donc pour volonté de soutenir, dans le cadre de ses compétences, tous les efforts des acteurs de terrain locaux permettant une approche préventive des problématiques liées au sentiment d'insécurité, laquelle suppose que les causes des phénomènes à l'origine de ce sentiment soient identifiées et envisagées dans toutes leurs dimensions.

En effet, la prévention en Région de Bruxelles-Capitale s'entend avant tout en termes de prévention intégrée. La lutte contre l'exclusion sociale, sous toutes ses formes, source de comportements inadaptés (décrochage scolaire, violence, vandalisme, etc.) et donc d'un sentiment d'insécurité mais également d'insécurité objective, doit constituer le cœur de l'action publique. Pour ce faire, l'ensemble des ressources disponibles (humaines, matérielles et financières) doit être mobilisé. Conformément à l'objectif gouvernemental visant à assurer une véritable coordination entre les politiques menées par les différents acteurs institutionnels présents au niveau du territoire régional, la gestion des moyens existants devra se faire de façon cohérente et efficiente. Le but étant que le Plan bruxellois de prévention et de proximité s'articule de façon harmonieuse aux autres politiques menées par la Région et par ses partenaires que sont les autorités eurpéennes, fédérales, fédérées et locales.

En identifiant plusieurs domaines d'action et axes de travail, le Gouvernement entend déterminer avec méthode une politique de prévention cohérente et non cloisonnée, aux niveaux interne et externe, prenant en compte les aspirations essentielles et légitimes de chacun dans tous les domaines, comme l'emploi, le logement et le cadre de vie. Il est ainsi fondamental que les actions communales s'inscrivent dans des dispositifs devant contribuer aux objectifs généraux suivants :
- l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens ;
- la prise en compte des besoins locaux en matière de sécurité, permettant de tendre à un niveau de sécurité acceptable ;
- le développement des dispositifs de sanctions, notamment la lutte contre les incivilités, dans un contexte intégrant l'élément pédagogique.

Afin de pérenniser son engagement en matière de lutte contre le sentiment d'insécurité et de permettre aux acteurs locaux de prévoir sur un plus long terme les actions à mener sur le terrain pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Gouvernement a décidé d'envisager le Plan bruxellois de prévention et de proximité sur une base pluriannuelle. Il a également été décidé d'octroyer les moyens jugés nécessaires aux communes ayant répondu à l'appel à projets de la Région du 14/03/2011 relatif à sa politique de prévention. Cet appel à projets prévoit notamment que les pouvoirs locaux, sur base des constats permis par la rédaction d'un diagnostic local de sécurité (DLS), proposent une série de mesures permettant de lutter contre le sentiment d'insécurité et cadrant avec les axes de travail régionaux suivants :
- la présence visible et rassurante dans les espaces publics ;
- la lutte contre le décrochage scolaire;
- la lutte contre les incivilités ;
- la médiation des conflits.

Afin de permettre aux communes de répondre au mieux aux termes de l'appel à projets (rédaction d'un DLS, de fiches-projets et élaboration de tableaux de bord en vue d'une évaluation des plans), la mise en œuvre du Plan bruxellois de prévention et de proximité sur une base pluriannuelle sera effective à partir du 01/01/2012. C'est pourquoi le budget octroyé en matière de prévention par le biais de l'arrêté du 14/07/2011 concerne la période 2011.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de 412.865,36 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14/07/2011 accordant une subvention globale de 17.784.429,65 EUR aux communes bruxelloises, dans le cadre de la politique bruxelloise de prévention et de proximité.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au bénéficiaire pour couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à la mise en place de différents projets relatifs au Plan local de prévention et de proximité, tels que détaillés dans les documents suivants:

- les fiches-projets jointes à la convention «Plan local de prévention et de proximité 2010». Dans le cas de projets modifiés ou nouvellement mis en œuvre à partir de 2011, les fiches-projets y afférentes sont jointes à la présente convention;
- le cadre financier détaillant la répartition du budget alloué (en annexe) ;
- les tableaux de bord permettant l'évaluation des projets (en annexe).

Article 2. Durée

La convention porte sur la période du 01/01 au 31/12/2011.

Article 3. Obligations générales de la Commune

a) Concernant l'année 2011, la Commune s'engage à préparer la mise en œuvre de son plan local pluriannuel 2012-2014, tout en assurant au mieux la continuité de son action en matière de prévention selon les axes régionaux prévalant antérieurement, à savoir :

- la médiation ;
- l'accrochage scolaire ;
- le travail de rue ;
- la présence visible au niveau des espaces publics.

Les dispositifs mis en œuvre au niveau local afin de contribuer à la politique régionale doivent s'intégrer dans une véritable politique communale de prévention. C'est la raison pour laquelle le Plan local de prévention et de proximité est soumis à l'approbation du Conseil communal. Dans le même ordre d'idées, le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins ou le Bourgmestre ne sont en aucun cas dégagés de leurs responsabilités.

La Commune veillera à donner la priorité au renforcement des structures existantes et sera particulièrement attentive au développement de synergies entre le dispositif de prévention subventionné par la Région et les autres projets coexistant sur le terrain (notamment ceux liés à la cohésion sociale et à la rénovation urbaine) mais également ceux qui émanent des instances fédérales, communautaires ou eurpéennes.

Pour ce faire, la Commune désigne un Fonctionnaire de prévention, chargé de la coordination du dispositif et de son articulation avec les autres politiques mises en œuvre au niveau du territoire communal. En l'absence d'un évaluateur interne, le fonctionnaire de prévention a également pour tâche de veiller à l'évaluation du plan (cf. *infra*).

b) La Commune s'engage à tenir compte des chiffres de criminalité, à se référer au *Moniteur de sécurité* et aux autres indicateurs locaux pour déterminer ses besoins en matière de sécurité et de prévention, créer et gérer ses dispositifs de prévention.

c) La Commune s'engage à prendre les mesures organisationnelles nécessaires (en termes humains et matériels) permettant de garantir un suivi systématique et un soutien permanent aux initiatives développées dans le cadre du plan.

d) La Commune s'engage, afin d'éviter les doubles emplois, à identifier les ressources locales, qu'elles soient publiques ou privées, dans le but de favoriser les partenariats et le travail en réseau. Il s'agit plus particulièrement d'assurer l'articulation entre le plan et le Plan zonal de sécurité, par le biais notamment du Conseil consultatif de prévention. Une collaboration avec les services de police ainsi qu'avec le milieu associatif doit donc être assurée.

e) La Commune s'engage à faire connaître les acteurs locaux chargés de la mise en œuvre du plan (coordination générale, évaluation, gestion administrative et financière…), auxquels l'administration régionale pourra se référer.

Article 4. Principes généraux

a) *Financement*

Le plan est financé par la Région de Bruxelles-Capitale conformément aux termes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14/07/2011.

b) *Personnel*

Toutes les dispositions de la Charte sociale (Circulaire du 28/04/1994 – Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ; *Moniteur belge* du 26/01/1995) sont applicables au personnel engagé dans le cadre du plan.
La Commune veillera à faire part systématiquement à l'administration de tout changement survenu au niveau du personnel. À cette fin, elle transmettra à la Direction des Initiatives spécifiques un état du cadre du personnel engagé dans le cadre du plan.

c) *Suivi du plan*

D'une manière générale, le suivi des conventions passées avec les communes, donc des plans locaux, est un élément essentiel de la gouvernance locale. L'évaluation des dispositifs mis en œuvre dans le cadre du Plan bruxellois de prévention et de proximité doit contribuer, de manière systématique et continue, à l'analyse de la réalisation des objectifs et à la détermination des moyens d'amélioration des pratiques.

Le suivi du plan (évaluation, gestion administrative et financière) est assuré par l'Administration des Pouvoirs locaux (Direction des Initiatives spécifiques) du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Outre le suivi administratif et financier, la Direction des Initiatives spécifiques est également chargée de veiller à l'évaluation des différents plans. Cela en concertation étroite avec les acteurs locaux (fonctionnaires de prévention, évaluateurs internes et coordinateur administratifs et financiers).
En effet, l'évaluation des dispositifs doit permettre à l'administration de rendre compte au Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale de l'état d'avancement des actions et projets développés, des résultats obtenus.

Le Plan local de prévention et de proximité de la commune de Woluwe-Saint-Lambert est géré par M. Swennen, attaché.

Dans le cadre de chaque plan local est instauré un comité de suivi. Ce comité, dont les membres ne sont pas nommément désignés, est composé de représentants des parties contractantes ainsi que, selon les besoins, d'un membre du corps de la police locale. La commune veillera à se faire représenter par son fonctionnaire de prévention au moins, ou par son remplaçant désigné.

À la demande d'une des parties, la participation d'autres personnes impliquées dans la politique de prévention peut être envisagée.

Le comité de suivi, convoqué par l'administration régionale, a pour objectif de vérifier le bon déroulement du plan. Les aspects administratifs et financiers y seront donc abordés, ainsi que les questions de fond (contenu et orientation des projets, etc.) ; toute séance du comité de suivi fait l'objet d'un compte rendu rédigé par l'administration.

Les réunions du comité de suivi se tiennent au minimum deux fois par an, que ce soit dans les bâtiments de l'Administration des Pouvoirs locaux ou sur le terrain, au niveau des dispositifs.

d) *Evaluation du plan*
L'évaluateur interne (ou, en l'absence d'un évaluateur interne, le fonctionnaire de prévention) a pour fonction principale de veiller notamment à ce que les projets et actions développés dans le cadre du plan se déclinent en objectifs généraux et opérationnels et soient évaluables, en termes de résultats, en fonction de critères et d'indicateurs d'évaluation.

L'administration, en fonction des fiches-projets et des tableaux de bord, a pour tâche, en concertation avec la Commune, de déterminer régulièrement, en fonction des besoins et des indicateurs à la disposition des parties prenantes, si les objectifs fixés sont atteints et, en cas de nécessité, de décider si les projets et actions doivent être poursuivis, adaptés ou abandonnés.

L'ensemble des éléments d'évaluation du plan feront l'objet d'un rapport annuel. Ce document de synthèse devra être remis à la Direction des Initiatives spécifiques, au plus tard à la fin du mois de février de l'année suivant l'année contractuelle.

Article 5. Contrôle des subventions
L'autorité régionale peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet de la subvention.
L'autorité régionale se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de récupérer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation.

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.
Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :
Art. 92. Conformément à l'article 11 de la loi du 16/05/2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.
Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
Art. 93. Conformément à l'article 12 de la loi du 16/05/2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.
Art. 94. Conformément à l'article 13 de la loi du 16/05/2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:
1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de l a subvention;
2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour le squelles elle est accordée ;
3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre inst itution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.
Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 95. Conformément à l'article 14 de la loi du 16/05/2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.
Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Article 6. Modalités de liquidation
La subvention de 412.865,36 EUR est destinée à couvrir des frais de personnel et de fonctionnement. Elle sera liquidée en deux tranches:
- une première tranche (avance) de 247.719,22 EUR (soit 60 % du subside) après signature de la présente convention par les deux parties, sur la base d'une déclaration de créance introduite pour le 01/11/2011 au plus tard;
- une seconde tranche (solde) après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérifications desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 15 jours calendrier à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 7. Pièces à fournir lors de la demande de paiement
Chaque demande de paiement (avance, solde) se fait sous la forme d'une déclaration de créance, adressée à l'adresse suivante:

MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
Direction de la Comptabilité
CCN
Rue du Progrès 80 - 8e étage
1035 Bruxelles

Chaque déclaration de créance, rédigée sur base du modèle fourni par l'administration, doit mentionner impérativement les éléments suivants :
- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Article 8. Dépenses éligibles et présentation des pièces justificatives
Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard le 31/03/2012 à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
Administration des Pouvoirs locaux
Direction des Initiatives spécifiques
M. Michel Van der Stichele, Directeur général
Boulevard du Jardin Botanique 20 - 1er étage
1035 Bruxelles

D'une manière générale, seules seront prises en compte les pièces justificatives définies par les circulaires du 29/12/2008 et du 28/12/2009 relatives aux directives financières applicables aux contrats de sécurité et de prévention ainsi qu'au Plan de Sécurité subsidiés par la Région de Bruxelles-Capitale, et applicables aux subventions visées par la présente convention. Les passages des documents précités relatifs aux frais d'investissement ne sont pas d'application.

Concernant les dépenses pour l'application de la loi relative aux sanctions administratives, les pièces justificatives se composent des documents décrits à l'article 6 de la convention conclue dans ce cadre pour l'année 2010.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité. Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Le contrôle de ces pièces par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

Article 9. Réclamations

Si, après le contrôle des pièces justificatives, le montant que représentent les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

À compter de la date de réception de l'invitation à transmettre une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur le montant communiqué.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

Article 10. Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes:

1. Pour la Région

MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
Administration des Pouvoirs locaux
Direction des Initiatives spécifiques
M. Michel Van der Stichele, Directeur général
Boulevard du Jardin Botanique 20 - 1er étage
1035 Bruxelles

2. Pour le bénéficiaire

Au Collège des bourgmestre et échevins de la commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT
Avenue Paul Hymans 2
1200 Woluwe-Saint-Lambert

Etabli et signé à Bruxelles en deux exemplaires, le ……

Pour la Région de BRUXELLES-CAPITALE,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

Charles PICQUE

Pour la commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT,

Le Secrétaire communal,

Patrick LAMBERT

Le Bourgmestre,

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op het besluit genomen op 14/07/2011 door de Regering van het Brussels Gewest;

Overwegende dat dit besluit subsidies toekent inzake veiligheid en preventie aan Brusselse gemeenten;

Overwegende dat het Plaatselijk Preventie- en Buurtplan 2011 in het verlengde ligt van het Plan voor 2010; dat bemiddeling, schoolverzuim, straathoekwerking, een zichtbare aanwezigheid in de openbare ruimte op het vlak van preventie prioritair blijven;

Overwegende dat deze subsidiëring toelaat om de dienst Preventie te financieren en meer de wedden van een preventieambtenaar, van een bemiddelaarster, van twee psychologen, van een animator, een coördinator en van viif gemeenschapswachten en ook de werkingskosten;

Overwegende dat de toelage voor 2011 412.865,36 EUR bedraagt;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

BESLIST:

de ondertekening van het contract in voor het Plaatselijk Preventie- en Buurtplan 2011 met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

PLAATSELIJK PREVENTIE- EN BUURTPLAN VAN DE GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE 2011

Tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Hr Charles PICQUÉ, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, hierna “het Gewest” genoemd;

En de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar College van burgemeester en schepenen in hoofde van de Hr Olivier MAINGAIN, Burgemeester, en de Hr Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris, hierna “de begunstigde” genoemd;

wordt het volgende overeengekomen:

PREAMBULE

Met het Brussels Preventie- en Buurtplan wil de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het beleid voortzetten dat gevoerd werd overeenkomstig het regeerakkoord van 16/07/2009, waarin veel aandacht uitgaat naar het recht op preventie en het levenskader alsook op een echt beleid van de veiligheid van de stad, die de verbetering van de levenskwaliteit van de Brusselaars toestaan.
In het kader van de strijd tegen het onveiligheidsgevoel zijn preventie en buurt essentiële begrippen.

Binnen de meer algemene context van het stedelijk beleid voor herstel van de maatschappelijke samenhang en met het oog op de bevordering van het buurtbeleid maakt het Brussels Preventie- en Buurtplan het mogelijk de betrekkingen tussen het Gewest en de gemeenten in contractuele vorm te gieten, wat essentieel is voor het stedelijk bestuur. Dit gebeurt via plaatselijke preventie- en buurtplannen. In dat verband bevestigt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dus haar streven om de samenwerking inzake preventie voort te zetten en op te voeren, in rechtstreeks overleg met de gemeenten.

De Regering stelt zich dan ook tot doel om binnen haar bevoegdheden alle inspanningen van de plaatselijke terreinactoren te steunen die bijdragen tot een preventieve benadering van de problematiek van het onveiligheidsgevoel. Dergelijke benadering vereist dat de oorzaken van het onveiligheidsgevoel worden achterhaald en in acht genomen in al hun aspecten.

Preventie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest berust immers in de eerste plaats op geïntegreerde preventie. De strijd tegen sociale uitsluiting in al haar vormen, die aanleiding geeft tot onaangepast gedrag (schoolverzuim, geweld, vandalisme, enz.) en zo niet enkel een onveiligheidsgevoel teweegbrengt, maar ook objectieve onveiligheid moet de hoeksteen vormen van het overheidsoptreden. Daartoe moeten alle beschikbare (menselijke, materiële en financiële) middelen ingezet worden. Conform de regeringsdoelstelling om te zorgen voor een daadwerkelijke coördinatie tussen het beleid van de institutionele actoren die bevoegd zijn op het gewestelijk grondgebied moeten de bestaande middelen samenhangend en efficiënt beheerd worden. Het doel bestaat erin dat het Brussels Preventie- en Buurtplan harmonieus aansluit bij de andere beleidslijnen van het Gewest en zijn partners, waartoe zowel federale als gewestelijke, gemeenschaps- en plaatselijke instanties behoren.

Door verschillende actiedomeinen en krachtlijnen te bepalen wil de Regering op een methodische wijze een samenhangend en niet-versnipperd preventiebeleid uitstippelen op zowel intern als extern niveau, met inachtneming van ieders essentiële en gerechtvaardigde verwachtingen op alle gebieden, zoals werkgelegenheid, huisvesting en leefomgeving. Het is daarom van fundamenteel belang dat de gemeentelijke acties passen in projecten die bijdragen tot volgende algemene doelstellingen:
- een verbetering van de levenskwaliteit voor alle burgers;
- inachtneming van de plaatselijke behoeften op het vlak van veiligheid om tot een aanvaarbaar veiligheidsniveau te kunnen komen;
- ontwikkeling van strafmaatregelen en meer bepaald de bestrijding van overlast op een pedagogisch verantwoorde wijze.

Om haar verbintenis inzake bestrijding van het onveiligheidsgevoel te bestendigen en de plaatselijke actoren de mogelijkheid te bieden de op het terrein te voeren acties op langere termijn te plannen om de hierboven beschreven doelstellingen te halen, heeft de Regering beslist het Brussels preventie- en buurtplan op meerjarige basis te bekijken. Er werd ook beslist de gemeenten die gevolg gegeven hebben aan de projectoproep van het Gewest van 14/03/2011 betreffende het preventiebeleid, de nodig geachte middelen te verlenen. Die projectoproep voorziet met name dat de plaatselijke besturen, op basis van de vaststellingen die mogelijk zijn door het opstellen van een lokale veiligheidsdiagnose (LVD), een reeks
maatregelen voorstellen die het mogelijk maken het onveiligheidsgevoel te bestrijden en die stroken met de volgende gewestelijke krachtlijnen:
- zichtbare en geruststellende aanwezigheid op openbare plaatsen;
- bestrijding van schoolverzuim;
- bestrijding van overlast;
- conflictbemiddeling.

Om de gemeenten de gelegenheid te bieden optimaal in te spelen op de vereisten van de projectoproep (opstellen van een LVD en van projectfiches en uitwerken van boordtabellen met het oog op een evaluatie van de plannen), zal de tenuitvoerbrenging van het Brussels preventie- en buurtplan op meerjarige basis effectief zijn vanaf 01/01/2012. Dit is waarom het via het besluit van 14/07/2011 inzake preventie toegekend budget betrekking heeft op de periode 2011.

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst
Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een toelage van 412.865,36 EUR ter beschikking wordt gesteld door het Gewest, overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14/07/2011 tot toekenning van een globale toelage van 17.784.429,65 EUR aan de Brusselse gemeenten in het kader van het Brusselse preventie- en buurtbeleid.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen geval gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

De subsidie wordt aan de begunstigde toegekend om deels of volledig de kosten te dekken voor de uitvoering van verschillende projecten met betrekking tot het plaatselijk preventie- en buurtplan, zoals voorgesteld in de volgende documenten:
- de bij de overeenkomst “plaatselijk preventie- en buurtplan 2010” bijgevoegde projectfiches.
- In het geval van gewijzigde of vanaf 2011 opgestarte projecten worden de projectfiches die erop betrekking hebben bij deze overeenkomst gevoegd;
- het financieel kader waarin het toegekend budget gespecificeerd wordt (als bijlage);
- de boordtabellen die het mogelijk maken de projecten te evalueren (als bijlage).

Artikel 2. Duur
Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 01/01/2011 tot 31/12/2011.

Artikel 3. Algemene verplichtingen van de Gemeente
a) Wat 2011 betreft, verbindt de gemeente zich ertoe de uitvoering van haar meerjarig plan 2012-2014 voor te bereiden, waarbij ze de continuïteit van haar actie op het vlak van preventie volgens de eerder geldende krachtlijnen optimaal in acht neemt, met name:
- bemiddeling;
- bestrijding van schoolverzuim;
- straathoekwerk;
- zichtbare aanwezigheid op openbare plaatsen.

De plaatselijke projecten die opgezet worden om bij te dragen tot het gewestelijk beleid moeten kaderen in een echt gemeentelijk preventiebeleid. Daarom moet het plaatselijk preventie- en buurtplan ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Gemeenteraad. Het plan ontheft de Gemeenteraad, het College van burgemeester en schepenen en de Burgemeester geenszins van hun verantwoordelijkheid.

De Gemeente dient voorrang te geven aan het versterken van bestaande structuren en moet in het bijzonder aandacht hebben voor het ontwikkelen van synergie tussen het door het Gewest gesubsidieerde preventieproject en andere lopende projecten (meer bepaald die in verband met maatschappelijke samenhang en stadsvernieuwing), maar ook projecten die uitgaan van federale, gemeenschaps- of eurpese instanties.

De Gemeente wijst daartoe een preventieambtenaar aan die belast is met de coördinatie van het project en de integratie met de andere beleidsmaatregelen die van toepassing zijn op het grondgebied van de gemeente. Bij ontstentenis van een interne evaluator, behoort ook de evaluatie van het plan tot de taak van de preventieambtenaar *(zie verder)*.
b) De Gemeente verbindt zich ertoe rekening te houden met de criminaliteitscijfers en de *Veiligheidsmonitor* evenals de andere plaatselijke indicatoren te raadplegen om haar behoeften inzake veiligheid en preventie te bepalen en haar preventieprojecten op te zetten en te beheren.

c) De Gemeente verbindt zich ertoe de nodige organisatorische maatregelen (inzake personeel en materiaal) te treffen voor een systematische follow-up en doorlopende ondersteuning van de initiatieven die in het kader van het plan ontwikkeld worden.

d) Om overlappingen te vermijden verbindt de Gemeente zich ertoe de plaatselijke openbare of privévoorzieningen te identificeren om zo partnerships en netwerkvorming te bevorderen. Het doel bestaat er meer bepaald in de samenhang tussen het plan en het zonaal veiligheidsplan te waarborgen, met name via de Adviesraad voor preventie. Er moet dus gezorgd worden voor samenwerking met de politiediensten en het verenigingsleven.

e) De Gemeente verbindt zich ertoe de plaatselijke actoren kenbaar te maken die instaan voor de uitvoering van het plan (algemene coördinatie, evaluatie, administratief en financieel beheer…) en die door de gewestelijke administratie geraadpleegd kunnen worden.

Artikel 4. Algemene principes

a) *Financiering*

Het plan wordt gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest conform het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14/07/2011.

b) *Personeel*

Alle bepalingen van het Sociaal Handvest (Omzendbrief van 28/04/1994 - Harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Belgisch Staatsblad van 26/01/1995) zijn van toepassing op het personeel dat in dienst genomen wordt in het kader van het plan.
De Gemeente dient vooral systematisch elke wijziging die zich voordoet inzake personeel te melden aan de administratie. Daartoe zal zij een overzicht van het personeel dat in het kader van het plan in dienst genomen is bezorgen aan de Directie Specifieke Initiatieven.

c) *Follow-up van het plan*

Algemeen beschouwd is de follow-up van de overeenkomsten met de gemeenten – en dus de plaatselijke plannen – een belangrijk instrument voor het plaatselijk bestuur. De evaluatie van de projecten die gerealiseerd worden in het kader van het Brussels preventie- en buurtplan moet systematisch en doorlopend bijdragen tot het analyseren van de verwezenlijking van de doelstellingen en de bepaling van de middelen ter verbetering van de bestaande praktijken.

Het Bestuur Plaatselijke Besturen (Directie Specifieke Initiatieven) van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest staat in voor de follow-up van het plan (evaluatie, administratief en financieel beheer).

Afgezien van de administratieve en financiële follow-up is de Directie Specifieke Initiatieven er ook mee belast toe te zien op de evaluatie van de diverse plannen, en dit in nauw overleg met de plaatselijke actoren (preventieambtenaren, interne evaluatoren en administratieve en financiële coördinatoren). De evaluatie van de projecten moet de administratie immers in staat stellen verslag uit te brengen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering over de vordering van de acties en projecten en over de bereikte resultaten.

Het plaatselijk preventie- en buurtplan van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe wordt beheerd door dhr. Swennen, attaché.
Voor elk plaatselijk plan wordt een follow-upcomité opgericht. Dit comité, waarvan de leden niet nominatief aangewezen worden, bestaat uit vertegenwoordigers van de contracterende partijen, alsook, naargelang de behoeften, uit een lid van het plaatselijk politiekorps. De Gemeente dient zich minstens te laten vertegenwoordigen door haar preventieambtenaar of zijn aangewezen vervanger.

Op verzoek van een van de partijen is deelname van andere personen die bij het preventiebeleid betrokken zijn mogelijk.

Het follow-upcomité dat samengeroepen wordt door de gewestelijke administratie, heeft tot doel na te gaan of het plan goed verloopt. De administratieve en financiële aspecten zullen er dus aan bod komen, alsook inhoudelijke aangelegenheden (inhoud en strekking van de projecten, enz.); de administratie stelt een verslag op van vergadering van het follow-upcomité.

Het follow-upcomité vergadert minstens twee maal per jaar, hetzij in de gebouwen van het Bestuur Plaatselijke Besturen, hetzij ter plaatse bij de projecten.

d) *Evaluatie van het plan*
De interne evaluator (of, bij ontstentenis daarvan, de preventieambtenaar) heeft meer bepaald als hoofdopdracht erop toe te zien dat de projecten en acties die in het kader van het plan ontwikkeld worden, berusten op algemene en operationele doelstellingen en dat de resultaten evalueerbaar zijn aan de hand van criteria en indicatoren.

De administratie, in functie van de projectfiches en boordtabellen, heeft als opdracht om in overleg met de Gemeente regelmatig na te gaan – op basis van de behoeften en de indicatoren waarover de betrokken partijen beschikken - of de doelstellingen bereikt worden en, indien nodig, beslist de administratie of de projecten en acties moeten worden voortgezet, aangepast of stopgezet.

Alle gegevens voor de evaluatie moeten opgenomen worden in een jaarverslag. Dit samenvattend document moet worden ingediend bij de Directie Specifieke Initiatieven uiterlijk tegen het einde van de maand februari die volgt op het contractjaar.

Artikel 5. Controle van de subsidies
De gewestelijke overheid kan op elk moment alle stukken en alle informatie opvragen die haar in staat stellen de door haar gesubsidieerde acties voortdurend te evalueren.

De gewestelijke overheid behoudt zich het recht voor de subsidie voor elk project dat niet meer beantwoordt aan de door haar goedgekeurde doelstellingen, op te schorten, in te trekken of terug te vorderen.

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23/02/2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder volledig weergegeven:
Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16/05/2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.
Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.
Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.
Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16/05/2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.
De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.
Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16/05/2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:
1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de su bsidie werd verleend;
2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden , waarvoor zij werd verleend;
3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhinder t;
4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.
Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16/05/2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.
Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Artikel 6. Regels voor de uitbetaling
De subsidie van 412.865,36 EUR dient om de personeels- en werkingskosten te dekken. Zij wordt uitbetaald in twee schijven:
- de eerste schijf (voorschot) van 247.719,22 EUR (hetzij 60% van de subsidie), na ondertekening van deze overeenkomst door beide partijen, op basis van een schuldvordering die ten laatste op 01/11/2011 ingediend moet worden;
- de tweede schijf (saldo) na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Eens deze stukken nagezien zijn, zal de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht worden een schuldvordering over te maken, binnen een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving, ten belope van het eindbedrag dat hem op grond van die controle wordt toegekend.

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Artikel 7. Stukken die voorgelegd moeten worden bij de betalingsaanvraag
Elke betalingsaanvraag (voorschot, saldo) gebeurt in de vorm van een schuldvordering, gericht aan het volgend adres:

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
Directie Comptabiliteit
CCN
Vooruitgangstraat 80 - 8ste verdieping
1035 Brussel

Elke schuldvordering, opgesteld op basis van het door de administratie geleverd model, moet verplicht de volgende elementen vermelden:
- de reden van betaling;
- het bedrag waarvan betaling gevraagd wordt (voor het saldo, het toegekend eindbedrag);
- het visumnummer van de vastlegging verstrekt door de administratie;
- het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet gestort worden.

Bovendien moet deze schuldvordering gedateerd en ondertekend zijn door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

Artikel 8. Aanvaardbare uitgaven en voorlegging van de verantwoordingsstukken
De bewijsstukken moeten ten laatste op 31/03/2012 op het volgend adres ingediend worden:

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
Bestuur Plaatselijke Besturen
Directie Specifieke Initiatieven
De Hr Michel Van der Stichele, Directeur-generaal
Kruidtuinlaan 20 - 1ste verdieping
1035 Brussel

Over het algemeen worden enkel verantwoordingsstukken in overweging genomen die vermeld staan in de Omzendbrieven van 29/12/2008 en van 28/12/2009 betreffende de financiële richtlijnen die van toepassing zijn op de veiligheids- en preventiecontracten evenals op het Veiligheidsplan, beide gesubsidieerd door het Brussels hoofdstedelijk gewest en van toepassing op de in deze overeenkomst bedoelde subsidies. De passages van voornoemde documenten die betrekking hebben op de investeringskosten zijn niet van toepassing.

Wat betreft uitgaven voor de toepassing van de wet op de administratieve sancties, bestaan de verantwoordingsstukken uit de documenten die vermeld staan in artikel 6 van de in dit kader voor 2010 gesloten overeenkomst.
De begunstigde zal ervoor zorgen dat het volledig dossier in één enkele keer en integraal wordt neergelegd. Na de hierboven vermelde datum zal geen enkel bijkomend stuk meer aanvaard worden. Uit de controle van die stukken door de beherende administratieve dienst moet blijken dat alle vastgelegde uitgaven daadwerkelijk verricht werden om de acties te verwezenlijken zoals voorzien in deze overeenkomst.

Artikel 9. Bezwaren
Indien het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken na controle van alle stukken lager blijkt te zijn dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belopen van de aanvaarde verantwoordingsstukken.

Vanaf de datum van ontvangst van het verzoek om een schuldvordering ten belope van het eindbedrag dat hem wordt toegekend op basis van de controle in te dienen, beschikt de begunstigde over een termijn van 15 kalenderdagen om zijn argumenten voor te leggen indien hij het oneens is over het meegedeeld bedrag.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

Artikel 10. Verzending van documenten
Alle officiële kennisgevingen of mededelingen die moeten plaatsvinden op grond van deze overeenkomst moeten om geldig te zijn door de partijen naar de volgende adressen verstuurd worden:

1. Voor het Gewest
MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
Bestuur Plaatselijke Besturen
Directie Specifieke Initiatieven
T.a.v. de Hr Michel Van der Stichele, Directeur-generaal
Kruidtuinlaan 20 - 1ste verdieping
1035 Brussel

2. Voor de Begunstigde
College van burgemeester en schepenen van de gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE
Paul Hymanslaan 2
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe
Gedaan en ondertekend te Brussel in 2 exemplaren op

Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,

de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
belast met Plaatselijke Besturen,

Charles PICQUE

Voor de gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/4.)

---

5. Collaboration intercommunale – Appel à projet régional – Subsides – Approbation (2 dossiers). Intercommunale samenwerking – Gewestelijke projectoproep – Toelagen – Goedkeuring (2 dossiers).

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets du Gouvernement de la Région bruxelloise visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les communes ;

Considérant que cet appel à projets requiert l'association de deux communes, qu'une des communes associées doit être désignée comme commune organisatrice, que le subside maximum par projet présenté s'élève à 60.000 EUR et qu'il couvre 80 % des frais réellement engagés ;

Considérant que le renouvellement des Plans locaux de Prévention et de Proximité est conditionné, par la Région bruxelloise, à la réalisation d'un diagnostic local de sécurité (DLS) ;

Considérant que les communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre se sont associées en novembre 2010 pour engager un évaluateur interne afin de réaliser ce diagnostic pour chacune des deux communes ;

Considérant que le travail d'analyse entamé doit être poursuivi pour les deux communes ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre souhaite également introduire un projet commun en ce sens ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 20/10/2011 ;

DECIDE :

d'introduire une demande de subside relative à ce projet auprès de la Région bruxelloise, pour un montant de 38.000 EUR, afin de couvrir à 80 % les frais de personnel relatifs à la prolongation du contrat, pendant un an, de l'évaluateur interne (niveau A).
La gestion du projet est assurée par le service Prévention de Woluwe-Saint-Lambert (commune coordinatrice), en accord avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre.
Le temps de travail de l'agent sera réparti équitablement entre les deux communes. Le solde non subsidié des frais de personnel et de fonctionnement sera pris en charge par les deux communes.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de oproep van de Regering van het Brussels Gewest betreffende steun aan een verdere samenwerking tussen de gemeenten;

Overwegende dat er voor deze oproep om projecten door minstens twee gemeenten moet worden samengewerkt, dat een van die gemeenten moet worden aangeduid als organisator, dat de maximumtoelage per voorgedragen project 60.000 EUR bedraagt en dat deze 80 % van de werkelijk gemaakte kosten dekt;

Overwegende dat het Brussels Gewest als voorwaarde voor de hernieuwing van de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen stelt dat er een lokaal veiligheidsdiagnostiek (LVD) moet worden opgesteld;

Overwegende dat de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe in november 2010 de handen in elkaar hebben geslagen om een interne evaluator aan te werven om deze diagnostiek voor elk van de twee gemeenten op te stellen;

Overwegende dat het gestarte analysewerk door de twee gemeenten moet worden voltooid;

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ook een gemeenschappelijk project in die zin wil indienen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20/10/2011;

BESLIST:

bij het Brussels Gewest een subsidieaanvraag voor dit project in te dienen ten bedrage van 38.000 EUR om 80 % van de personeelskosten te dekken voor de verlenging met een jaar van het contract van de interne evaluator (niveau A).
Het beheer van het project wordt in overleg met de gemeente Sint-Pieters-Woluwe verzekerd door de dienst Preventie van Sint-Lambrechts-Woluwe (coördinerende gemeente). De werkuren van het personeelslid zullen billijk verdeeld worden tussen de twee gemeenten. Het niet-gesubsidieerd saldo van de personeels- en werkingskosten wordt door de twee gemeenten voor hun rekening genomen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/5.)

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets du Gouvernement de la Région bruxelloise visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les communes ;

Considérant que les services de prévention bruxellois souhaitent réaliser un inventaire à destination des professionnels travaillant dans le monde de la jeunesse et regroupant les coordonnées et caractéristiques des services, organismes et acteurs associatifs dont l'axe de travail et les missions ont une visée régionale en rapport avec les questions scolaires et/ou qui organisent des actions dans les écoles ;

Vu la participation au projet régional de réalisation d'un inventaire des communes d'Anderlecht, d'Auderghem, de Bruxelles-Ville, d'Etterbeek, d'Evere, de Forest, d'Ixelles, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode, d'Uccle, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre (sous réserve d'approbation par les Conseils respectifs des communes) ;

Considérant que cet appel à projets requiert l'association d'au moins deux communes, qu'une des communes associées doit être désignée comme commune organisatrice, que le subside maximum par projet présenté s'élève à 60.000 EUR et qu'il couvre 80 % des frais réellement engagés ;

Considérant que la Ville de Bruxelles se propose comme commune coordinatrice du projet et introduira la demande de subsides auprès de la Région ;

Considérant que l'estimation des frais de la réalisation de cet inventaire s'élève à un montant de 12.500 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 20/10/2011 ;

DECIDE :

- d'approuver le projet de réalisation d'un inventaire régional relatif aux questions scolaires ;
- de se joindre à la Ville de Bruxelles, en tant que commune coordinatrice de ce projet.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de oproep van de Regering van het Brussels Gewest betreffende steun aan een verdere samenwerking tussen de gemeenten;

Overwegende dat de Brusselse preventiediensten een gewestelijke inventaris willen uitvoeren die bestemd is voor professionele jeugdwerkers en die de gegevens en karakteristieken bevat van de diensten, organen en verenigingen met een gewestelijke rijkwijdte en missie i.v.m. schoolvraagstukken en/of die acties in de scholen organiseren;

Gelet op de deelname aan het gewestelijk inventarisproject door de gemeenten Anderlecht, Oudergem, Brussel-Stad, Etterbeek, Evere, Vorst, Elsene, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Ukkel, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe (onder voorbehoud van goedkeuring door de respectievelijke Gemeenteraden);

Overwegende dat er voor deze oproep om projecten door minstens twee gemeenten moet worden samengewerkt, dat een van die gemeenten moet worden aangeduid als organisator, dat de maximumtoelage per voorgedragen project 60.000 EUR bedraagt en dat deze 80 % van de werkelijk gemaakte kosten dekt;

Overwegende dat Brussels-Stad zich kandidaat stelt om het project te coördineren en de toelgageaanvraag bij het Gewest zal indienen;

Overwegende dat de geschatte kost voor de invoering van deze inventaris 12.500 EUR bedraagt;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20/10/2011;

BESLIST:

- de opdracht voor het project van een gewestelijke inventaris betreffende de schoolvragen goed te keuren;
- zich bij Brussel-Stad te voegen als coördinerende gemeente voor dit project.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/6.)

---

6. Rénovation de trottoirs dans diverses artères communales – 2e reconduction – Mode de passation du marché – Dépense – Approbation.
Herstellingen van de voetpaden langs verschillende gemeentewegen – 2de verlenging – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de poursuivre la rénovation des trottoirs dans les voiries communales ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-2° b) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 25/10/2010 approuvant le cahier spécial des charges « N°D190-2010 » du marché initial « Rénovation des trottoirs », passé par adjudication publique ;

Considérant que le cahier spécial des charges initial comprend la possibilité de répéter le marché via une procédure négociée suivant l'article 17 § 2-2° b) de la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24/03/2011 attribuant le marché initial à EUROVIA BELGIUM, Allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht ;

Vu la décision du Conseil communal du 17/10/2011 attribuant la répétition précédente de ce marché à EUROVIA BELGIUM, Allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht aux mêmes conditions que prévues dans le cahier spécial des charges ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 42130/735-60, et sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 20/10/2011 ;

DECIDE :

- d'approuver l'attribution du marché répétitif « Rénovation des trottoirs » à EUROVIA BELGIUM, Allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, aux conditions d'exécution fixées au cahier spécial des charges initial « N°D190-2010 » ;
- d'approuver le montant de la dépense de 490.000 EUR TVAC, inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, à l'article 42130/735-60/11010. Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.
(21.11.2011/A/7.)

---

7. Remise en état de la voirie au quartier Grootveld – 3e reconduction – Mode de passation du marché – Dépense – Approbation.
Herstellen van de wegen in de wijk Grootveld – 3de verlenging – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de poursuivre la remise en état des voiries au quartier Grootveld ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16 ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 01/07/2008 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (appel d'offres général) de ce marché ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché « Remise en état de la voirie au quartier Grootveld » établi par la division Réalisation et Entretien ;

Considérant que le cahier spécial des charges initial comprend la possibilité de répéter le marché via une procédure négociée suivant l'article 17 § 2-2° b) de la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18/12/2008 attribuant le marché à LES ENTREPRISES MELIN SA, chaussée Provinciale 83-87 à 1341 Ottignies – Louvain-la-Neuve ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 42100/731-60, et sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 27/10/2011 ;

DECIDE :

- d'approuver l'attribution du marché répétitif « Remise en état de la voirie au quartier Grootveld » à LES ENTREPRISES MELIN SA, chaussée Provinciale 83-87 à 1341 Ottignes – Louvain-la-Neuve, aux conditions fixées au cahier spécial des charges initial ;
- d'approuver le montant de la dépense estimé à 150.000 EUR TVAC, inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, à l'article 42100/731-60/11011. Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.
(21.11.2011/A/8.)

---

8. Remise en état du quartier Hof ten Berg – Projet – Mode de passation du marché – Dépense – Approbation.
Opfrissen Hof ten Bergwijk – Ontwerp – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'agit de procéder à la remise en état du quartier Hof ten Berg ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges N°ID334 -TVX_NOV1 1 relatif au marché « Remise en état du quartier Hof ten Berg », établi par la division Réalisation et Entretien ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 120.974,20 EUR (21 % TVAC) ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 42100/731-60 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 10/11/2011 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges N°D 33 1 - TVX_NOV11 et le montant estimé du marché « Remise en état du quartier Hof ten Berg », établis par la division Réalisation et Entretien ;
- de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
- de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;
- d'approuver le montant de la dépense estimé à 120.974,20 EUR (21 % TVAC) et inscrit à l'article 42100/731-60/11327 du budget extraordinaire de l'exercice 2011. Cette dépense sera financée par emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is de hernieuwing van de Hof ten Bergwijk te voorzien;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Hernieuwing Hof ten Bergwijk" een bestek met nr ID334 - TVX_NOV11 werd opgesteld door afdeling Uitvoering en Onderhoud;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 120.974,20 EUR (21 % BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2011, op artikel 42100/731-60 van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr ID334 - TVX_NOV11 en de raming voor de opdracht "Hernieuwing Hof ten Bergwijk", opgesteld door afdeling Uitvoering en Onderhoud;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding;
- het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau;
- de uitgave voor deze opdracht van 120.974,20 EUR (21 % BTWI) wordt goedgekeurd en ingeschreven op artikel 42100/731-60/11327 van de buitengewone begroting 2011. Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een aan te duiden instelling.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/9.)

---

9. Divers travaux d'entretien, de réfection et d'adaptation de la voirie – 1re reconduction – Mode de passation du marché – Dépense – Approbation.
Allerlei herstellings-, onderhouds-, en aanpassingswerken aan de wegen – Eerste verlenging – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de poursuivre le programme communal d'entretien de la voirie ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-2° b) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 25/10/2010 approuvant le cahier spécial des charges du marché initial N° ID188-2010, passé par adjudicatio n publique ;

Considérant que le cahier spécial des charges initial comprend la possibilité de répéter le marché via une procédure négociée suivant l'article 17 § 2-2° b) de la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31/03/2011 attribuant le marché initial à QUINTELIER SA, rue Provinciale 62 à 1301 WAVRE ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense estimé à 500.000 EUR TVAC est inscrit à l'article 42100/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 27/10/2011 ;

DECIDE :

- d'approuver l'attribution du marché répétitif « Divers travaux d'entretien, de réfection et d'adaptation de la voirie » à QUINTELIER SA, rue Provinciale 62 à 1301 Wavre, aux conditions fixées au cahier spécial des charges initial N° ID188 – 2010 ;
- d'approuver le paiement par le crédit de 500.000 EUR TVAC, inscrit à l'article 42100/731-60/11012 du budget extraordinaire de l'exercice 2011. Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.
(21.11.2011/A/10.)

---

10. Achat de mobilier urbain – Mode de passation du marché – Dépense – Approbation.
Aankoop stadsmeubilair – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'acquisition de mobilier urbain ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges N°ID324 - Mobilie r 2011 relatif au marché « Achats de mobilier urbain » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :
* Lot 1 : Mobilier type 1 - voiries et places principales, estimé à 58.080,00 EUR (21 % TVAC),
* Lot 2 : Mobilier pour voiries et places secondaires, estimé à 51.909,00 EUR (21 % TVAC),
* Lot 3 : Bornes en bois à bandes réfléchissantes, estimé à 4.991,25 EUR (21 % TVAC),
* Lot 4 : Mobilier pour mobilité, estimé à 13.673,00 EUR (21 % TVAC) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 128.653,25 EUR (21 % TVAC) ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 42100/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et qu'il sera financé par emrpunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 27/10/2011 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges N°ID32 4 - Mobilier 2011 et le montant estimé du marché « Achats de mobilier urbain », établis par la division Administration et Marchés ;
- de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
- de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;
- d'approuver le montant de la dépense estimé à 128.653,25 EUR (21 % TVAC), inscrit à l'article 42100/741-51/11169 du budget extraordinaire de l'exercice 2011. Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is de aankop van stadsmeubilair te voorzien;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Aankoop van meubilair voor wegens” een bijzonder bestek met nr ID324 - Meubilair 2011 werd opgesteld door de afdeling Administratie en opdrachten;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:
* Perceel 1: Meubilair type 1 - Wegen en grote pleinen, raming: 58.080,00 EUR (21 % BTWI),
* Perceel 2: Meubilair voor wegen en kleine pleinen, raming: 51.909,00 EUR (21 % BTWI),
* Perceel 3: Houten palen met reflecterende stroken, raming: 4.991,25 EUR (21 % BTWI),
* Perceel 4: Meubilair voor mobiliteit, raming: 13.673,00 EUR (21 % BTWI);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 128.653,25 EUR (21 % BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/741-51 van de buitengewone begroting 2011 en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 27/10/2011;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr ID324 - Meubilair 2011 en de raming voor de opdracht “Aankoop van meubilair voor wegens”, opgesteld door afdeling Administratie en Opdrachten;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding;
- het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau;
- de uitgave voor deze opdracht geraamd op 128.653,25 EUR (21 % BTWI) wordt goedgekeurd en voorzien op artikel 42100/741-51/11169 van de buitengewone begroting 2011. Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een aan te duiden instelling.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/11.)

Mmes MOLENBERG, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE et TSHOMBE entrent en séance tandis que Mme LOUIS et M. LIENART la quittent.
Mwen MOLENBERG, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE en TSHOMBE komen de vergaderzaal binnen terwijl Mw LOUIS en de Hr LIENART ze verlaten.

---

11. Zones de stationnement payant et réglementé – Redéfinition des zones – Approbation.
Gereglementeerd betalende parkeerzones – Herdefiniëring van de zones – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu le règlement complémentaire de police du 20/12/2010 et le règlement redevance du 20/12/2010 relatifs au stationnement payant ;

Considérant qu'il y a lieu de redéfinir les zones de stationnement réglementé compte tenu de ces règlements ;

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 10/11/2011 ;

DECIDE par 22 voix pour, 4 contre (M. FINCOEUR, Mme ARNOULD, M. IDE et Mme VISART de BOCARMÉ) et 2 abstentions (Mmes LIPPENS et de JAMBLINNE-de CALLATAŸ) :

d'approuver le plan 411-33 des zones de stationnement payant comprenant des emplacements délimités et pourvus d'appareils distributeurs de tickets limitant la durée du stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (code de la route) et ses arrêtés modificatifs, créées sur les voies suivantes et les zones de stationnement réglementé conformément aux dispositions de l'article 27-1-1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 :

1. Zones rouges

Quartier B

- Rue Saint-Lambert (entre le n°135 et le n°143 - côté impair)

Quartier D

- Rue Bâtonnier Braffort (entre le n°2 et le n°12 - côté pair)

Quartier E

- Place Jean-Baptiste Degrooff
- Avenue Georges Henri (entre le Square de Meudon et le boulevard Brand Whitlock)

2. Zones oranges

Quartier B

- Rue des Floralies (entre la rue Saint-Lambert et le n°81)
- Rue Saint-Lambert (entre le n°36 et l'avenue Paul Hymans - côté pair ; entre les n°s 41 et 133 et entre le n°143 et l'avenue Paul Hymans - côté impair)
- Place Saint-Lambert, dans son ensemble

Quartier D

- Avenue Georges Henri (entre la rue de Linthout et le boulevard Brand Whitlock)

Quartier I

- Rue du Menuisier
- Rue Montagne des Cerisiers (côté impair, du n°3 au n°37)
- Avenue du Roi Chevalier (entre le square de Meudon et la rue du Menuisier)
- Parking de la Métairie Van Meyel

3. Zones vertes

Quartier A

- Avenue de l'Assomption
- Avenue du Bois Jean (entre l'avenue de l'Idéal et l'avenue Emile Vandervelde)
- Avenue de l'Idéal (entre l'avenue de l'Assomption et l'avenue Emile Vandervelde)
- Avenue de la Lesse (entre l'avenue de l'Assomption et l'avenue Emile Vandervelde)
- Avenue du Rêve
- Avenue de la Semoy (côté impair, du n°1 au n°31 ; côté pair du n°2 au n°28)

Quartier C

- Désaffecté

Quartier D

- Avenue Albert-Elisabeth
- Rue Bâtonnier Braffort (entre la rue des Ménapiens (Etterbeek) et la rue des Morins (Etterbeek) - côté pair)
- Boulevard Brand Whitlock (entre le square Vergote et la rue de la Duchesse – côté impair)
- Avenue des Deux Tilleuls
- Avenue Henri Dietrich (côté pair ; côté impair, du n°1 au n°19)
- Avenue Jonnart
- Rue de Linthout (entre l'avenue Albert Jonnart et l'avenue des Rogations – côté impair)
- Avenue des Rogations

Quartier E

- Boulevard Brand Whitlock (entre la rue du Duc et l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert – côté pair)
- Rue de la Cambre (entre l'avenue Louis Gribaumont et la rue du Duc)
- Avenue de Broqueville (entre le square Joséphine-Charlotte et la rue du Duc - côté impair; entre la rue du Duc et le n°88 - côté pair)
- Rue du Duc (entre le boulevard Brand Whitlock et la rue de la Cambre (côté impair)
- Avenue Louis Gribaumont (entre l'avenue des Ombrages et la rue de la Cambre)
- Square Joséphine-Charlotte
- Rue Georges et Jean Martin
- Avenue des Ombrages
- Avenue Prekelinden (entre l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert et l'avenue de Broqueville)

- Avenue de Woluwe-Saint-Lambert

4. Zones bleues

Quartier A

- Rue Joseph Aernaut
- Rue Arthur André (côté pair – entre l'avenue Fleur de Blé et l'avenue du Site)
- Avenue du Bois Jean (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue Albert Dumont)
- Avenue de la Chapelle étendue au samedi de 9h à 18h
- Avenue Chapelle-aux-Champs
- Clos Chapelle-aux-Champs
- Rue du Château Kieffelt
- Avenue de la Claireau
- Avenue de la Cluse
- Avenue des Créneaux
- Avenue Jean-François Debecker (entre l'avenue Albert Dumont et la rue Joseph Aernaut)
- Avenue Jean-François Debecker (côté impair entre l'avenue de la Chapelle et la rue Joseph Aernaut)
- Avenue Marcel Devienne
- Avenue Albert Dumont (côté pair – entre l'avenue Jean-François Debecker et l'avenue de la Lesse)
- Avenue Albert Dumont (côté impair – entre l'avenue Jean-François Debecker et l'avenue de la Claireau)
- Avenue de l'Excursion
- Avenue de la Fleur de Blé
- Place de la Fleur de Blé
- Clos Foliant
- Avenue du Gobelet d'Or
- Groenenberg
- Avenue de l'Idéal (côté pair – entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Fleur de Blé)
- Rue Klakkedelle
- Avenue de la Lesse (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Spirale)
- Avenue Georges Maerckaert
- Avenue Marie la Misérable
- Clos Prométhée
- Rue de la Rive
- Avenue de la Semoy (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Spirale)
- Avenue du Site
- Avenue de la Spirale

- Avenue Emile Vandervelde du n°42 au n°48

Quartier B

- Rue de la Cambre (entre la rue Sombre et le n°22 a - côté pair)
- Rue de l'Eglise Saint-Lambert
- Drève Grange aux Dîmes
- Avenue Paul Hymans (côté impair, du n°131 au n° 139)
- Avenue Paul Hymans (côté impair, du n°125 au n° 131)
- Avenue des Iles d'Or
- Rue Madyol
- Chaussée de Roodebeek (entre la rue Théodore De Cuyper et l'avenue Paul Hymans) étendue au samedi de 9h à 18h
- Avenue Antoine-Joseph Slegers (entre la place du Sacré-Cœur et l'avenue Echevin Van Muylders)
- Rue Sombre
- Rue Vandenhoven
- Rue Vervloesem (entre l'avenue Paul Hymans et la chaussée de Roodebeek)
- Rue Voot (entre la place du Sacré-Cœur et le boulevard de la Woluwe)

Quartier C

- **Rue d'Aragon étendue au samedi de 9h à 18h**
- Rue d'Attique
- Rue de Bretagne
- **Avenue de Calabre étendue au samedi de 9h à 18h (entre le n°1 et le n°38)**
- Avenue du Gibet étendue au samedi de 9h à 18h
- Gulledelle
- **Avenue Jean Monnet étendue au samedi de 9h à 18h**
- Chaussée de Louvain étendue au samedi de 9h à 18h
- Avenue du Péage étendue au samedi de 9h à 18h
- **Avenue du Yorkshire étendue au samedi de 9h à 18h**

Quartier D

- Rue Vergote (coté pair)
- Square Vergote (entre la rue Vergote et le boulevard Brand Whitlock)

Quartier E

- Rue Abbé de l'Epée
- Rue de l'Activité
- Avenue Albertyn
- Rue du Bois de Linthout
- Rue de la Bonne Reine

- Rue du Carrefour
- Avenue du Castel
- Avenue des Cerisiers
- Avenue du Couronnement
- **Rue Crocq** (~~**entre l'avenue Georges Henri et l'avenue de Mai)**~~
- Rue de Décembre
- Rue François De Belder
- Avenue Raymond De Meester
- **Rue Dries (entre le n°42 et le n°211)**
- Avenue de l'Equinoxe
- Avenue Georges Henri du 183 au 191
- Avenue Georges Henri (entre l'avenue Heydenberg et la rue Crocq)
- Avenue Victor Gilsoul
- Clos Victor Gilsoul
- Avenue Louis Gribaumont (entre l'avenue des Ombrages et l'avenue de Broqueville)
- Avenue Heydenberg (entre l'avenue Georges Henri et l'avenue Édouard Speeckaert)
- Avenue Herbert Hoover (entre le square Vergote et l'avenue de Mars)
- Avenue Herbert Hoover entre l'avenue de Mars et la chaussée de Roodebeek
- Avenue Lambeau
- Avenue Général Lartigue
- Square Levie (entre l'avenue du Prince Héritier et la rue Georges Rency)
- Rue de la Liaison
- Avenue Marie-José
- Square Marie-José
- Avenue de Mars (entre l'avenue Herbert Hoover et la chaussée de Roodebeek)
- Rue Montagne des Cerisiers (côté pair)
- Avenue Constant Montald (entre Tomberg et l'avenue de Broqueville)
- Avenue Constant Montald
- **Rue Karel Moonens**
- Rue du Pont-Levis
- Avenue Prekelinden (de l'avenue Herbert Hoover jusqu'à l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert)
- Avenue du Prince Héritier (de l'avenue Herbert Hoover jusqu'à l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert)
- **Clos des Quatre-Saisons**
- Rue Georges Rency
- Rue de la Roche Fatale
- Avenue du Roi Chevalier

- Rue Saint-Henri
- Parvis Saint-Henri
- Rue Albert et Marie-Louise Servais-Kinet
- Avenue Antoine-Joseph Slegers (entre l'avenue de Broqueville et l'avenue Jean Laudy)
- Rue Solleveld
- Rue Jean-Baptiste Timmermans
- Tomberg (entre la rue de la Roche Fatale et l'avenue de Broqueville)
- Avenue Léon Tombu
- Square Vergote (entre le boulevard Brand Whitlock et l'avenue Herbert Hoover – côté habitation)
- Rue Lieutenant Freddy Wampach
- Avenue du Zéphyr

Quartier F

- Rue de l'Athénée Royal étendue au samedi de 9h à 18h
- Rue Lola Bobesco étendue au samedi de 9h à 18h
- Rue Neerveld (entre l'avenue Paul Hymans et la rue de l'Athénée Royal) étendue au samedi de 9h à 18h

Quartier G (abords de l'Hôtel communal)

- Avenue Baden Powell
- Avenue Général Bastin
- Clos Bel Horizon
- Avenue Charles de Thiennes
- Rue des Floralies (de la rue Vervloesem jusqu'au n°40 côté pair et n°29 coté impair)
- Kerkedelle
- Lindenberg
- **Rue Fernand Mélard**
- Parking du Centre sportif « Poséidon »
- Avenue Jules-Pierre Rullens
- Rue Solleveld, entre l'avenue Paul Hymans et la rue Vervloesem
- Tomberg (entre l'avenue Henri Pauwels et l'avenue Jules-Pierre Rullens)
- Place du Tomberg, y compris le parking en contrebas de l'Hôtel Communal
- Avenue des Vaillants
- Rue Verheyleweghen
- Rue Vervloesem (de l'avenue Paul Hymans jusqu'à l'avenue des Vaillants)
- Windmolenberg

5. Zone "riverains"

- Rue des Bannières

- rue Sombre, du côté bâti, soit entre les n°s 10 et 56

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

DE RAAD,

Gelet op het aanvullend politiereglement van 20/12/2010 en het vergoedingsreglement van 20/12/2010 aangaande het betalend parkeren;

Overwegende dat het aangewezen is de gereglementeerde parkeerzones te herdefiniëren in functie van deze reglementen;

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

BESLIST met 22 stemmen voor, 4 tegen (de Hr FINCOEUR, Mw ARNOULD, de Hr IDE en Mw VISART de BOCARMÉ) en 2 onthoudingen (Mwen LIPPENS en de JAMBLINNE-de CALLATAŸ):

het plan nr 411-33 goed te keuren tot vaststelling van de betalende parkeerzones waarbij afgebakende parkeerplaatsen worden voorzien van biljetautomaten die de parkeerduur beperken overeenkomstig artikel 27.3 van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (verkeersreglement) en zijn wijzigende besluiten. Deze parkeerzones, gereglementeerd overeenkomstig de beschikkingen van het artikel 27-1-1 van het koninklijk besluit van 01/12/1975, worden ingevoerd in volgende wegen:

1. Rode zones

Wijk B

- Sint-Lambertusstraat (tussen nr 135 en nr 143 - onpare zijde)

Wijk D

- Stafhouder Braffortstraat (pare kant van nr 2 tot nr 12)

Wijk E

- Jean-Baptiste Degrooffplein
- Georges Henrilaan (tussen de Meudonsquare en de Brand Whitlocklaan)

2. Oranje zones

Wijk B

- Floraliënstraat (tussen de Sint-Lambertusstraat en nr 81)
- Sint-Lambertusstraat (pare kant tussen nr 36 en de Paul Hymanslaan; onpare kant tussen de nummers 41 en 133 en tussen nr 143 en de Paul Hymanslaan)
- Het centrale gedeelte en de boord van het Sint-Lambertusplein

Wijk D

- Georges Henrilaan tussen de Linthoutstraat en de Brand Whitlocklaan

Wijk I

- Kerselarenbergstraat (onpare kant, van nr 3 tot nr 37)
- Ridder Koninglaan (tussen de Meudonsquare en de Schrijnwerkerstraat)
- Schrijnwerkerstraat

- Parking van de meierij Van Meyel

3. Groene zones

Wijk A

- Droomlaan
- Ideaallaan tussen de Maria-Hemelvaartlaan en de Emile Vanderveldelaan
- Jansboslaan tussen de Ideaallaan en de Emile Vanderveldelaan
- Lesselaan tussen de Maria-Hemelvaartlaan en de Emile Vanderveldelaan
- Maria-Hemelvaartlaan
- Semoylaan nrs 2 tot 28 en 1 tot 31

Wijk C

- Niet meer gereglementeerd

Wijk D

- Albert-Elisabethlaan
- Brand Whitlocklaan: onpare kant
- Henri Dietrichlaan: pare kant en onpare kant van nr 1 tot nr 19
- Albert Jonnartlaan
- Kruisdagenlaan
- Linthoutstraat, tussen de Albert Jonnartlaan en de Kruisdagenlaan – onpare kant
- Stafhouder Braffortstraat, tussen de Menapiërsstraat (Etterbeek) en de Morinenstraat (Etterbeek) – pare kant
- Tweelindenlaan

Wijk E

- Brand Whitlocklaan: zijbaan tussen de Sint-Lambrechts-Woluwelaan en de Hertogstraat
- de Broquevillelaan: (onpare kant tussen de Hertogstraat en het nr 71; pare kant tussen de Hertogstraat en het nr 88
- Louis Gribaumontlaan tussen de Lommerlaan en de Ter Kamerenstraat
- Hertogstraat: tussen de Brand Whitlocklaan en de Ter Kamerenstraat (onpare kant)
- Joséphine-Charlottesquare
- Lommerlaan
- Georges en Jean Martinstraat
- Prekelindenlaan tussen de Sint-Lambrechts-Woluwe- en de de Broquevillelaan
- Sint-Lambrechts-Woluwelaan
- Ter Kamerenstraat tussen de Louis Gribaumontlaan en de Hertogstraat

4. Blauwe zones

Wijk A

- Joseph Aernautstraat
- Arthur Andréstraat (pare kant – tussen de Korenbloemlaan en de Landschaplaan)
- Claireaulaan
- Jean-François Debeckerlaan (tussen de Albert Dumontlaan en de Joseph Aernautstraat)
- Jean-François Debeckerlaan (onpare kant tussen de Kapellaan en de Joseph Aernautstraat)
- Marcel Deviennelaan
- Albert Dumontlaan (pare zijde – tussen de J.F. Debeckerlaan en de Claireaulaan)
- Albert Dumontlaan (onpare zijde – tussen de J.F. Debeckerlaan en de Lesselaan)
- Foliantgaarde
- Gouden Bekerlaan
- Groenenberg
- Ideaallaan (pare zijde – tussen de Emile Vanderveldelaan en de Korenbloemlaan)
- Jansboslaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Albert Dumontlaan)
- Kantelenlaan
- Kapellaan uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- Kasteel Kieffeltstraat
- Klakkedellestraat
- Kluizemarialaan
- Korenbloemlaan
- Korenbloemplein
- Landschaplaan
- Lenneke Marelaan
- Lesselaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Spiraallaan)
- Georges Maerckaertlaan
- Oeverstraat
- Prometheusgaarde
- Semoylaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Spiraallaan)
- Spiraallaan
- Uitstaplaan
- Emile Vanderveldelaan van nr 42 tot nr 48
- Veldkapellaan
- Veldkapelgaarde

Wijk B

- Donkerstraat
- Gouden Eilandenlaan
- Paul Hymanslaan (onpare kant, van nr 131 tot nr 139)
- Paul Hymanslaan (onpare kant, van nr 125 tot nr 131)
- Madyolstraat
- Roodebeeksteenweg (tussen de Théodore De Cuyperstraat en de Paul Hymanslaan) uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- Sint-Lambertuskerkstraat
- Antoine-Joseph Slegerslaan (tussen het Heilig-Hartplein en de Schepen Van Muylderslaan)
- Ter Kamerenstraat (tussen de Donkerstraat en nr 22a – pare kant)
- Tiendenschuurdreef
- Vandenhovenstraat
- Vervloesemstraat (tussen de Paul Hymanslaan en de Roodebeeksteenweg)
- Vootstraat (tussen het Heilig-Hartplein en de Woluwelaan)

Wijk C

- **Aragonstraat uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u**
- Atticastraat
- Bretagnestraat
- **Calabriëlaan uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u (tussen nr 1 en nr 38)**
- Galgelaan uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- Leuvense Steenweg uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- **Jean Monnetlaan uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u**
- Tollaan uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- **Yorkshirelaan uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u**

Wijk D

- Gulledelle
- Vergotestraat (pare kant)
- Vergoteplein (tussen de Vergotestraat en de Brand Whitlocklaan)

Wijk E

- Albertynlaan
- **Crocqstraat ~~(tussen de Georges Henrilaan en de Meilaan)~~**
- François De Belderstraat
- Decemberstraat
- Raymond De Meesterlaan
- **Driesstraat (tussen nr 42 en nr 211)**

- Erfprinslaan (van de de Herbert Hooverlaan tot aan de Sint-Lambrechts-Woluwelaan)
- Eveninglaan
- Georges Henrilaan van nr 183 tot nr 191
- Georges Henrilaan (tussen de Heydenberglaan en de Crocqstraat)
- Victor Gilsoullaan
- Victor Gilsoulgaarde
- Goede Koninginstraat
- Louis Gribaumontlaan (tussen de Lommerlaan en de de Broquevillelaan)
- Heydenberglaan (tussen de Georges Henrilaan en de Edouard Speeckaertlaan)
- Herbert Hooverlaan (tussen het Vergoteplein en de Maartlaan)
- Herbert Hooverlaan tussen de Maartlaan en de Roodebeeksteenweg
- Kerselarenbergstraat (pare kant)
- Kerselarenlaan
- Kroninglaan
- Kruispuntstraat
- Lambeaulaan
- Generaal Lartiguelaan
- Levieplein (tussen de Erfprinslaan en de G. Rencystraat)
- Linthoutbosstraat
- Maartlaan (tussen de Marie-Josélaan en de Georges Henrilaan)
- Marie-Josélaan
- Marie-Joséplein
- **Karel Moonensstraat**
- Constant Montaldlaan (tussen Tomberg en de Broquevillelaan)
- Constant Montaldlaan
- Noodlottige Rotsstraat
- Ophaalbrugstraat
- Prekelindenlaan (van de Herbert Hooverlaan tot aan de Sint-Lambrechts-Woluwelaan)
- Priester de l’Epéestraat
- Georges Rencystraat
- Ridder Koninglaan
- Albert en Marie-Louise Servais-Kinetstraat
- Sint-Hendriksstraat
- Sint-Hendriksvoorplein
- Antoine-Joseph Slegerslaan (tussen de de Broquevillelaan en de Jean Laudylaan)
- Slotlaan

- Solleveldstraat
- Timmermansstraat
- Tomberg (tussen de Noodlottige Rotsstraat en de Broquevillelaan)
- Léon Tombustraat
- Verbindingstraat
- Vergoteplein (tussen de Brand Whitlocklaan en de Herbert Hooverlaan – bebouwde zijde)
- **Vier Seizoenenhof**
- Lieutenant Freddy Wampachstraat
- Werkzaamheidstraat
- Westenwindstraat

Wijk F

- Lola Bobescostraat uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- Koninklijk Atheneumstraat uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u
- Neerveldstraat (tussen de Paul Hymanslaan en de Koninklijk Atheneumstraat) uitgebreid tot zaterdag van 9u tot 18u

Wijk G (de omgeving van het gemeentehuis)

- Baden Powelllaan
- Generaal Bastinlaan
- Dapperenlaan
- Charles de Thienneslaan
- Floraliënstraat (tussen de Vervloesemstraat en nr 40 pare kant en nr 29 onpare kant)
- Kerkedelle
- Lindenberg
- **Fernand Mélardstraat**
- Parking van het sportcentrum “Poséidon”
- Jules-Pierre Rullenslaan
- Schoonzichtgaarde
- Solleveldstraat (tussen de Paul Hymanslaan en de Vervloesemstraat)
- Tomberg (tussen de Henri Pauwelslaan en de Jules-Pierre Rullenslaan)
- Tombergplein, met inbegrip van de parking gelegen beneden aan het gemeentehuis
- Verheyleweghenstraat
- Vervloesemstraat (tussen Paul Hymanslaan tot de Dapperenlaan)
- Windmolenberg

5. Zone "Buurtbewoners"

- Banierenstraat
- Donkerstraat, langs de bebouwde kant, hetzij tussen nr 10 en nr 56

Deze beslissing zal, ter beschikking, aan de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doorgezonden worden.
(21.11.2011/A/12.)

---

12. Stationnement payant – Règlement complémentaire de police – Modification – Approbation.
Gereglementeerd betalende parkeerzones – Aanvullend politiereglement – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (code de la route) et ses arrêtes modificatifs ;

Vu l'arrêté ministériel du 11/10/1976 et ses arrêtés modificatifs fixant les dimensions minimales et les conditions de placement de la signalisation de la circulation routière ;

Vu la circulaire ministérielle 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16/07/1998 relatif à l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il s'indique de prendre les mesures adéquates en vue de garantir la fluidité de la circulation et la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que le présent règlement concerne quasi exclusivement la voirie communale ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir le règlement voté en séance du Conseil communal du 21/03/2011 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 10/11/2011;

DECIDE par 22 voix pour, 4 contre (M. FINCOEUR, Mme ARNOULD, M. IDE et Mme VISART de BOCARMÉ) et 2 abstentions (Mmes LIPPENS et de JAMBLINNE-de CALLATAŸ) :

1. de rapporter la décision prise en séance du 21/03/2011 relative au stationnement payant ;
2. d'approuver le stationnement payant comprenant des emplacements délimités et pourvus d'appareils distributeurs de tickets limitant la durée du stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 du règlement général sur la police de la circulation routière, sur les voies suivantes :

   - Avenue Albert-Elisabeth
   - Avenue de l'Assomption
   - Rue Bâtonnier Braffort
   - Boulevard Brand Whitlock (entre le square Vergote et la rue de la Duchesse – côté impair)
   - Boulevard Brand Whitlock (entre la rue du Duc et l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert – côté pair)
   - Avenue du Bois Jean (entre l'avenue de l'Idéal et l'avenue Emile Vandervelde)
   - Rue de la Cambre (entre l'avenue Louis Gribaumont et la rue du Duc)
   - Avenue de Broqueville (entre le square Joséphine-Charlotte et la rue du Duc - côté impair ; entre la rue du Duc et le n°88 - côté pair)
   - Place Jean-Baptiste Degrooff
   - Avenue des Deux Tilleuls

- Avenue Henri Dietrich (côté pair ; côté impair, du n°1 au n°19)
- Rue du Duc (entre le boulevard Brand Whitlock et la rue de la Cambre - côté impair)
- Rue des Floralies (entre la rue Saint-Lambert et le n°81)
- Avenue Georges Henri (entre le square de Meudon et la rue de Linthout – y compris le parking de la métairie Van Meyel)
- Avenue Louis Gribaumont (entre l'avenue des Ombrages et la rue de la Cambre)
- Avenue de l'Idéal (entre l'avenue de l'Assomption et l'avenue Emile Vandervelde)
- Avenue Jonnart
- Square Joséphine-Charlotte
- Avenue de la Lesse (entre l'avenue de l'Assomption et l'avenue Emile Vandervelde)
- Rue de Linthout (entre l'avenue Jonnart et l'avenue des Rogations – côté impair)
- Rue Georges et Jean Martin
- Rue du Menuisier
- Rue Montagne des Cerisiers (côté impair, du n°3 au n°37)
- Avenue des Ombrages
- Avenue Prekelinden (entre l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert et l'avenue de Broqueville)
- Avenue du Rêve
- Avenue des Rogations
- Avenue du Roi Chevalier (entre le square de Meudon et la rue du Menuisier)
- Place Saint-Lambert, dans son ensemble
- Rue Saint-Lambert
- Avenue de la Semoy (côté impair, du n°1 au n°31 ;côté pair, du n°2 au n) 28)
- Avenue de Woluwe-Saint-Lambert

3. d'approuver l'instauration d'une zone (bleue) de stationnement où la durée du stationnement est limitée à 2 heures consécutives conformément aux dispositions de l'article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière, sur les voies suivantes :

- Rue de l'Activité
- Rue Joseph Aernaut
- Avenue Albertyn
- **Rue d'Aragon avec extension au samedi de 9h à 18h**
- Rue Arthur André (entre l'avenue de la Fleur de Blé et l'avenue du Site – côté pair)
- Rue de l'Athénée Royal avec extension au samedi de 9h à 18h
- Rue d'Attique
- Avenue Baden Powell
- **Avenue de Calabre avec extension au samedi de 9h à 18h (entre le n°1 et le n°38)**
- Avenue Général Bastin
- Clos Bel Horizon

- Rue Lola Bobesco avec extension au samedi de 9h à 18h
- Rue du Bois de Linthout
- Avenue du Bois Jean (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue Albert Dumont)
- Rue de la Bonne Reine
- Rue de Bretagne
- Rue de la Cambre (entre la rue Sombre et le n° 22 a – côté pair)
- Rue du Carrefour
- Avenue du Castel
- Avenue des Cerisiers
- Avenue de la Chapelle avec extension au samedi de 9h à 18h
- Avenue Chapelle-aux-Champs
- Clos Chapelle-aux-Champs
- Rue Château Kieffelt
- Avenue de la Claireau
- Avenue de la Cluse
- Avenue du Couronnement
- Avenue des Créneaux
- **Rue Crocq (~~entre l'avenue Georges Henri et l'avenue de Mai)~~**
- Rue de Décembre
- Avenue Jean-François Debecker (entre l'avenue Albert Dumont et la rue Joseph Aernaut)
- Avenue Jean-François Debecker (côté impair entre l'avenue de la Chapelle et la rue Joseph Aernaut)
- Rue François De Belder
- Avenue Raymond De Meester
- Avenue Charles de Thiennes
- Avenue Marcel Devienne
- **Rue Dries (entre le n° 42 et le n° 211)**
- Avenue Albert Dumont (entre l'avenue Jean-François Debecker et l'avenue de la Claireau – côté impair)
- Avenue Albert Dumont (entre l'avenue Jean-François Debecker et l'avenue de la Lesse – côté pair)
- Rue de l'Eglise Saint-Lambert
- Rue Abbé de l'Epée
- Avenue de l'Equinoxe
- Avenue de l'Excursion
- Avenue de la Fleur de Blé
- Place de la Fleur de Blé

- Rue des Floralies (entre la rue Vervloesem et le n°40 - côté pair; n°29 - coté impair)
- Clos Foliant
- Avenue Général Lartigue
- Avenue Georges Henri (entre l'avenue Heydenberg et la rue Crocq)
- Avenue du Gibet avec extension au samedi de 9h à 18h
- Avenue Victor Gilsoul
- Clos Victor Gilsoul
- Avenue du Gobelet d'Or
- Drève Grange aux Dîmes
- Avenue Louis Gribaumont (entre l'avenue des Ombrages et l'avenue de Broqueville)
- Groenenberg
- Gulledelle
- Avenue Heydenberg (entre l'avenue Georges Henri et l'avenue Édouard Speeckaert)
- Avenue Paul Hymans (côté impair, du n°125 au n° 139)
- Avenue Herbert Hoover
- Avenue de l'Idéal (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Fleur de Blé – côté pair)
- Avenue des Iles d'Or
- Kerkedelle
- Rue Klakkedelle
- Avenue Lambeau
- Avenue de la Lesse (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Spirale)
- Square Levie (entre l'avenue du Prince Héritier et la rue Georges Rency)
- Rue de la Liaison
- Lindenberg
- Chaussée de Louvain avec extension au samedi de 9h à 18h
- Rue Madyol
- Avenue Georges Maerckaert
- Avenue Marie-José
- Square Marie-José
- Avenue Marie la Misérable
- Avenue de Mars (entre l'avenue Herbert Hoover et la chée de Roodebeek)
- **Rue Fernand Mélard**
- **Avenue Jean Monnet avec extension au samedi de 9h à 18h**
- Rue Montagne des Cerisiers (côté pair)
- Avenue Constant Montald
- **Rue Karel Moonens**

- Rue Neerveld (entre l'avenue Paul Hymans et la rue de l'Athénée Royal) avec extension au samedi de 9h à 18h
- Avenue du Péage avec extension au samedi de 9h à 18h
- Rue du Pont-Levis
- Avenue Prekelinden (entre l'avenue Herbert Hoover et l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert)
- Avenue du Prince Héritier (entre l'avenue Herbert Hoover et l'avenue de Woluwe-Saint-Lambert)
- Clos Prométhée
- **Clos des Quatre-Saisons**
- Rue Georges Rency
- Rue de la Rive
- Rue de la Roche Fatale
- Avenue du Roi Chevalier
- Chaussée de Roodebeek (entre la rue Théodore De Cuyper et l'avenue Paul Hymans) avec extension au samedi de 9h à 18h
- Avenue Jules-Pierre Rullens
- Rue Saint-Henri
- Parvis Saint-Henri
- Avenue de la Semoy (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Spirale)
- Rue Albert et Marie-Louise Servais-Kinet
- Avenue du Site
- Avenue Antoine-Joseph Slegers (entre la place du Sacré-Cœur et l'avenue Echevin Van Muylders; entre l'avenue de Broqueville et l'avenue Jean Laudy)
- Rue Solleveld
- Rue Sombre
- Avenue de la Spirale
- Rue Jean-Baptiste Timmermans
- Tomberg (entre la rue de la Roche Fatale et l'avenue Jules-Pierre Rullens)
- Place du Tomberg (y compris le parking en contrebas de l'Hotel Communal)
- Avenue Léon Tombu
- Avenue des Vaillants (y compris parking du Centre sportif « Poseidon »)
- Rue Vandenhoven
- Avenue Emile Vandervelde (côté paire, du n°42 au n°48)
- Rue Vergote (coté pair)
- Square Vergote (entre la rue Vergote et le boulevard Brand Whitlock)
- Square Vergote (entre le boulevard Brand Whitlock et l'avenue Herbert Hoover)
- Rue Verheyleweghen

- Rue Vervloesem (entre la chée de Roodebeek et l'avenue des Vaillants)
- Rue Voot (entre la place du Sacré-Cœur et le boulevard de la Woluwe)
- Rue Lieutenant Freddy Wampach
- Windmolenberg
- **Avenue du Yorkshire avec extension au samedi de 9h à 18h**
- Avenue du Zéphyr

4. d'approuver l'instauration d'une zone "riverains" où la durée du stationnement est réglementée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 conformément aux dispositions de l'article 27ter de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, sur les voies suivantes :

   - Rue des Bannières
   - Rue Sombre, du côté bâti, soit entre les n°s 10 et 56.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (verkeersreglement) en zijn wijzigende besluiten;

Gelet op het ministerieel besluit van 11/10/1976 waarbij de minimumafmeting en de bijzondere plaatsingvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14/11/1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Gelet op het regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16/07/1998 betreffende de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het raadzaam is aangepaste maatregelen te nemen om de vlotte doorstroming van het verkeer en de veiligheid van de weggebruikers te verzekeren;

Overwegende dat dit reglement bijna uitsluitend de gemeentewegen betreft;

Overwegende dat het reglement, dat gestemd werd in zitting van 21/03/2011, herzien moet worden;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 10/11/2011;

BESLIST met 22 stemmen voor, 4 tegen (de Hr FINCOEUR, Mw ARNOULD, de Hr IDE en Mw VISART de BOCARMÉ) en 2 onthoudingen (Mwen LIPPENS en de JAMBLINNE-de CALLATAŸ):

1. de beslissing van 21/03/2011 betreffende het betalend parkeren te herroepen;
2. het betalend parkeren goed te keuren waarbij afgebakende parkeerplaatsen worden voorzien van biljetautomaten die de parkeerduur beperken overeenkomstig artikel 27.3 van het algemeen politiereglement op het wegverkeer, en dit in volgende wegen:

   - Albert-Elisabethlaan
   - Brand Whitlocklaan (tussen het Vergoteplein en de Hertoginnestraat – onpare kant)
   - Brand Whitlocklaan (tussen de Hertogstraat en de Sint-Lambrechts-Woluwelaan – pare kant)

- de Broquevillelaan (tussen het Joséphine-Charlottesquare en de Hertogstraat - onpare kant; tussen de Hertogstraat en het nr 88 – pare kant)
- Jean-Baptiste Degrooffplein
- Henri Dietrichlaan (pare kant; onpare kant, van nr 1 tot nr 19)
- Droomlaan
- Floraliënstraat (tussen de Sint-Lambertusstraat en het nr 81)
- Georges Henrilaan (tussen de Meudonsquare en de Linthoutstraat – met inbegrip van de parking van de meierij Van Meyel)
- Louis Gribaumontlaan (tussen de Lommerlaan en de Ter Kamerenstraat)
- Hertogstraat (tussen de Brand Whitlocklaan en de Ter Kamerenstraat – onpare kant)
- Ideaallaan (tussen de Maria-Hemelvaartlaan en de Emile Vanderveldelaan)
- Jansboslaan (tussen de Ideaallaan en de Emile Vanderveldelaan)
- Albert Jonnartlaan
- Joséphine-Charlottesquare
- Kerselarenbergstraat (onpare kant, van nr 3 tot nr 37)
- Kruisdagenlaan
- Lesselaan (tussen de Maria-Hemelvaartlaan en de Emile Vanderveldelaan)
- Linthoutstraat (tussen de A. Jonnartlaan en de Kruisdagenlaan – onpare kant)
- Lommerlaan
- Maria-Hemelvaartlaan
- Georges en Jean Martinstraat
- Prekelindenlaan (tussen de Sint-Lambrechts-Woluwelaan en de de Broquevillelaan)
- Ridder Koninglaan (tussen de Meudonsquare en de Schrijnwerkerstraat)
- Schrijnwerkerstraat
- Semoylaan (onpare kant, van nr 1 tot nr 31; pare kant van nr 2 tot nr 28)
- Sint-Lambertusstraat
- Sint-Lambertusplein, in zijn geheel
- Sint-Lambrechts-Woluwelaan
- Stafhouder Braffortstraat
- Ter Kamerenstraat (tussen de Louis Gribaumontlaan en de Hertogstraat)
- Tweelindenlaan

3. een (blauwe) parkeerzone in te stellen waar het parkeren beperkt wordt tot 2 opeenvolgende uren overeenkomstig artikel 27.1.1 van het algemeen politiereglement op het wegverkeer, en dit in volgende wegen:

- Joseph Aernautstraat
- Albertynlaan
- **Aragonstraat met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u**

- Arthur Andréstraat (tussen de Korenbloemlaan en de Landschaplaan – pare kant)
- Atticastraat
- Baden Powellaan
- Lola Bobescostraat met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Bretagnestraat
- **Calabriëlaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u (tussen nr 1 en nr 38)**
- Claireaulaan
- **Crocqstraat (~~tussen de Georges Henrilaan en de Meilaan~~)**
- Dapperenlaan (met inbegrip van de parking van het sportcentrum “Poseidon”)
- Decemberstraat
- François Debelderstraat
- Jean-François Debeckerlaan (tussen de Albert Dumontlaan en de Joseph Aernautstraat)
- Jean-François Debeckerlaan (onpare kant tussen de Kapellaan en de Joseph Aernautstraat)
- Raymond De Meesterlaan
- Charles de Thienneslaan
- Marcel Deviennelaan
- Donkerstraat
- **Driesstraat (tussen nr 42 en nr 211)**
- Albert Dumontlaan (tussen de Jean-François Debeckerlaan en de Lesselaan – onpare zijde; Claireaulaan – pare zijde)
- Erfprinslaan (van de de Herbert Hooverlaan tot aan de Sint-Lambrechts-Woluwelaan)
- Eveninglaan
- Floraliënstraat (tussen de Vervloesemstraat en nr 40 - pare kant, en nr 29 - onpare kant)
- Foliantgaarde
- Generaal Bastinlaan
- Louis Gribaumontlaan (tussen de Lommerlaan en de Broquevillelaan)
- Victor Gilsoulgaarde
- Victor Gilsoullaan
- Galgelaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Galgelaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Generaal Lartiguelaan
- Goede Koninginstraat
- Gouden Bekerlaan
- Gouden Eilandenlaan
- Groenenberg
- Gulledelle

- Georges Henrilaan (tussen de Heydenberglaan en de Crocqstraat)
- Heydenberglaan (tussen de Georges Henrilaan en de Edouard Speeckaertlaan)
- Herbert Hooverlaan
- Paul Hymanslaan (onpare kant, van nr 125 tot nr 139)
- Ideaallaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Korenbloemlaan – pare kant)
- Jansboslaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Albert Dumontlaan)
- Kantelenlaan
- Kapellaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Kasteel Kieffeltstraat
- Kerkedelle
- Kerselarenbergstraat (pare kant)
- Kerselarenlaan
- Klakkedellestraat
- Kluizemarialaan
- Koninklijk Atheneumstraat met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Korenbloemlaan
- Korenbloemplein
- Kroninglaan
- Kruispuntstraat
- Lambeaulaan
- Landschaplaan
- Lenneke Marelaan
- Lesselaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Spiraallaan)
- Leuvense Steenweg met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Levieplein (tussen de Erfprinslaan en de Georges Rencystraat)
- Lieutenant Freddy Wampachstraat
- Lindenberg
- Linthoutbosstraat
- Maartlaan (tussen de Marie-Josélaan en de Georges Henrilaan)
- Madyolstraat
- Georges Maerckaertlaan
- Marie-Josélaan
- Marie-Joséplein
- **Fernand Mélardstraat**
- Constant Montaldlaan
- **Jean Monnetlaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u**

- **Karel Moonensstraat**
- Neerveldstraat (tussen de Paul Hymanslaan en de Koninklijk Atheneumstraat) met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Noodlottige Rotsstraat
- Oeverstraat
- Ophaalbrugstraat
- Prekelindenlaan (tussen de Herbert Hooverlaan en de Sint-Lambrechts-Woluwelaan)
- Priester de l'Epéestraat
- Prometheusgaarde
- Georges Rencystraat
- Ridder Koninglaan
- Roodebeeksteenweg (tussen de Théodore De Cuyperstraat en de Paul Hymanslaan) met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Jules-Pierre Rullenslaan
- Schoonzichtgaarde
- Semoylaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Spiraallaan)
- Albert en Marie-Louise Servais-Kinetstraat
- Sint-Hendriksstraat
- Sint-Hendriksvoorplein
- Sint-Lambertuskerkstraat
- Antoine-Joseph Slegerslaan (tussen de de Broquevillelaan en de Jean Laudylaan; tussen het Heilig-Hartplein en de Schepen Van Muylderslaan)
- Slotlaan
- Solleveldstraat
- Spiraallaan
- Ter Kamerenstraat (tussen de Donkerstraat en nr 22a – pare kant)
- Tiendenschuurdreef
- Timmermansstraat
- Tollaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u
- Tomberg (tussen de Noodlottige Rotsstraat en de Jules-Pierre Rullenslaan)
- Tombergplein (met inbegrip van de parking gelegen beneden aan het gemeentehuis)
- Léon Tombustraat
- Uitstaplaan
- Vandenhovenstraat
- Emile Vanderveldelaan (pare kant, van nr 42 tot nr 48)
- Veldkapellaan
- Veldkapelgaarde

- Verbindingstraat
- Vergoteplein (tussen de Brand Whitlocklaan en de Herbert Hooverlaan)
- Vergoteplein (tussen de Vergotestraat en de Brand Whitlocklaan)
- Vergotestraat (pare kant)
- Verheyleweghenstraat
- Vervloesemstraat (tussen de Paul Hymanslaan en de Roodebeeksteenweg)
- Vervloesemstraat (tussen de Paul Hymanslaan en de Dapperenlaan)
- **Vier Seizoenenhof**
- Vootstraat (tussen het Heilig-Hartplein en de Woluwelaan)
- Werkzaamheidstraat
- Westenwindstraat
- Windmolenberg
- **Yorkshirelaan met uitbreiding tot zaterdag van 9u tot 18u**

4. een parkeerzone "buurtbewoners" in te stellen waar de parkeerduur gereglementeerd is 24 uren op 24 en 7 dagen op 7 overeenkomstig artikel 27ter van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement van de politie op het wegverkeer en dit in de volgende wegen:
   - Banierenstraat
   - Donkerstraat, langs de bebouwde kant, hetzij tussen nr 10 en nr 56.

Deze beslissing zal, ter beschikking, aan de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doorgezonden worden.
(21.11.2011/A/13.)

---

13. Marchés publics lancés en centrale de marchés par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Adhésion de la commune – Approbation.
    Overheidsopdrachten via aankoopcentrale door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Deelname van de gemeente – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2-4° et 15 ;

Considérant que, suite à des contacts entre le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Service Achats et des membres du GTI MP BXL (Groupe de Travail et d'Information des 19 Communes de Bruxelles-Capitale), le Ministère a proposé que les communes et CPAS de la Région bruxelloise puissent dorénavant avoir l'opportunité de passer des commandes aux adjudicataires des marchés publics passés par le Ministère ;

Considérant que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Service Achats indiquera dans ses conditions de marchés qui intéresseraient les communes et CPAS de la Région bruxelloise qu'il agit comme centrale de marchés pour ceux-ci ;

Considérant que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale communiquera prochainement via l'intermédiaire du GTI MP BXL le planning et la liste des prochains marchés publics auxquelles les communes et CPAS pourront prendre part ;

Considérant qu'il est intéressant pour la commune de pouvoir bénéficier des résultats de ces marchés s'ils correspondent tant pour leur nature que leur prix à ceux commandés habituellement dans le cadre de nos marchés annuels ;

Considérant le gain de temps et de moyens économisés par la commune de Woluwe-Saint-Lambert qui ne devra pas faire de marchés publics pour passer commande aux adjudicataires du MRBC ;

Considérant que la division Administration et Marchés transmettra une estimation des besoins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, au moment de la fixation de conditions du dossier marché public par celui-ci ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert pourra toujours lancer ses propres marchés publics pour des fournitures ou des services ;

Considérant que les marchés passés directement par la commune de Woluwe-Saint-Lambert peuvent continuer à se faire en complément des commandes passées sur les marchés du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale auxquels la commune a adhéré (aucune exclusivité) ;

Considérant que si la commune de Woluwe-Saint-Lambert passe ses propres marchés en même temps que ceux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale pour des objets absolument identiques, les montants de ceux-ci seront cumulés pour obtenir le seuil de publicité adéquat du marché communal ;

Considérant qu'en sa séance du 13/10/2011, le Collège des bourgmestre et échevins a marqué son accord de principe sur l'adhésion de la commune de Woluwe-Saint-Lambert aux marchés publics lancés en centrale d'achats par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 13/10/2011 ;

DECIDE :

d'approuver l'adhésion de la commune de Woluwe-Saint-Lambert aux marchés publics lancés par le Ministère de la Région de Bruxelles Capitale, compte tenu du fait que les commandes directement auprès des adjudicataires du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale agissant comme centrale de marchés se feront, au moment de la commande, sur base d'une décision du Collège des bourgmestre et échevins ou du Conseil communal, en fonction du budget (ordinaire ou extraordinaire) concerné par le type de marché en application de l'article 2-4° et 15 de la loi du 15/06/2006, telle que modifiée.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd, namenlijk artikels 2-4° en 15;

Overwegende dat na contacten tussen het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – dienst Aankopen en sommige leden van de WIG OO BRL (de werk- en informatiegroep van de 19 Brusselse gemeenten), het ministerie voorstelt om de gemeenten en OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te laten meegenieten van overheidsopdrachten die het ministerie uitschrijft;

Overwegende dat het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – dienst Aankopen in zijn opdrachtvoorwaarden aangeeft dat het als aankoopcentrale optreedt voor eventueel deelnemende gemeenten en OCMW's;

Overwegende dat het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnenkort via de WIG OO BRL de planning en de lijst van de volgende overheidsopdrachten waaraan de gemeenten en OCMW's kunnen deelnemen zal bekendmaken;

Overwegende dat het voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe voordelig kan zijn om van de uitkomst van deze opdrachten te genieten indien deze wat betreft hun aard en hun tarieven overeenstemmen met wat de gemeente gewoonlijk bestelt in het kader van haar jaarlijkse opdrachten;

Overwegende dat het voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe een aanzienlijke besparing van tijd en middelen zou betekenen om niet zelf een overheidsopdracht te moeten uitschrijven om bestellingen te plaatsen bij inschrijvers van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de divisie Administratie en Opdrachten een raming van de behoeften van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe aan het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal doorgeven bij het vastleggen door het ministerie van de voorwaarden voor een overheidsopdracht;

Overwegende dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe nog altijd haar eigen overheidsopdrachten kan uitschrijven voor leveringen en diensten;

Overwegende dat de opdrachten die de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe rechtstreeks uitschrijft gehandhaafd blijven naast de bestellingen die het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder de vorm van gemeenschappelijke opdrachten plaatst en waarbij de gemeente zich heeft aangesloten (geen exclusivitiet);

Overwegende dat indien de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe haar eigen opdrachten tegelijkertijd met die van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitschrijft voor volledig identieke artikelen dan worden de overeenstemmende bedragen bijeen geteld om de juiste bekendmakingsdrempel voor de gemeentelijke opdracht te bekomen;

Overwegende dat tijdens zijn zitting van 13/10/2011 het College van burgemeester en schepenen zijn principeakkoord heeft gegeven voor de beslissing van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe om zich aan te sluiten bij de overheidsopdrachten die het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als aankoopcentrale uitschrijft;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 13/10/2011;

BESLIST:

de aansluiting van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe bij overheidsopdrachten die het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als aankoopcentrale uitschrijft goed te keuren rekening houdend met het feit dat bestellingen die rechtstreeks bij de inschrijver van het ministerie worden geplaatst, waarbij laatstgenoemde als aankoopcentrale optreedt, pas effectief worden na goedkeuring door het College van burgemeester en schepenen of door de gemeenteraad afhankelijk van de begroting (gewone of buitengewone begroting) die op dit soort opdrachten van toepassing is, in toepassing van artikels 2-4° en 15 van de wet van 15/06/2006.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/14.)

---

14. Fourniture et placement de caméras – Quote-part communale – Dépense – Extension de marché – Information.
Levering en plaatsing van camera's – Gemeentelijke bijdrage – Uitgave – Uitbreiding van opdracht – Informatie.

LE CONSEIL

Vu sa délibération du 03/03/2011 par laquelle il approuve le marché conjoint d'acquisition de caméras et adopte une dépense de 350.000 EUR ;

Vu la décision du 10/11/2011 par laquelle le Collège des bourgmestre et échevins adopte la quote-part communale et conclut un marché complémentaire par procédure négociée ;

Vu l'article 236 al. 2 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la délibération du 03/03/2011 par laquelle le Conseil communal approuve le marché conjoint d'acquisition de caméras et adopte une dépense de 350.000 EUR ;

Vu la délibération du 06/07/2011 par laquelle le Collège de la Zone de police attribue le marché à la société TEIN TELECOM SA pour un montant de 925.508,43 EUR TVAC ;

Considérant que cette délibération est exécutoire ;

Considérant que la quote-part communale s'élève à 229.564,81 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique d'étendre le marché à l'acquisition de caméras complémentaires ;

Vu l'article 17 § 2-2° a) de la loi du 23/12/1993 s ur les marchés publics ;

Considérant que le montant de cette extension est de 114.782,40 EUR TVAC ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver un montant de 229.564,81 EUR TVAC pour l'acquisition de 16 caméras, la commande s'effectuant au nom de la firme TEIN TELECOM SA, place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek ;
- de conclure avec ladite société un marché par procédure négociée, en application de l'article 17 § 2-2° a) de la loi du 29/12/1993 sur les marchés pub lics, pour l'acquisition de caméras supplémentaires pour un montant supplémentaire de 114.782,40 EUR TVAC.

Le montant global de la dépense est inscrit à l'article 42100/741-52 en modification budgétaire au budget 2011 et sera couvert par un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance et à la Zone de police. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/15.)

---

15. Mesurages de voiries – Mode de passation du marché – Dépense – Information.
Opmeten van wegen – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de désigner un bureau d'études pour le mesurage de voiries communales ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de désigner un bureau d'études pour le mesurage des voiries communales ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1° a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges N° ID325 - Mesurag e 2011 relatif au marché « Mesurages de voiries » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 80.000 EUR (21% TVAC) ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 42100/735-60 (référence 420) et sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation d'un bureau d'études pour le mesurage des voiries ainsi que le cahier spécial des charges Nº D325 - Mesurage 2011 et le m ontant estimé à 80.000 EUR (21% TVAC) du marché « Mesurages de voiries », établis par la division Administration et Marchés ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- de consulter les géomètres suivants :
  - Luc HENNEAU, rue de Rixensart 14 à 1332 Genval,
  - TENSEN & HUON, avenue Léopold II 166 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean,
  - GRILLET GEI, avenue d'Août 14/6 en c/c,
  - BASTEYNS M., rue de la Vignette 42 à 1160 Auderghem ;
- d'approuver le crédit permettant cette dépense inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 42100/735-60/11016. Cette dépense sera financée par un emprunt auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt een studiebureau aan te duiden om de opmetingen van verschillende gemeentelijke wegen uit te voeren;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt een studiebureau aan te duiden om de opmetingen van verschillende gemeentelijke wegen uit te voeren;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Opmeten van wegen" een bijzonder bestek met nr. ID325 - Opmeten 2011 werd opgesteld door afdeling Administratie en Opdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 80.000 EUR (21% BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2011, op artikel 42100/735-60 (referentie 420) van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring om een studiebureau aan te duiden om de opmetingen van verschillende gemeentelijke wegen uit te voeren alsook het bijzonder bestek met nr ID325 - Opmeten 2011 en de raming van 80.000 EUR (21% BTWI) voor de opdracht “Opmeten van wegen”, opgesteld door de afdeling Administratie en Opdrachten;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;
- de volgende landmeters te raadplegen:
  - Luc HENNEAU, rue de Rixensart 14 te 1332 Genval,
  - TENSEN & HUON, Leopold II laan 166 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek,
  - GRILLET GEI, Augustuslaan 14/6 t/g,
  - BASTEYNS M., Kleine Wijngaardstraat 42 te 1160 Oudergem;
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2011, op artikel 42100/735-60/11016 van de buitengewone begroting. Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een aan te duiden instelling.

Deze beslissing zal, ter inlichting, aan de volgende Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering voorgelegd.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/16.)

M. LIENART rentre en séance, Mme MEIRE y entre tandis que Mme HASQUIN-NAHUM et M. IDE la quittent.
De Hr LIENART komt de vergaderzaal terug binnen, Mw MEIRE komt ze binnen terwijl Mw HASQUIN-NAHUM en de Hr IDE ze verlaten.

---

16. Illuminations de Noël – Dépense complémentaire – Information.
    Kerstverlichtingen – Extra uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’indique d’acquérir des illuminations de Noël en 2011 ;

Vu l’article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu’il s’indique de faire l’acquisition d’illuminations de Noël en 2011 ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l’arrêté royal du 15/07/2011, modifiant l’arrêté royal du 08/01/1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l’arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l’arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché « Acquisition d'illuminations de Noël en 2011 » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :
* Lot 1 - FOURNITURE ET PLACEMENT D'ILLUMINATIONS DE NOEL, estimé à 55.000 EUR TVAC ;
* Lot 2 - FOURNITURE DE MATS EN ALUMINIUM, estimé à 5.000 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s’élève à 60.000 EUR TVAC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2011 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (procédure négociée sans publicité) de ce marché (prise pour information par le Conseil communal le 27/06/2011) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2011 relative au démarrage de la procédure d’attribution, par laquelle les firmes suivantes ont été choisies afin de prendre part à la procédure négociée :

- HAUTEUR & SOLUTION, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht,
- ILVRIS DISCOUNT, rue de Moorslede 100 à 1020 Laeken,
- ALUDAN, Guido Gezellestraat 122 à 1654 Huizingen,
- PACT SA, avenue Legrand 41A à 1050 Ixelles ;

Considérant que les offres suivantes ont été reçues :

* Lot 1 - FOURNITURE ET PLACEMENT D'ILLUMINATIONS DE NOEL :
3 offres de :
  - HAUTEUR & SOLUTION, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht (120.376,85 EUR TVAC),
  - PACT SA, avenue Legrand 41A à 1050 Ixelles (161.365,60 EUR TVAC),
  - ILVRIS DISCOUNT, rue de Moorslede 100 à 1020 Laeken (147.969,53 EUR TVAC) ;
* Lot 2 - FOURNITURE DE MATS EN ALUMINIUM :
3 offres de :
  - HAUTEUR & SOLUTION, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht (5.808 EUR TVAC),
  - ILVRIS DISCOUNT, rue de Moorslede 100 à 1020 Laeken (4.767,84 EUR TVAC),
  - PACT SA, avenue Legrand 41A à 1050 Ixelles (6.292 EUR TVAC) ;

Vu le rapport d’examen des offres du 20/09/2011 rédigé par la division Administration et Marchés ;

Considérant que pour faire face aux besoins, il s’indique de majorer de 20.000 EUR TVAC le montant adopté en séance du 16/06/2011 ;

Considérant que ce montant de 20.000 EUR TVAC sera proposé à l’approbation du Conseil communal du 17/10/2011 lors de la modification budgétaire à l’article 76300/744-51 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l’article 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'adoption par le Conseil communal et de l'approbation par l'autorité de tutelle de la modification budgétaire n° 10 de l'exercice extraordinaire 2011 :

- d’approuver la proposition d’attribution pour le marché « Acquisition d'illuminations de Noël en 2011 », rédigée par la division Administration et Marchés ;

- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière la plus avantageuse, conformément au cahier spécial des charges, soit :
  * Lot 1 - FOURNITURE ET PLACEMENT D'ILLUMINATIONS DE NOEL : HAUTEUR & SOLUTION, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht : le montant d'offre contrôlé est de 120.376,85 EUR TVAC mais la firme est désignée pour un montant maximum de 75.232,16 EUR TVAC ;
  * Lot 2 - FOURNITURE DE MATS EN ALUMINIUM : ILVRIS DISCOUNT, rue de Moorslede 100 à 1020 Laeken, pour le montant d'offre contrôlé de 4.767,84 EUR TVAC ;
- d'adopter, à cet effet, une dépense totale de 80.000 EUR TVAC dont 60.000 EUR sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2011 à l'article 76300/744-51/6141 et 10083 et 20.000 EUR seront prévus en modification budgétaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/17.)

---

17. Services Techniques – Epandeuse de sel – Acquisition – Dépense – Information.
Technische Diensten – Zoutstrooier – Aankoop – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir une épandeuse de sel pour les Services Techniques en remplacement du matériel vétuste ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir une épandeuse de sel pour les Services Techniques en remplacement du matériel vétuste ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché « Fourniture d'une épandeuse de sel » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à la modification budgétaire n°8 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 à l'article 87500/744-51 ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire n°8 de l'exercice 2011 par la tutelle :

- d'approuver l'acquisition d'une épandeuse de sel pour les Services Techniques en remplacement du matériel vétuste ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 relatifs aux marchés publics ;
- d'adopter, à cet effet, la dépense de 50.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - ITM SUD, Parc Créalys, rue Guillaume Fouquet 34 à 5032 Les Isnes,
  - AEBI SCHMIDT BELGIUM, Boomsesteenweg 74 à 2630 Aartselaar,
  - VANDAELE Konstruktie, Stationstraat 119 à 8780 Oostrozebeke.

La dépense de 50.000 EUR TVAC, prévue à la modification budgétaire n°8 de l'exercice 2011 à l'article 87500/744-51/11543, sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een zoutstrooier voor de Technische Diensten ter vervanging van het gedeclasseerde materieel;

Gelet op het artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een zoutstrooier voor de Technische Diensten ter vervanging van het oud materieel;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bijzonder lastenboek betreffende de opdracht “Levering van een zoutstrooier” werd opgesteld door afdeling Administratie en Opdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR BTWI;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht zal ingeschreven worden in de begrotingswijziging nr 8 op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op artikel 87500/744-51;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijze nr 8 van het dienstjaar 2011 door de toeziende overheid:

- de aankoop van een zoutstrooier voor de Technische Diensten ter vervanging van het oud materieel goed te keuren, evenals het bijzonder lastenboek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen, in toepassing van de artikels 17 § 2-1° a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe de uitgave van 50.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma’s te raadplegen:
  - ITM SUD, Parc Créalys, rue Guillaume Fouquet 34 te 5032 Les Isnes,
  - AEBI SCHMIDT BELGIUM, Boomsesteenweg 74 te 2630 Aartselaar,
  - VANDAELE Konstruktie, Stationsstraat 119 te 8780 Oostrozebeke.

De uitgave van 50.000 EUR BTWI, voorzien op de begrotingswijziging nr 8 van het dienstjaar 2011 op artikel 87500/744-51/11543, zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een nog aan te duiden financieel organisme.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/18.)

---

18. <u>Cimetière communal – Chargeur articulé – Acquisition – Dépense – Information.</u>
<u>Gemeentelijke begraafplaats – Gelede wiellader – Aankoop – Uitgave – Inlichting.</u>

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’indique d’acquérir un chargeur articulé pour le cimetière communal ;

Vu l’article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 27/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un chargeur articulé pour le cimetière communal ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1° a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché « Fourniture d'un chargeur articulé » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 40.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2011 à l'article budgétaire 87800/744-51 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition d'un chargeur articulé pour le cimetière communal ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 relatifs aux marchés publics ;
- d'adopter, à cet effet, la dépense de 40.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - HEUSDENS, Lichtenberglaan 1001 à 3800 Sint-Truiden,
  - VANGAEVER, Oostrozebekestraat 30 à 8720 Markegem,
  - BELMACO ZI, rue des Praules 3 à 5030 Gembloux.

La dépense de 40.000 EUR TVAC, prévue à l'article 87800/744-51/11290, sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een gelede wiellader voor het gemeentelijke kerkhof;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 27/10/2011, zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een gelede wiellader voor het gemeentelijke kerkhof;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bijzonder lastenboek betreffende de opdracht “Levering van gelede wiellader” werd opgesteld door de afdeling Administratie en Opdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 40.000 EUR BTWI;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op artikel 87800/744-51 en dat de financiering met lening gebeurt;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van een gelede wiellader voor de gemeentelijke kerkhof goed te keuren, evenals het bijzonder lastenboek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van de artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe de uitgave van 40.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma’s te raadplegen :
  - HEUSDENS, Lichtenberglaan 1001 te 3800 Sint-Truiden,
  - VANGAEVER, Oostrozebekestraat 30 te 8720 Markegem,
  - BELMACO ZI, rue des Praules 3 te 5030 Gembloux.

De uitgave van 40.000 EUR BTWI, voorzien op artikel 87800/744-51, zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een nog aan te duiden financieel organisme.

Deze beslissing zal, ter informatie, aan de Gemeenteraad op de volgende vergadering worden voorgelegd."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/19.)

M. IDE rentre en séance tandis que M. de MAERE d'AERTRYCKE la quitte.
De Hr IDE komt de vergaderzaal terug binnen terwijl de Hr de MAERE d'AERTRYCKE ze verlaat.

---

19. Services Techniques – Machines de désherbage – Acquisition – Dépense – Information.
Technische Diensten – Onkruidwiedmachines – Aankoop – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de machines de désherbage pour les Services Techniques en remplacement du matériel déclassé ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de machines de désherbage pour les Services Techniques en remplacement du matériel déclassé ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché « Fourniture de machines de désherbage » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 25.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à la modification budgétaire n°10 au budget extraordinaire de l'exercice 2011 à l'article 87500/744-98 ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire n°10 de l'exercice 2011 par la tutelle :
- d'approuver l'acquisition de machines de désherbage pour les Services Techniques en remplacement du matériel déclassé ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 relatifs aux marchés publics ;
- d'adopter, à cet effet, la dépense de 25.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - ELSEN TRAKTOR NV, Nieuwlandlaan 217 zone B à 3200 Aarschot,
  - BINI M & J-M SPRL, rue Janquart 18 à 5081 Meux,
  - PROVERT, route de Genval 14a à 1380 Lasne,
  - SOMAGRI, chaussée de Tirlemont 110 à 5030 Gembloux.

La dépense de 25.000 EUR TVAC, prévue à la modification budgétaire n°10 de l'exercice 2011 à l'article 87500/744-98/11597, sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van onkruidwiedmachines voor de Technische Diensten ter vervanging van het gedeclasseerde materieel;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van onkruidwiedmachines voor de Technische Diensten ter vervanging van het gedeclasseerde materieel;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bijzonder lastenboek betreffende de opdracht “Levering van onkruidwiedmachines” werd opgesteld door de Afdeling Administratie en Opdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 25.000 EUR BTWI;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op de begrotingswijziging nr 10 op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op het artikel 87500/744-98;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging nr 10 van het dienstjaar 2011 door de toeziende overheid:
- de aankoop van onkruidwiedmachines voor de Technische Diensten ter vervanging van het gedeclasseerde materieel goed te keuren, evenals het bijzonder lastenboek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van de artikels 17 §2-1° a) van de w et van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe de uitgave van 25.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma’s te raadplegen:
  - ELSEN TRAKTOR NV, Nieuwlandlaan 217 zone B te 3200 Aarschot,
  - BINI M & J-M SPRL, rue Janquart 18 te 5081 Meux,
  - PROVERT, route de Genval 14a te 1380 Lasne,
  - SOMAGRI, chaussée de Tirlemont 110 te 5030 Gembloux.

De uitgave van 25.000 EUR BTWI, voorzien op de begrotingswijziging nr 10 op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op het artikel 87500/744-98/11597, zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een nog aan te duiden financieel organisme.

Deze beslissing zal, ter informatie, aan de Gemeenteraad op de volgende vergadering worden overgemaakt.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/20.)

---

20. <u>Stade communal – Benne pour pick-up – Acquisition – Dépense – Information.</u>
<u>Gemeentelijk stadion – Kiepbak voor pick-up – Aankoop – Uitgave – Inlichting.</u>

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’indique de faire l’acquisition d’une nouvelle benne pour le pick-up du stade communal ;

Vu l’article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir une nouvelle benne basculante pour le pick-up du stade communal ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1° a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché "Fourniture d'une benne basculante" établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2011 à l'article budgétaire 76410/743-52 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition d'une nouvelle benne basculante pour le pick-up du stade communal ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 relatifs aux marchés publics ;
- d'adopter, à cet effet, la dépense de 10.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - EECKHOUT CARROSSERIESYSTEEM BVBA, Zavelstraat 5 à 3071 Erps-Kwerps,
  - SPREUTELS, Haachtsesteenweg 62-64 à 1831 Diegem,
  - MECELCAR, avenue Albert Einstein 12 à 1348 Louvain-la-Neuve,
  - CARGO LIFTING, rue de l'Avenir 10 à 4530 Villers-le-Bouillet.

La dépense de 10.000 EUR TVAC, prévue à l'article 76410/743-52/11720, sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een nieuwe kiepbak voor de pick-up van het gemeentelijke stadion;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een nieuwe kiepbak voor de pick-up van het gemeentelijke stadion;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bijzonder lastenboek betreffende de opdracht “Levering van een kiepbak” werd opgesteld door afdeling Administratie en Opdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 10.000 EUR BTWI;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op artikel 76410/743-52 en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van een nieuwe kiepbak voor de pick-up van het gemeentelijke stadion goed te keuren, evenals het bijzonder lastenboek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van de artikels 17 § 2-1° a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe de uitgave van 10.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma’s te raadplegen:
  - EECKHOUT CARROSSERIESYSTEEM BVBA, Zavelstraat 5 te 3071 Erps-Kwerps,
  - SPREUTELS, Haachtsesteenweg 62-64 te 1831 Diegem,
  - MECELCAR, avenue Albert Einstein 12 te 1348 Louvain-la-Neuve,
  - CARGO LIFTING, rue de l'Avenir 10 te 4530 Villers-le-Bouillet.

De uitgave van 10.000 EUR BTWI, voorzien op artikel 76410/743-52/11720, zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een nog aan te duiden financieel organisme.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/21.)

---

21. Services communaux – Véhicule léger – Acquisition – Dépense – Information.
Gemeentelijke diensten – Licht voertuig – Aankoop – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition d'un véhicule léger pour le service de la F.A.S.E. ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un véhicule léger pour le service de la F.A.S.E. ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2- 1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges relatif au marché « Fourniture d'un véhicule léger » établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 17.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2011 à l'article budgétaire 13600/743-52 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition d'un véhicule léger pour le service de la F.A.S.E. ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 relatifs aux marchés publics ;
- d'adopter, à cet effet, la dépense de 17.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - CITROEN BELUX, Parc Industriel 7 à 1440 Wauthier-Braine,
  - RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM/DACIA SA, chaussée de Louvain 662 à 1030 Schaerbeek,
  - D'IETEREN MEISER, chaussée de Louvain 510 à 1030 Schaerbeek,
  - DACIA SA, chaussée de Louvain 662 à 1030 Schaerbeek.

La dépense de 17.000 EUR TVAC, prévue à l'article 13600/743-52/11519, sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een lichte voertuig voor de dienst G.S.S.T.;

Gelet op het artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een lichte voertuig voor de dienst G.S.S.T.;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bijzonder lastenboek betreffende de opdracht “Levering van een lichte voertuig” werd opgesteld door afdeling Administratie en Opdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 17.000 EUR BTWI;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op artikel 13600/743-52 en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van een lichte voertuig voor de dienst G.S.S.T. goed te keuren, evenals het bijzonder lastenboek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van de artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe de uitgave van 17.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma’s te raadplegen:
  - CITROEN BELUX, Parc Industriel 7 te 1440 Wauthier-Braine,
  - RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM/DACIA NV, Leuvensesteenweg 662 te 1030 Schaarbeek,
  - D’IETEREN MEISER, Leuvensesteenweg 510 te 1030 Schaarbeek,
  - DACIA NV, Leuvensesteenweg 662 te 1030 Schaarbeek.

De uitgave van 17.000 EUR BTWI, voorzien op artikel 13600/743-52/11519, zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een nog aan te duiden financieel organisme.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/22.)

---

22. <u>Achat de théodolite – Dépense – Information.</u>
<u>Aankoop theodoliet – Uitgave – Inlichting.</u>

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’indique de procéder à l’acquisition d’un théodolite ;

Vu l’article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu’il s’indique de procéder à l’acquisition d’un théodolite ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1° a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 2 ;

Considérant que la division Réalisation et Entretien a établi une description technique « Géomètres mat 2011 » pour le marché « Achat Théodolite » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 15.000 EUR (21% TVAC) ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 13800/744-51 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, al.3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la description technique « Géomètres mat 2011 » et le montant estimé à 15.000 EUR (21% TVAC) du marché « Achat Théodolite », établis par la division Réalisation et Entretien ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - AVACO, Brusselsesteenweg 73A à 9090 Melle,
  - INTERMAT, Nijverheidsstraat 36 à 8760 Meulebeke,
  - MONTFORT, rue de la Forêt 16 à 5340 Soree ;
- d'approuver le crédit permettant cette dépense inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 13800/744-51. Cette dépense sera financée par emprunt auprès d'un organisme financier à désigner ultérieurement.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is een theodoliet te kopen;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is een theodoliet te kopen;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 2;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Aankoop theodoliet” een technische beschrijving met ref. “Landeters mat 2011” werd opgesteld door afdeling Uitvoering en Onderhoud;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 15.000 EUR (21% BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2011, op artikel 13800/744-51 van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikels 234 al. 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan de technische beschrijving “Landeters mat 2011” en de raming van 15.000 EUR (21% BTWI) voor de opdracht “Aankoop theodoliet”;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;
- volgende firma’s worden uitgenodigd om deel te nemen:
  - AVACO, Brusselsesteenweg 73A te 9090 Melle,
  - INTERMAT, Nijverheidsstraat 36 te 8760 Meulebeke,
  - MONTFORT, rue de la Forêt 16 te 5340 Soree;
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2011, op artikel 13800/744-51/11289 van de buitengewone begroting. Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een aan te duiden instelling.

Deze beslissing zal, ter inlichting, aan de volgende Gemeenterad op de eerstvolgende vergadering voorgelegd.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/23.)

Mme HASQUIN-NAHUM rentre en séance.
Mw HASQUIN-NAHUM komt de vergaderzaal terug binnen.

---

23. Parking communal sis rue L. Tombu – Barrière automatique – Acquisition et placement – Dépense – Information.
Gemeentelijke parking gelegen L. Tombustraat – Automatische slagboom – Aankoop en plaatsing – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de pourvoir au placement d'une barrière automatique au parking communal sis rue Léon Tombu ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 27/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de fournir et de placer une barrière automatique au parking communal sis rue Léon Tombu ;

Considérant que la dépense est estimée à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant le crédit nécessaire est inscrit à l'article 84400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il s'indique de consulter 3 firmes pour ce marché ;

Vu les articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/199 3 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la fourniture et le placement d'une barrière automatique au parking communal sis rue Léon Tombu ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée comme mode de passation du marché, en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'ar rêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;
- d'adopter à cet effet la dépense de 10.000 EUR TVAC prévue à l'article 84400/724-60/11017 du budget extraordinaire 2011 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - CAME GROUP BENELUX, Zoning Ouest 7 à 7860 Lessines,
  - AUTOMATIC SYSTEMS, avenue Mercator 5 à 1300 Wavre,
  - FRANCI ROVENN, rue de Herve 261-263 à 4030 Grivegnée ;
- de financer la dépense totale de 10.000 EUR au moyen d'un emprunt.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/24.)

---

24. Cimetière – Parcelle P7/2 – Aménagement d'une nouvelle parcelle de concessions de columbariums à 20 et 50 ans – Dépense – Information.
Begraafplaats – Perceel P7/2 – Aanleg van een nieuw perceel voor columbariumconcessies van 20 en 50 jaar – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'aménagement d'une nouvelle parcelle de concessions de columbariums à 20 et 50 ans (phase 1) sur la parcelle P7/2 du cimetière, sis Lange Eikstraat à 1970 Wezembeek-Oppem ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 13/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'aménagement d'une nouvelle parcelle de concessions de columbariums à 20 et 50 ans (phase 1) sur la parcelle P7/2 du cimetière, sis Lange Eikstraat à 1970 Wezembeek-Oppem ;

Vu le cahier spécial des charges N°C741/11 établi par la division Bâtiments communaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 45.000 EUR (21% TVAC) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87800/725-60 du budget extraordinaire 2011 et qu'il sera financé par emprunt ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'aménagement d'une nouvelle parcelle de concessions de columbariums à 20 et 50 ans (phase 1) sur la parcelle P7/2 du cimetière, sis Lange Eikstraat à 1970 Wezembeek-Oppem ;
- d'approuver le cahier spécial des charges N°C741 /11 établi par la division Bâtiments communaux ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- d'adopter à cet effet une dépense de 45.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes :
  - HOOLANTS BETON BVBA, Martelarenstraat 98 à 1800 Vilvoorde,
  - URBASTYLE SPRL, rue des Sabliers 16 à 7503 Tournai,
  - VENTA BVBA3140, Rattenbergstraat 3 à 3140 Keerbergen,
  - ECO-BETON NV, Hasseltsesteenweg 119 à 3800 Sint-Truiden,

- REMACLE SA, rue Sous-la-Ville 8 à 5150 Floriffoux,
- BUYTAERT BVBA, Hogenakkerhoekstraat 3 à 9150 Kruibeke.

Cette dépense, prévue à l'article 87800/725-60/10544 du budget extraordinaire 2011, sera couverte au moyen d'un emprunt.

Le présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de noodzaak om tot de aanleg van een nieuw perceel voor columbariumconcessies van 20 en 50 jaar (fase 1) op het perceel P7/2 van de begraafplaats, gelegen Lange Eikstraat te 1970 Wezembeek-Oppem;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 13/10/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Gelet op de noodzaak om tot de aanleg van een nieuw perceel voor columbariumconcessies van 20 en 50 jaar (fase 1) op het perceel P7/2 van de begraafplaats, gelegen Lange Eikstraat te 1970 Wezembeek-Oppem, over te gaan;

Gelet op het bestek met nr C741/11 opgesteld door de afdeling Gemeentegebouwen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 45.000 EUR (21% BTWI);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op het artikel 87800/725-60 van de buitengewone begroting 2011 en dat de financiering gebeurt met een lening;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. BTW niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikels 234 al. 3 en 236;

BESLIST:

- de aanleg van een nieuw perceel van columbariumconcessies van 20 en 50 jaar op het perceel P7/2 van de begraafplaats, gelegen Lange Eikstraat te 1970 Wezembeek-Oppem, goed te keuren;
- het bestek met nr C741/11 opgesteld door de afdeling Gemeentegebouwen goed te keuren;
- de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen;
- hiertoe een uitgave van 45.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma's te raadplegen:
  - HOOLANTS BETON BVBA, Martelarenstraat 98 te 1800 Vilvoorde,
  - URBASTYLE SPRL, rue des Sabliers 16 te 7503 Tournai,
  - VENTA BVBA3140, Rattenbergstraat 3 te 3140 Keerbergen,
  - ECO-BETON NV, Hasseltsesteenweg 119 te 3800 Sint-Truiden,
  - REMACLE SA, rue Sous-la-Ville 8 te 5150 Floriffoux,
  - BUYTAERT BVBA, Hogenakkerhoekstraat 3 te 9150 Kruibeke.

Deze uitgave, voorzien op artikel 87800/725-60/10544 van de buitengewone begroting 2011, zal gedekt worden door middel van een lening.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/25.)

---

25. Cimetière – Aménagement d'une parcelle destinée aux enfants (2e phase) – Dépense – Information.
Begraafplaats – Aanleg van een perceel bestemd voor kinderen (2de fase) – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'aménagement d'une parcelle destinée aux enfants (2e phase) au cimetière, sis Lange Eikstraat à 1970 Wezembeek-Oppem ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 20/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'aménagement d'une parcelle destinée aux enfants (2e phase) au cimetière, sis Lange Eikstraat à 1970 Wezembeek-Oppem ;

Vu le cahier spécial des charges N°C742/11 établi par la division Bâtiments communaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 70.000 EUR (21% TVAC) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 87800/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et qu'il sera financé par emprunt ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'aménagement d'une parcelle destinée aux enfants (2e phase) au cimetière, sis Lange Eikstraat à 1970 Wezembeek-Oppem ;
- d'approuver le cahier spécial des charges N°C742 /11 établi par la division Bâtiments communaux ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- d'adopter à cet effet une dépense de 70.000 EUR TVAC ;
- de consulter les firmes suivantes:
  - HOOLANTS BETON BVBA, Martelarenstraat 98 à 1800 Vilvoorde,
  - BUYTAERT BVBA, Hogenakkerhoekstraat 3 à 9150 Kruibeke,
  - ECO-BETON NV, Hasseltsesteenweg 119 à 3800 Sint-Truiden.

Cette dépense, inscrite à l'article 87800/725-60/10545 du budget extraordinaire 2011, sera couverte au moyen d'un emprunt.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de noodzaak om tot de aanleg van een perceel bestemd voor kinderen (2de fase) in de begraafplaats, gelegen Lange Eikstraat te 1970 Wezembeek-Oppem, over te gaan;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 20/10/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Gelet op de noodzaak om tot de aanleg van een perceel bestemd voor kinderen (2de fase) in de begraafplaats, gelegen Lange Eikstraat te 1970 Wezembeek-Oppem, over te gaan;

Gelet op het bestek met nr C742/11 opgesteld door de afdeling Gemeentegebouwen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 70.000 EUR (21% BTWI);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op het artikel 87800/725-60 van de buitengewone begroting 2011 en dat de financiering gebeurt met een lening;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. BTW niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen als bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24/06/1988, inzonderheid artikels 234 al. 3 en 236;

BESLIST :

- de aanleg van een perceel bestemd voor kinderen (2de fase) in de begraafplaats, gelegen Lange Eikstraat te 1970 Wezembeek-Oppem, goed te keuren;
- het bestek met nr C742/11 opgesteld door de afdeling Gemeentegebouwen goed te keuren;
- de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen;
- hiertoe een uitgave van 70.000 EUR BTWI aan te nemen;
- de volgende firma's te raadplegen:
  - HOOLANTS BETON BVBA, Martelarenstraat 98 te 1800 Vilvoorde,
  - BUYTAERT BVBA, Hogenakkerhoekstraat 3 te 9150 Kruibeke,
  - ECO-BETON NV, Hasseltsesteenweg 119 te 3800 Sint-Truiden.

Deze uitgave, voorzien op artikel 87800/725-60/10545 van de buitengewone begroting 2011, zal gedekt worden door middel van een lening.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/26.)

---

26. Crèche Princesse Paola – Rénovation énergétique – Dépense – Information.
Kinderdagverblijf « Princesse Paola » – Energetische renovatie – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation énergétique de la crèche Princesse Paola, sise chaussée de Roodebeek 280 en c/c ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation énergétique de la crèche Princesse Paola, sise chaussée de Roodebeek 280 en c/c ;

Vu le cahier spécial des charges N°C725/11 établi par la division Bâtiments communaux ;

Considérant que ce marché est divisé en lots:
* Lot 1 (Isolation des murs creux) ;
* Lot 2 (Remplacement des châssis) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 70.000 EUR (21% TVAC) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 84400/724-60 du budget extraordinaire 2011 et sera financé par un emprunt et des subsides ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Bruxelles-Environnement ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes :

Lot 1
- DELHEZ SYSTEMES SA, Chemin de Xhénorie 3 à 4890 Thimister-Clermont,
- ABM ACTRA SA, rue Jef Thumas 10 à 1950 Kraainem,
- DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 à 4121 Neupré,

Lot 2
- DEBEQUE-KINDA SPRL, rue de la Case du Bois 1 à 6230 Pont-à-Celles,
- ABC DU PVC, chaussée de Louvain 341 à 1030 Schaerbeek,
- ABI CVR SA, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Haren,
- LA MAISON DU CHASSIS, rue Gustave Norga 27 à 1140 Evere,
- TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Neder-Over-Heembeek,
- L. DUMAY-CANARD SA, rue de Froidchapelle 12 à 5630 Cerfontaine,
- ABM ACTRA SA, rue Jef Thumas 10 à 1950 Kraainem,
- DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 à 4121 Neupré.

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la rénovation énergétique de la crèche Princesse Paola, sise chaussée de Roodebeek 280 en c/c ;
- d'approuver le cahier spécial des charges N°725/ 11 établi par la division Bâtiments communaux ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- d'adopter à cet effet une dépense de 70.000 EUR TVAC ;
- de solliciter une subvention pour ce marché auprès Bruxelles-Environnement ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

  Lot 1
  - DELHEZ SYSTEMES SA, Chemin de Xhénorie 3 à 4890 Thimister-Clermont,
  - ABM ACTRA SA, rue Jef Thumas 10 à 1950 Kraainem,
  - DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 à 4121 Neupré,

  Lot 2
  - DEBEQUE-KINDA SPRL, rue de la Case du Bois 1 à 6230 Pont-à-Celles,
  - ABC DU PVC, chaussée de Louvain 341 à 1030 Schaerbeek,
  - ABI CVR SA, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Haren,
  - LA MAISON DU CHASSIS, rue Gustave Norga 27 à 1140 Evere,
  - TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Neder-Over-Heembeek,
  - L. DUMAY-CANARD SA, rue de Froidchapelle 12 à 5630 Cerfontaine,
  - ABM ACTRA SA, rue Jef Thumas 10 à 1950 Kraainem,
  - DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 à 4121 Neupré.

Cette dépense, inscrite à l'article 84400/724-60/11598 du budget extraordinaire 2011, sera couverte au moyen d'un emprunt et de subsides.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de noodzaak om tot de energierenovatie van het kinderdagverblijf "Princesse Paola", gelegen Roodebeeksteenweg 280 t/g over te gaan;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Gelet op de noodzaak om tot de energetische renovatie van het kinderdagverblijf "Princesse Paola", gelegen Roodebeeksteenweg 280 t/g over te gaan;

Gelet op het bijzonder bestek met nr. C725/11 opgesteld door de afdeling Gemeentegebouwen;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:
* Perceel 1 (Isolatie van de holle muren);
* Perceel 2 (Vervangen van de ramen);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 70.000 EUR (21% BTWI);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op het artikel 84400/724-60 van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt met een lening en subsidies;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat voorgesteld wordt de volgende firma's te raadplegen:

Perceel 1
- DELHEZ SYSTEMES SA, Chemin de Xhénorie 3 te 4890 Thimister-Clermont,
- ABM ACTRA SA, Jef Thumasstraat 10 te 1950 Kraainem,
- DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 te 4121 Neupré,

Perceel 2
- DEBEQUE-KINDA SPRL, rue de la Case du Bois 1 te 6230 Pont-à-Celles,
- ABC DU PVC, Leuvensesteenweg 341 te 1030 Schaarbeek,
- ABI CVR SA, Haachtsesteenweg 1739 te 1130 Haren,
- LA MAISON DU CHASSIS, Gustave Norgastraat 27 te 1140 Evere,
- TECNOFLEX SPRL, Vilvoordsesteenweg 156B te 1120 Neder-Over-Heembeek,
- L. DUMAY-CANARD SA, rue de Froidchapelle 12 te 5630 Cerfontaine,
- ABM ACTRA SA, Jef Thumasstraat 10 te 1950 Kraainem,
- DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 te 4121 Neupré.

Gelet op de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 17 § 2-1° a) (limiet van 67.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 08/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 2;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26/09/1996, en latere wijzigingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikels 234 al. 3 en 236;

BESLIST :

- de energetische renovatie van het kinderdagverblijf "Princesse Paola", gelegen Roodebeeksteenweg 280 t/g goed te keuren;
- het bijzonder bestek met nr. C725/11 opgesteld door de afdeling Gemeentegebouwen goed te keuren;
- de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen ;
- hiertoe een uitgave van 70.000 BTWI aan te nemen;
- een subsidie voor deze opdracht bij Leefmilieu Brussel aan te vragen;
- de volgende firma's te raadplegen:
  Perceel 1:
  - DELHEZ SYSTEMES SA, Chemin de Xhénorie 3 te 4890 Thimister-Clermont,
  - ABM ACTRA SA, Jef Thumasstraat 10 te 1950 Kraainem,
  - DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 te 4121 Neupré,

Perceel 2
- DEBEQUE-KINDA SPRL, rue de la Case du Bois 1 te 6230 Pont-à-Celles,
- ABC DU PVC, Leuvensesteenweg 341 te 1030 Schaarbeek,
- ABI CVR SA, Haachtsesteenweg 1739 te 1130 Haren,
- LA MAISON DU CHASSIS, Gustave Norgastraat 27 te 1140 Evere,
- TECNOFLEX SPRL, Vilvoordsesteenweg 156B te 1120 Neder-Over-Heembeek,
- L. DUMAY-CANARD SA, rue de Froidchapelle 12 te 5630 Cerfontaine,
- ABM ACTRA SA, Jef Thumasstraat 10 te 1950 Kraainem,
- DENIS SPRL, rue Tige Manchère 5 te 4121 Neupré.

Deze uitgave, voorzien onder het artikel 84400/724-60/11598 van de buitengewone begroting 2011, zal gedekt worden door middel van een lening en subsidies.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerst volgende vergadering worden overgemaakt."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/27.)

---

27. Demande de subsides au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale pour la participation au GTI MP BXL – Ratification.
Aanvraag voor toelagen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de deelname aan de WIG OO Brussel – Bekrachtiging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de répondre à l'appel à projet lancé par la Région de Bruxelles-Capitale visant à soutenir la mise en œuvre de collaboration entre les communes de la région ;

RATIFIE la délibération prise par le Collège des bourgmestre et échevins en séance du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu son accord du 12/11/2009 sur la participation des agents des Services Techniques et Achats aux réunions du GTI MP BXL dont la Commune d'Ixelles assure la présidence pendant 3 ans et à la réunion d'installation officielle du GTI MP BXL à Evere le 22/03/2010 devant les secrétaires et les receveurs communaux des 19 communes ;

Considérant que le GTI MP BXL est un groupe de travail dans le secteur des marchés publics rassemblant les 19 communes de Bruxelles et que son but principal est la mise en commun des bonnes pratiques, des connaissances et des expériences dans le cadre du prescrit légal et du traitement des dossiers marchés publics et qu'il a été installé officiellement le 22/03/2010 ;

Considérant que le GTI MP BXL est soutenu par l'Association de la Ville et des Communes de Bruxelles (AVCB) et par l'Administration des Pouvoirs locaux (Direction des marchés publics) dont des représentants assistent régulièrement aux réunions de travail ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 08/09/2011 qui concerne un appel à projets pour l'obtention de subsides visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que ces collaborations doivent avoir pour but de réaliser des économies d'échelle et que les subventions seront octroyées aux fins de couvrir soit une partie du coût des études déterminant l'utilité, la faisabilité, l'intérêt et/ou la méthode de mise en œuvre de projets de collaboration intercommunales soit une partie des frais nécessaires au fonctionnement de ces collaborations ;

Considérant que ces subventions sont octroyées aux conditions suivantes :
- Les projets doivent porter sur des matières de gestion ou d'intérêt communal et réaliser des économies d'échelle ;
- Les projets doivent associer deux communes au moins mais une seule commune sera désignée comme coordinatrice et fera le nécessaire en matière de marchés publics notamment ;

Considérant que les membres du GTI MP BXL ont marqué leur souhait de répondre à l'appel à projets avec les deux projets suivants :
- développement des activités du GTI MP BXL (projet 1) ;
- mise en place d'un outil de stratégies des achats dans les communes : ROSA (projet 2) ;

Considérant que pour être recevables, les dossiers doivent parvenir au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale au plus tard le 28/10/2011 accompagnés d'une délibération du Conseil communal, ou à défaut d'une délibération du Collège ratifiée par le Conseil communal dans les 40 jours ;

Considérant que les Conseils communaux des autres communes associées doivent arrêter une délibération décidant d'adhérer aux trois projets proposés ;

Considérant que la Commune d'Ixelles transmettra au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans les 40 jours à dater de la présente décision au plus tard, la délibération de ratification par le Conseil communal ainsi que toutes les délibérations des Conseils communaux des autres communes associées reçues dans ce délai ;

Considérant que, contact pris avec la Région, il s'avère que les délibérations des Conseils communaux des éventuelles communes associées n'ayant pas été reçues dans ce délai seront transmises dès réception de celles-ci et que cela n'entraîne pas une annulation du dossier à partir du moment où le dossier comprend déjà la majorité des délibérations des Conseils communaux de communes associées ;

Considérant que les subsides demandés dans le cadre de ces deux projets visent à développer les activités existantes et à initier de nouvelles activités, que ces subsides sont destinés à couvrir les frais exposés par la Commune d'Ixelles en tant que commune coordinatrice, et que si tous ou certains des projets en question n'étaient pas acceptés, les activités et initiatives ne seront pas organisées et les dépenses projetées ne seront pas exposées ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de proposer que la commune d'Ixelles assure le rôle de commune coordinatrice pour l'introduction d'un dossier de demande de subsides au nom du GTI MP BXL (Groupe de Travail et d'Information Marchés publics des 19 communes de Bruxelles-Capitale) auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un appel à projets pour subsidier les communes dans le cadre de collaborations intercommunales ;

- d'approuver le dossier de demande de subsides, détaillant les projets et reprenant l'estimation de la répartition des charges inhérentes à la mise sur pied des projets et au fonctionnement de la collaboration pour les projets suivants :
  - développement des activités du GTI MP BXL (projet 1) ;
  - mise en place d'un outil de stratégies des achats dans les communes : ROSA (projet 2) ;

- d’approuver le principe que les subsides demandés dans le cadre de ces deux projets soient destinés à couvrir les frais exposés par la Commune d’Ixelles en tant que commune coordinatrice et que si tous ou certains des projets en question n’étaient pas acceptés, les activités et initiatives ne seront pas organisées et les dépenses projetées ne seront pas exposées.

La présente délibération sera soumise, pour ratification, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/28.)

---

28. Ecoles communales primaires et maternelles – Dispositif d’accrochage scolaire – Subsides alloués par la Région de Bruxelles-Capitale – Convention – Approbation.
Gemeentelijke lagere en kleuterscholen – Schoolverzuim – Toegekende toelagen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Overeenkomst – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale alloue des subsides aux communes dans le cadre du D.A.S. (Dispositif d’Accrochage Scolaire) ;

Considérant qu’une convention doit être signée entre la commune et la Région ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

Vu l’article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d’approuver la convention ci-après :

ENTRE la RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l’Aménagement du territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, Charles PICQUÉ ;

ci-après dénommée "la Région"

ET la COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT, représentée par le Bourgmestre, Olivier MAINGAIN, et le Secrétaire communal, Patrick LAMBET ;

ci-après dénommée "le bénéficiaire"

il est décidé CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d’une subvention de la Région d’un montant de 21.568,00 EUR conformément à l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22/09/2011 accordant une subvention de 1.553.090,00 EUR pour l’année scolaire 2011-2012 aux communes bruxelloises à titre de soutien aux projets du Dispositif d’Accrochage Scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale.

En aucun cas, le champ d’application de l’arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention allouée au bénéficiaire est ventilée, à l'initiative de la cellule de coordination, dans les dépêches communiquées tant à la commune même qu'aux écoles participantes. Une copie des tableaux de répartition du subside par projet est jointe à la présente convention.

Le montant de 21.568,00 EUR est destiné à couvrir les frais de vacations et les frais de fonctionnement, pour les projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiante peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2 : Durée
La convention porte sur la période allant du 01/09/2011 au 30/06/2012.

Article 3 : Contrôle des subventions
Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous :

Art 92 :Conformément à l'article 11 de la loi du 16/05/2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16/05/2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16/05/2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de l a subvention ;
2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour le squelles elle est accordée ;
3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre inst itution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16/05/2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés

Article 4 : Modalités de liquidation
La subvention de 21.568,00 EUR est destinée à la prise en charge des frais de vacations et les frais de fonctionnement liés aux projets et sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 17.254,40 EUR, (soit 80 % du subside) sera libérée après signature de la présente convention, contre remise d'une déclaration de créance introduite pour le 15/10/2011 au plus tard. La commune enverra dans les plus brefs délais copie de la délibération approuvant la convention (ou un extrait).

- le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Par ailleurs, la Commune s'engage à reverser, dans les 15 jours de leur réception, les montants de l'avance et du solde, qui sont destinées aux écoles et ayants-droit et s'engage à envoyer au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques une copie de ce versement au compte des bénéficiaires dès que celui-ci est effectué. En l'absence d'une telle preuve, la Région pourra réclamer le remboursement de l'avance et/ou du solde concernés.

Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement
La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, rue du Progrès 80, 8ème étage à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :
- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives
§ 1 Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard pour le 15/09/2012 au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques, à l'attention de M. Michel VAN DER STICHELE, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Tant les frais de vacations que les frais de fonctionnement exposés seront consignés dans des tableaux, conformément aux modalités reprises dans la liste des pièces justificatives admissibles. Ces documents sont annexés à la présente convention. Toutes les pièces probantes et factures sont susceptibles d'être réclamées par l'Administration.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité. Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Les communes s'engagent à transmettre dans les plus brefs délais aux écoles et ayants-droit, les tableaux et formulaires ainsi que les directives nécessaires.

§ 2 Lorsqu'une dépense est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre pouvoirs subsidiants sera également reprise.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

Toute demande d'information de la part de l'Administration doit faire l'objet d'une réponse dans les 10 jours ouvrables.

Article 7 : Réclamations
Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

Article 8 : Transmission des documents
Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Administration des Pouvoirs locaux
Direction des Initiatives Spécifiques
A l'attention de M. Michel VAN DER STICHELE, Directeur général
City Center – 1er étage
Boulevard du Jardin Botanique, 20
1035 Bruxelles

2. Pour le Bénéficiaire

Au Collège des bourgmestre et échevins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le ……

Pour la RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région
Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

Charles PICQUÉ

Pour la COMMUNE,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/29.)

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toelagen toekent aan de gemeenten in het kader van het Schoolverzuim;

Overwegende dat er een overeenkomst dient ondertekend te worden tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

om de hierna volgende overeenkomst goed te keuren:

TUSSEN het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, vertegenwoordigd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, Charles PICQUÉ;

hierna "het Gewest" genoemd

EN de GEMEENTE VAN SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE, vertegenwoordigd door de Burgemeester, Olivier MAINGAIN en de Gemeentesecretaris, Patrick LAMBERT;

hierna "de begunstigde" genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst
Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 21.568,00 EUR ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22/09/2011 die aan de brusselse gemeenten een subsidie van 1.553.090,00 EUR toekent voor het schooljaar 2011-2012 om de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

De subsidie die aan de begunstigde wordt toegekend, wordt op initiatief van de coördinatiecel uitgesplitst, zoals meegedeeld in de brieven die zowel aan de gemeente zelf als aan de deelnemende scholen worden bezorgd. Bij deze overeenkomst wordt een kopie van de verdelingstabellen van de subsidie per project gevoegd.

Het bedrag van 21.568,00 EUR is bestemd om de kosten voor de prestaties (lesperiodes) van hulppersoneel en de werkingskosten van de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim te dekken.

Bij niet-naleving van een of meerdere bepalingen van de overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen de subsidie te verminderen, op te heffen of geheel of gedeeltelijk terug te vorderen.

Artikel 2 : Duur
Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode gaande tussen 01/09/2011 en 30/06/2012.

Artikel 3 : Controle van de subsidies
De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23/02/2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16/05/2003 (wet tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof) moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16/05/2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16/05/2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:
1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de su bsidie werd verleend;
2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden , waarvoor zij werd verleend;
3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhinder t;
4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16/05/2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan herinnerd worden dat het Rekenhof het recht heeft controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende subsidies.

Artikel 4 : Regels voor de uitbetaling
De subsidie van 21.568,00 EUR is bestemd om de kosten voor de prestaties (lesperiodes) van hulppersoneel en de werkingskosten te dekken die verband houden met de projecten. De subsidie zal uitbetaald worden in twee schijven:

- Een eerste schijf van 17.254,40 EUR (dat is 80% van de subsidie), zal worden vrijgegeven na de ondertekening van deze overeenkomst en tegen afgifte van een schuldvordering die ten laatste voor 15/10/2011 moet worden ingediend. Een kopie (of een uittreksel) van de beraadslaging houdende goedkeuring van de overeenkomst zal binnen de kortste termijn worden verstuurd;

- Het saldo zal uitbetaald worden na ontvangst en analyse van de bewijsstukken. Zodra de controle van deze stukken is afgerond, zal de begunstigde door de bevoegde ordonnateur worden verzocht binnen de 15 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de uitnodiging een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

De Gemeente verbindt er zich bovendien toe, binnen de veertien dagen nadat ze die ontvangen heeft, de bedragen van het voorschot en het saldo, bestemd voor de scholen en rechthebbenden, over te schrijven. Daarnaast verbindt de gemeente zich ertoe een kopie van deze overschrijving op de rekening van de begunstigden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven te versturen zodra die heeft plaatsgevonden. Bij gebrek aan dergelijk bewijs, kan het Gewest de terugbetaling van de betrokken voorschotten en/of het saldo vorderen.

Artikel 5 : Bij de betalingsaanvraag te bezorgen stukken
De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een “schuldvordering” waarvan het origineel gericht moet worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, directie Comptabiliteit, CCN, Vooruitgangstraat 80, 8ste verdieping, 1035 Brussel.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:
- de betalingsreden;
- het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo: het toegekende eindbedrag);
- het visanummer voor de vastlegging, verstrekt door de administratie;
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Artikel 6 : Lijst en voorlegging van de verantwoordingsstukken
§1 De begunstigde moet de bewijsstukken uiterlijk tegen 15/09/2012 bezorgen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, ter attentie van de Hr Michel VAN DER STICHELE, Directeur-generaal, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

Zowel de personeels- als de werkingskosten zullen in tabellen worden ingeschreven overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de lijst van de in aanmerking komende verantwoordingsstukken. Die documenten worden bij de huidige overeenkomst gevoegd. Alle bewijsstukken en facturen kunnen opgevraagd worden door de Administratie.

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend.
Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

De gemeenten verbinden zich ertoe de tabellen alsook de nodige richtlijnen binnen de kortste termijn aan de betrokken scholen en rechthebbenden te bezorgen.

§2 Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden, moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheden mee bezorgd worden.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst van het Gewest moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Elke inlichtingsaanvraag vanwege het bestuur moet binnen de 10 werkdagen beantwoord worden.

Artikel 7 : Bezwaren
Als na de controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager ligt dan het toegekende subsidiebedrag, dan zal de subsidie maar uitbetaald worden ten belope van de aanvaarde verantwoordingsstukken.

In ieder geval zal de begunstigde na de controle van het verantwoordingsdossier door het Gewest een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin de begunstigde verzocht binnen een termijn van 15 kalenderdagen een schuldvordering in te dienen voor dit bedrag. Vanaf de ontvangst van die brief beschikt de begunstigde over 15 kalenderdagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

Artikel 8 : Verzending van de documenten
Alle kennisgevingen, mededelingen of aanvragen met betrekking tot deze overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

1. Voor het Gewest

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur Plaatselijke Besturen
Directie Specifieke Initiatieven
Ter attentie van de Hr Michel VAN DER STICHELE, Directeur-generaal
City Center – 1ste verdieping
Kruidtuinlaan 20
1035 Brussel

2. Voor de begunstigde

Aan het College van burgemeester en schepenen van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op ……

Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
bevoegd voor Plaatselijke Besturen,

Charles PICQUÉ

Voor de GEMEENTE,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit met toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/30.)

---

29. Gemeentelijke lagere en kleuterscholen van het Nederlands taalstelsel – Huishoudelijk reglement beheerscomité – Scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” – Goedkeuring.
Ecoles communales primaires et maternelles du régime linguistique néerlandais – Règlement d’ordre intérieur du comité de gestion – Communauté d’écoles « Grootbos-aan-Zee » – Approbation.

DE RAAD,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, in het bijzonder de artikelen 125 bis tot 125 quaterdecies en artikel 125 vicies;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27/06/2011 waarbij de overeenkomst inzake de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee’ voor de periode van 2011-2014 goedgekeurd werd;

Gelet op Titel 3 van de overeenkomst waarbij de bevoegdheden van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” uitgeoefend worden door het beheerscomité;

Gelet op bovenvermelde beslissing waarbij Mw Monique LOUIS, schepen van Onderwijs, Mw Carine BOUSSY, administratief hoofdassistente bij de dienst Onderwijs, Mw Suzanne LAEREMANS, directrice van de Prinses Paolaschool en Mw Elke VERLINDEN, directrice van de Klim op school werden aangeduid als effectieve leden, voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, van het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee”;

Overwegende dat elk beheerscomité van een scholengemeenschap een huishoudelijk reglement dient te hebben;

Overwegende dat het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” onderstaand huishoudelijk reglement in vergadering van 07/10/2011 heeft besproken en goedgekeurd;

Gelet op het voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, bij geheime stemming en eenparigheid der aanwezige leden, het hierna volgende huishoudelijk reglement van het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” goed te keuren:

Huishoudelijk reglement van het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” samengesteld uit instellingen van de gemeenten:

1150 Sint-Pieters-Woluwe
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe
1210 Sint-Joost-ten Node
1030 Schaarbeek

Hoofdstuk 1: Algemeen

Art. 1
In uitvoering van Titel 3 van de overeenkomst tot vorming van een scholengemeenschap voor basisonderwijs voor de schooljaren 2011-2012 tot en met 2013-2014 worden de bevoegdheden van de scholengemeenschap uitgeoefend door het beheerscomité.

Hoofdstuk 2: Samenstelling

Art. 2
Het beheerscomité bestaat uit de schepen van Onderwijs van elk gemeentebestuur, het diensthoofd Onderwijs of zijn afgevaardigde en de directies van de betrokken scholen.

Hoofdstuk 3: Taakverdeling en beheersfuncties

Art. 3
Het beheerscomité kiest uit zijn midden een voorzitter en een eventuele plaatsvervanger voor de duur van drie jaar.

Art. 4
Het beheerscomité duidt een secretaris aan. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Hoofdstuk 4: Taakomschrijving van de voorzitter, zijn plaatsvervanger en de secretaris

Art. 5
De voorzitter verzekert de goede werking van het beheerscomité. Hij vertegenwoordigt binnen zijn mandaat de scholengemeenschap bij derden.
Desgevallend kan hij zich hierdoor laten vervangen door zijn plaatsvervanger of door een ander uitdrukkelijk hiervoor gemandateerd lid van het beheerscomité.

Art. 6
De plaatsvervanger oefent de bevoegdheden van de voorzitter uit bij diens afwezigheid.

Art. 7
De secretaris is verantwoordelijk voor:
- het opmaken van het verslag en de bekendmaking van de genomen afspraken;
- het beheer van de relevante documenten en dossiers;
- het versturen van de uitnodigingen, de agenda en de verslagen;
- het opstellen en voorleggen van een jaarverslag.

Hoofdstuk 5: Vergaderingen

Art. 8
Bij het begin van het schooljaar legt het beheerscomité de kalender van de vergaderingen vast.

Art. 9
Buiten de vooraf vastgelegde vergadermomenten roept de voorzitter het beheerscomité samen:
- op uitdrukkelijk verzoek van minstens één directeur;
- op uitdrukkelijk verzoek van minstens één schoolbestuur;
- op eigen initiatief.

In dit geval moet de verzoekende partij aan de voorzitter:
- de onderwerpen meedelen die op de agenda moeten worden geplaatst;
- de nodige documenten vooraf bezorgen.

De vergadering vindt plaats binnen de veertien kalenderdagen na de aanvraag, op het tijdstip dat door de voorzitter wordt bepaald.

Art. 10
Het beheerscomité vergadert en beslist overeenkomstig artikel 6 van de overeenkomst.

Hoofdstuk 6: Uitnodiging

Art. 11
De uitnodiging gebeurt schriftelijk en wordt aan elk lid toegestuurd of persoonlijk bezorgd zeven kalenderdagen voor de datum van de vergadering, behalve in geval van hoogdringendheid.
Zij vermeldt de agendapunten.
Eventuele aanvullende documenten worden bij de uitnodiging gevoegd.

Art. 12
Wanneer het beheerscomité op verzoek van één of meer schoolbesturen wordt samengeroepen, vermeldt de uitnodiging de na(a)m(en) hiervan.

Hoofdstuk 7: Voorstel van agendapunten

Art. 13
De voorzitter stelt de agenda op.

Art. 14
Elk schoolbestuur die een agendapunt wenst in te schrijven, licht de voorzitter daarover in en bezorgt alle stukken in verband met dat punt minstens veertien kalenderdagen voor de vergadering.

Art. 15
Elk lid van het beheerscomité kan bij het begin van de vergadering een punt toevoegen aan de agenda, op voorwaarde dat alle aanwezige leden hiermee akkoord gaan.

Hoofdstuk 8: Verslaggeving

Art. 16
De secretaris is verantwoordelijk voor het verslag en de verzending ervan.

Art. 17
Het verslag wordt in principe binnen de veertien kalenderdagen na de vergadering naar alle leden van het beheerscomité en de directeurs gestuurd.

Art. 18
Het verslag van elke vergadering wordt ter goedkeuring aan de leden van het beheerscomité voorgelegd bij de aanvang van de volgende vergadering.
De wijzigingen die door het beheerscomité worden aanvaard, worden opgenomen in het verslag van de vergadering.

Hoofdstuk 9: Archief

Art. 19
Alle archiefstukken worden door de secretaris op een afgesproken plaats beswaard onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter.
De archiefstukken blijven ter beschikking van alle leden van het beheerscomité, die deze ter plaatse kunnen bekijken.

Hoofdstuk 10: Externe communicatie

Art. 20
Op het einde van elke vergadering beslist het beheerscomité over de mededelingen die eventueel aan derden moeten worden gericht.

Hoofdstuk 11: Slotbepalingen

Art. 21
Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op 01/09/2011.
Het kan slechts bij consensus worden gewijzigd.

Art. 22
Elk lid van het beheerscomité ontvangt een exemplaar van dit reglement.

Deze beslissing zal, voor beschikking, aan de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doorgezonden worden.
(21.11.2011/A/31.)

---

30. Gemeentelijke lagere en kleuterscholen van het Nederlands taalstelsel – Nieuw medezeggenschapscollege – Goedkeuring.
Ecoles communales primaires et maternelles du régime linguistique néerlandais – Nouveau collège consultatif de gestion – Approbation.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 02/04/2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse onderwijsraad;

Gelet op de ministeriële omzendbrief GD/2004/03 van 04/01/2006: lokale participatieregeling in het basis- en secundair onderwijs;

Overwegende dat een nieuwe schoolraad voor respectievelijk de Prinses Paola- en de Klim op school met ingang van 01/04/2009 in werking is getreden;

Overwegende dat de Prinses Paola- en de Klim op school deel uitmaken van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee”;

Overwegende dat alle schoolraden van de scholen behorend tot een scholengemeenschap vertegenwoordigd dienen te worden in een medezeggenschapscollege;

Overwegende dat dit medezeggenschapscollege door de scholengemeenschap geraadpleegd dient te worden telkens de scholengemeenschap beslissingen op het niveau van de scholengemeenschap voorbereidt over aangelegenheden die de vertegenwoordigde geledingen aanbelangen;

Overwegende dat de voorzitter van elke schoolraad afgevaardigd wordt naar dit medezeggenschapscollege;

Overwegende dat elk schoolbestuur de schepen van Onderwijs aanduidt als waarnemend lid, met voor elk van hen als plaatsvervangers de directies van de scholen die onder hun bevoegdheid vallen;

Overwegende dat het mandaat van de vertegenwoordigers van de schoolraad in het medezeggenschapscollege wordt toegekend voor de duur van het mandaat van de schoolraad;

Overwegende dat de duur van de mandaten van de vertegenwoordigers van de schoolbesturen wordt bepaald door het schoolbestuur;

Overwegende dat de overeenkomst tussen de schoolraden en het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” samenloopt met de duur van de overeenkomst van de scholengemeenschap (tot 2014);

Overwegende dat er eveneens een nieuw huishoudelijk reglement dient opgesteld te worden;

Gelet op het voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, bij geheime stemming en eenparigheid der aanwezige leden,

- de overeenkomst tussen de schoolraden en het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” goed te keuren;
- Mw Monique LOUIS, schepen van Onderwijs als waarnemend lid van het medezeggenschapscollege aan te duiden en de directies van de Prinses Paola- en de Klim op school als plaatsvervangende leden;
- het hierna volgende huishoudelijk reglement van het medezeggenschapscollege van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” goed te keuren;
- het College te belasten met de concrete uitvoering van deze beslissing.

Huishoudelijk reglement van het medezeggenschapscollege van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee”

Hoofdstuk 1: Samenstelling van het medezeggenschapscollege

Art. 1
In het medezeggenschapscollege zetelen de vertegenwoordigers van volgende geledingen:
- de schoolraden;
- de schoolbesturen.

De schoolraden worden vertegenwoordigd door de voorzitters van de schoolraden. Elke schoolraad duidt een plaatsvervanger aan.

Voor de afvaardiging van de schoolbesturen zetelen de schepenen van Onderwijs als waarnemende leden, met elk van hen als plaatsvervanger de directies van de scholen die onder hun bevoegdheid vallen.
Een lid van een schoolbestuur kan zich laten vertegenwoordigen door een directeur.
Het medezeggenschapscollege wordt samengesteld voor de duur van het mandaat van de betrokken schoolraden. Het medezeggenschapscollege wordt her-samengesteld naar aanleiding van de her-samenstelling van de schoolraden.

Hoofdstuk 2: Duur van het mandaat

Art. 2
Het mandaat van de vertegenwoordigers van de schoolraden wordt toegekend voor de duur van het mandaat in de schoolraad.

De duur van de mandaten van de vertegenwoordigers van de schoolbesturen wordt bepaald door het desbetreffende gemeentebestuur.

Hoofdstuk 3: Procedure van plaatsvervanging binnen het mandaat

Art. 3
Ingeval er vroegtijdig een einde komt aan het mandaat van een lid van het medezeggenschapscollege, dan wordt dit voleindigd door een plaatsvervanger, aangeduid door de schoolraad of de gemeenteraad die het ontslagnemende lid een mandaat verleende.

Hoofdstuk 4: Praktische werking van het medezeggenschapscollege

Art. 4: De Voorzitter
De leden van het medezeggenschapscollege duiden de voorzitter aan.
Een directeur noch een lid van het schoolbestuur kunnen als voorzitter worden aangeduid.
De voorzitter wordt aangeduid bij consensus of, indien geen consensus kan worden bereikt, bij gewone meerderheid van stemgerechtigde leden.

Bij onvoorziene afwezigheid van de voorzitter op een bijeenkomst van het medezeggenschapscollege wordt het oudste aanwezige lid van de geleding schoolraden als waarnemend voorzitter aangeduid.

Specifieke taken van de voorzitter:
- de voorzitter nodigt de leden schriftelijk uit;
- de voorzitter stelt de dagorde op;
- de voorzitter leidt de debatten en handhaaft de orde in de vergadering;
- de voorzitter opent en sluit de vergadering;
- de voorzitter staat (in samenwerking met de secretaris) in voor het opzoeken en verzamelen van de nodige documenten ter voorbereiding van de respectievelijke agendapunten;
- de voorzitter richt de vraag om informatie aan het/de schoolbestuur(en)
- de voorzitter leidt de beraadslagingen;
- de voorzitter meldt de adviezen en standpunten via het secretariaat van het medezeggenschapscollege aan de voorzitter van het beheerscomité of de directeur coördinatie van de scholengemeenschap.

Art. 5: Secretariaat
De secretaris is verantwoordelijk voor de administratie van het medezeggenschapscollege.

De secretaris wordt binnen of buiten het medezeggenschapscollege aangeduid bij wijze van consensus. Bij afwezigheid wordt een plaatsvervanger aangeduid.

Specifieke taken van de secretaris:
- de secretaris stelt de notulen van de vergadering op en maakt het ontwerp van verslag binnen de tien werkdagen over aan de leden van het medezeggenschapscollege;
- de secretaris stelt tijdens de vergadering een proces-verbaal op van de standpunten en adviezen die het medezeggenschapscollege hebben uitgebracht;
- de secretaris staat in voor de praktische verwerking van alle briefwisseling bestemd voor het medezeggenschapscollege;
- de briefwisseling uitgaande van het medezeggenschapscollege wordt altijd ondertekend door de voorzitter en de secretaris;
- de secretaris beheert het archief van het medezeggenschapscollege.

Het verslag vermeldt:
- de agenda;
- de naam van de aanwezige leden en van de verontschuldigde leden;
- voor elk punt van de agenda: de beslissing van het medezeggenschapscollege, met name de tot stand gekomen consensus of de uitslag van de stemming(en), en indien nodig, het voorstel dat aan het beheerscomité is overgemaakt, samen met een omstandige motivering;
- de eventuele minderheidsstandpunten.

Het verslag van de vergadering wordt ondertekend door de voorzitter en de secretaris.
Een exemplaar ervan wordt toegezonden aan elk lid van het medezeggenschapscollege.

De adviezen en standpunten uitgebracht door de geleding van de schoolraden, worden tijdens de vergadering vastgelegd in een proces-verbaal dat ondertekend wordt door alle aanwezige stemgerechtigde leden.

Het medezeggenschapscollege kan voor infrastructurele en administratieve ondersteuning een beroep doen op het beheerscomité of de scholengemeenschap.

Art. 6: Algemene werkafspraken
§ 1 Wijze van bijeenroeping

Het medezeggenschapscollege wordt door de voorzitter bijeengeroepen bij wijze van schriftelijke uitnodiging met vermelding van plaats, datum, tijdstip en de agendapunten.
Eventuele informatieve documenten worden als bijlage meegestuurd. De uitnodiging wordt ten laatste tien werkdagen voor de bijeenkomst overgemaakt aan de leden, uitgezonderd bij hoogdringendheid.

Het gebruikelijke tijdstip en de plaats van samenkomst wordt na overleg binnen het medezeggenschapscollege vastgelegd. Er wordt niet vergaderd tijdens de lesuren.

De voorzitter roept het medezeggenschapscollege bijeen:
- om te overleggen met het beheerscomité;
- om facultatief advies uit te brengen aan het beheerscomité;
- op schriftelijk verzoek van ten minste één van de schoolraden behorend tot de scholengemeenschap, uiterlijk tien werkdagen na ontvangst van het verzoek.

§ 2: De agenda

De voorzitter bepaalt de agendapunten. De leden kunnen tot uiterlijk vijf werkdagen voor de vergadering schriftelijk een punt aan de agenda toevoegen.

§ 3: Besluitvorming

Het medezeggenschapscollege kan slechts rechtsgeldig beraadslagen indien de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is.
Indien de vergadering niet voldoende stemgerechtigde aanwezigen telt, wordt een datum vastgelegd voor een nieuwe vergadering, minstens één week later. De volgende vergadering beslist ongeacht het aantal stemgerechtigde aanwezigen.

In principe wordt bij wijze van consensus een standpunt ingenomen.
Indien er geen consensus kan worden bereikt, beslist het medezeggenschapscollege bij gewone meerderheid.
De gewone meerderheid wordt gevormd uit de helft van de stemgerechtigde leden plus één. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

De afgevaardigden van het beheerscomité zetelen als waarnemende leden en hebben geen stemrecht.

§ 4: Mededeling van de verslagen van het medezeggenschapscollege

Het ontwerp van verslag, met daarin de adviezen en standpunten van het medezeggenschapscollege, wordt binnen de tien werkdagen volgend op de vergadering schriftelijk meegedeeld aan de leden van het medezeggenschapscollege.

De leden kunnen binnen de vijftien werkdagen na de vergadering opmerkingen formuleren op de inhoud van het verslag. De punten van het verslag waarover opmerkingen werden geformuleerd worden als goedgekeurd beschouwd. De overige standpunten en adviezen worden als goedgekeurd beschouwd. De niet-goedgekeurde punten worden besproken op de volgende vergadering van het medezeggenschapscollege.

Art. 7: Bevoegdheden
§ 1: De bevoegdheden worden op onderstaande wijze uitgeoefend.

Het medezeggenschapscollege heeft:

Overlegbevoegdheid

Het medezeggenschapscollege overlegt met het beheerscomité over:
- de ordening binnen de scholengemeenschap van een rationeel onderwijsaanbod;
- de afspraken over een objectieve leerlingenoriëntatie en leerlingenbegeleiding.

Het overleg vindt plaats in een gezamenlijke vergadering tussen het medezeggenschapscollege en een afvaardiging van het beheerscomité. Ter voorbereiding hiervan kan voorafgaand overleg plaatsvinden tussen de voorzitter van het medezeggenschapscollege en de voorzitter van het beheerscomité en/of stafmedewerker van de scholengemeenschap.
Het overleg leidt tot een akkoord of niet-akkoord tussen het medezeggenschapscollege en het beheerscomité. Een akkoord veronderstelt een consensus over het betrokken punt.
Een akkoord wordt uitgevoerd door het beheerscomité. In geval van niet-akkoord neemt het beheerscomité een eindbeslissing.

Adviesbevoegdheid

Het medezeggenschapscollege heeft adviesrecht met betrekking tot onderwerpen, die in het beheerscomité worden besproken en die één of meer geledingen (vertegenwoordigd in het medezeggenschapscollege) aanbelangen.

Het medezeggenschapscollege kan met het beheerscomité afspraken maken over de onderwerpen waarover het beheerscomité advies van het medezeggenschapscollege zal inwinnen (eventueel aanvullen met lijst onderwerpen).

Dit advies moet schriftelijk worden uitgebracht en gestuurd worden naar de voorzitter van het beheerscomité (met afschrift naar de andere leden van het beheerscomité). Het beheerscomité stuurt in dat geval binnen de dertig dagen een met reden omkleed antwoord.

Het medezeggenschapscollege heeft in functie van de uitoefening van zijn advies-en overlegbevoegdheden:
- een algemeen informatierecht;
- het recht op eigen verzoek of op vraag te worden gehoord.

Het medezeggenschapscollege zal worden geïnformeerd door toezending van de agenda van de vergaderingen van het beheerscomité aan de voorzitter van het medezeggenschapscollege. Op basis hiervan kan het medezeggenschapscollege informatie vragen.

Art. 8: Arbeidsvoorwaarden
De door het medezeggenschapscollege uitgeoefende advies-en overlegrechten hebben geen betrekking op de arbeidsvoorwaarden waarover het lokaal comité zich uitspreekt.

Art. 9: Individuele dossiers
Het medezeggenschapscollege is niet bevoegd om individuele dossiers te behandelen.

Art. 10 : Communicatie en informatie
Het medezeggenschapscollege informeert de schoolraden van de scholengemeenschap over de standpunten die worden verdedigd en de principes die bij de uitoefening van zijn functies worden gehanteerd via schriftelijke berichtgeving.

Art. 11: Klachten
Klachten inzake de niet-naleving van de bepalingen omtrent de bevoegdheden en de besluitvormingsprocedures kunnen door het medezeggenschapscollege, zijn geledingen en iedere belanghebbende worden ingediend bij de commissie zorgvuldig bestuur.

Art 12:
Voor alle gevallen die niet geregeld zijn in dit huishoudelijk reglement beslist de voorzitter na overleg met de leden van het medezeggenschapscollege.

Hoofdstuk 5: Slotbepalingen

Art. 13
Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op 01/09/2011.
Het huishoudelijk reglement kan enkel bij consensus worden gewijzigd.

Art. 14
Elk lid van het medezeggenschapscollege ontvangt een exemplaar van dit huishoudelijk reglement.

Deze beslissing zal, voor beschikking, aan de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doorgezonden worden.
(21.11.2011/A/32.)

---

31. Printemps de l'emploi 2012 – Participation et collaboration inter-communes – Approbation.
Lente van de tewerkstelling 2012 – Deelname en medewerking inter-gemeenten – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'accord de principe émis par le Collège des bourgmestre et échevins en séance du 13/10/2011 sur la participation de la commune au « Printemps de l'Emploi 2012 » en collaboration avec les communes d'Auderghem, de Watermael-Boitsfort et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu l'introduction par la commune d'Auderghem, initiatrice du projet, d'une demande d'octroi par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (Administration des Pouvoirs locaux) d'une subvention visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les communes ;

Considérant qu'une partie des frais liés à l'organisation des activités à Woluwe-Saint-Lambert pourrait être prise en charge par cette subvention ;

Vu les nouvelles exigences du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de collaboration entre les communes ;

Considérant que pour être recevables, les dossiers doivent parvenir au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale accompagnés d'une délibération du Conseil communal ou, à défaut, d'une délibération du Collège ratifiée par le Conseil communal dans les 40 jours ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 10/11/2011 ;

DECIDE

d'approuver la participation de la commune de Woluwe-Saint-Lambert à l'édition 2012 du « Printemps de l'Emploi » en collaboration avec les communes d'Auderghem, de Watermael-Boitsfort, de Woluwe-Saint-Pierre.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/33.)

---

32. Cultes – Communauté Israélite Sépharadite de Bruxelles – Comptes 2008 – Budget 2009 - Avis. Erediensten – Israëlisch-Sefaradische Gemeenschap van Brussel – Rekeningen 2008 - Begroting 2009 – Advies.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 portant modification du décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2008 de la Communauté Israélite Sépharadite de Bruxelles qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un déficit de 16.367,27 EUR sans intervention communale ;

DECIDE :

d'émettre un avis favorable sur le compte de l'exercice 2008 de la Communauté Israélite Sépharadite de Bruxelles qui est clôturé comme suit, sans intervention communale :

Recettes :	208.807,13 EUR
Dépenses :	192.439,86 EUR

Déficit :	16.367,27 EUR
	==========

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 op de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke der erediensten;

Gelet op artikels117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2008 van de Israëlitische Sefaraditische Gemeenschap van Brussel die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze rekening afgesloten werd met een tekort saldo van 16.367,27 EUR zonder gemeentelijke tegemoetkoming;

BESLIST:

een gunstig advies te geven over de rekening van het dienstjaar 2008 van de Israëlitische Sefaraditische Gemeenschap van Brussel, die als volgt werd afgesloten, zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

Ontvangsten:	208.807,13 EUR
Uitgaven:	192.439,86 EUR

Tekort:	16.367,27 EUR
	==========

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/34.)

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance régionale du 19/02/2004 portant modification du décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d’église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l’ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l’exercice 2009 de la Communauté Israélite Sépharadite de Bruxelles, qui est soumis à l’avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce budget est présenté en équilibre, sans intervention communale ;

DECIDE :

d'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2009 de la Communauté Israélite Sépharadite de Bruxelles qui est présenté comme suit, sans intervention communale :

Recettes : 245.502,69 EUR
Dépenses : 245.502,69 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 op de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke der erediensten;

Gelet op artikels 117,255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2009 van de Israëlitische Sefaraditische Gemeenschap van Brussel die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze begroting in evenwicht voorgesteld wordt, zonder gemeentelijke tegemoetkoming;

BESLIST:

een gunstig advies te geven over de begroting voor het dienstjaar 2009 van de Israëlitische Sefaraditische Gemeenschap van Brussel, die als volgt wordt voorgesteld zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

Ontvangsten: 245.502,69 EUR
Uitgaven: 245.502,69 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/35.)

M. de MAERE d'AERTRYCKE rentre en séance tandis que Mme de BIOLLEY, MM. IDE et THAYER la quittent.
De Hr de MAERE d'AERTRYCKE komt de vergaderzaal terug binnen terwijl Mw de BIOLLEY, de HH. IDE en THAYER ze verlaten.

---

33. Asbl Laïcité Woluwe-Saint-Lambert – Comptes, bilan et rapport d'activités – Prise de connaissance – Subsides – Octroi.
Vzw "Laïcité Woluwe-Saint-Lambert" – Rekeningen, balans en activiteitenverslag – Kennisneming – Toelagen – Toekenning.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'une subvention d'un montant de 7.500 EUR a été prévue au budget 2011 sous l'article 79003/332-01 en faveur de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'indique donc en application de l'article 5 des dispositions légales précitées que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2010, les comptes 2010 et le rapport d'activités pour la période 2010 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 10/11/2011 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2010, des comptes 2010 et du rapport d'activités de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert ;
- de confirmer l'octroi de la subvention d'un montant de 7.500 EUR, inscrite au budget 2011 sous l'article 79003/332-01 à l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/36.)

Mme de BIOLLEY, MM. IDE et THAYER rentrent en séance tandis que Mme MOLENBERG la quitte.
Mw de BIOLLEY, de HH. IDE en THAYER komen de vergaderzaal terug binnen terwijl Mw MOLENBERG ze verlaat.

---

34. Projet de Plan régional de Gestion de l'eau – Avis – Approbation.
Ontwerp voor het Gewestelijk Waterbeheerplan – Advies – Goedkeuring.

Amendement conjoint présenté par la majorité et le groupe Ecolo :

« Dans le cadre de l'axe 5 : MENER UNE POLITIQUE ACTIVE DE PREVENTION DES INONDATIONS

Faisant notamment suite aux réunions tenues à l'initiative des bourgmestres de l'Est de Bruxelles et de diverses associations de défense de la nature, le Conseil communal demande de profiter de la topographie favorable au niveau de l'étang aval du parc de Woluwe pour faire étudier la possibilité technique de mettre en place un stockage temporaire et localisé des eaux de refoulement du collecteur avant leur restitution, évitant ainsi leur épanchement, actuellement incontrôlé et généralisé, dans le milieu naturel (zone Natura 2000) et dans les zones urbanisées, tout en respectant les contraintes légales.
Ceci permettrait également d'éviter les déversements des eaux claires de la rivière dans le collecteur (surcharge de la station d'épuration Nord, même en cas d'épisodes pluvieux de faible intensité).
Cf proposition de la CEBE – mai 2011. »

L'amendement est adopté à l'unanimité et intégré dans la délibération ci-dessous :

LE CONSEIL,

Vu le projet de Plan de Gestion de l'eau mis à l'enquête publique du 28/02/2011 au 28/08/2011 ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 20/10/2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

Considérant qu'en vertu de l'article 53 § 3 de ladite ordonnance, les conseils communaux ont la faculté d'émettre un avis sur ce projet de Plan de Gestion de l'eau ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 10/11/2011 ;

DECIDE :

d'émettre l'avis suivant sur le Projet de Plan de Gestion de l'eau :

Le Projet de Plan de Gestion de l'eau constitue un premier pas important sur la voie d'une gestion plus durable de l'eau, au sein de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil relève la grande complexité de cette matière et souligne la qualité des documents fournis, ainsi que l'exhaustivité des études qui ont été réalisées.

Toutefois, compte tenu de l'ampleur des mesures à prendre et de l'urgence qu'il y a lieu d'y réserver, le Conseil estime utile d'émettre les considérations suivantes :

- Le Plan proposé ne comporte aucune échéance. Ainsi, s'il est compréhensible que des dispositions à long terme n'aient pas encore fait l'objet d'une planification, il est par contre étonnant qu'aucun délai ne soit fixé pour l'aboutissement de certaines mesures déjà en cours actuellement.
  Cette absence de planning est d'autant plus difficilement compréhensible que pour certaines problématiques telles que la pollution des eaux de surface et souterraines, le retard pris par rapport aux autres régions du pays est évident. A cet égard également, le Conseil ne peut que déplorer le peu de résultats obtenus par les dispositions du Plan Pluie 2008-2011.

- Pour certaines mesures, le Plan n'identifie pas les intervenants qui seront chargés de les mettre en œuvre, ce qui peut hypothéquer leur exécution. Curieusement, il en est parfois de même pour des mesures déjà en cours.

- En ce qui concerne le troisième axe visant à récupérer auprès des consommateurs le coût réel des services liés à la fourniture d'eau potable, le Conseil estime que cet objectif doit être atteint tout en assurant une consommation de base à prix modéré pour tous les ménages.

- Au contraire de l'étang du parc des Sources, celui du parc Malou ne semble pas avoir fait l'objet d'une étude relative à la qualité de l'eau. Il pourrait donc être intéressant de remédier à cette lacune.

- Dans le cadre de l'axe 5 : MENER UNE POLITIQUE ACTIVE DE PREVENTION DES INONDATIONS
  Faisant notamment suite aux réunions tenues à l'initiative des bourgmestres de l'Est de Bruxelles et de diverses associations de défense de la nature, le Conseil communal demande de profiter de la topographie favorable au niveau de l'étang aval du parc de Woluwe pour faire étudier la possibilité technique de mettre en place un stockage temporaire et localisé des eaux de refoulement du collecteur avant leur restitution, évitant ainsi leur épanchement, actuellement incontrôlé et généralisé, dans le milieu naturel (zone Natura 2000) et dans les zones urbanisées, tout en respectant les contraintes légales.
  Ceci permettrait également d'éviter les déversements des eaux claires de la rivière dans le collecteur (surcharge de la station d'épuration Nord, même en cas d'épisodes pluvieux de faible intensité).
  Cf proposition de la CEBE – mai 2011.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale.

<u>Gezamenlijk amendement voorgesteld door de meerderheid en de Ecolo-groep :</u>

"In het kader van pijler 5: EEN ACTIEF PREVENTIEBELEID TEGEN OVERSTROMINGEN VOEREN

In antwoord op de vergaderingen die op initiatief van de burgemeesters van het oosten van Brussel en van verscheidene belangenverenigingen voor het behoud van de natuur gehouden werden, vraagt de Gemeenteraad om gebruik te maken van de gunstige topografie ter hoogte van de vijver die zich stroomafwaarts van het park van Woluwe bevindt om een studie uit te voeren over de technische haalbaarheid om een tijdelijke en lokale opvangcapaciteit te creëren voor het overtollige water van de collector voor dit op veralgemeende en niet gecontroleerde wijze in de natuurlijke (zone Natura 2000) en verstedelijkte zones wordt geloosd. Dit moet natuurlijk gebeuren met het grootste respect voor de wettelijke beperkingen.
Hierdoor zou men ook voorkomen dat er helder rivierwater gestort wordt in de overbelaste collector van waterzuiveringsstation Noord. Iets wat nu zelfs in periodes van lichtere regenval gebeurt.
Cfr voorstel MOB – mei 2011."

Het amendement wordt unaniem aanvaard en in onderstaande beraadslaging opgenomen:

DE RAAD,

Gelet op het project van het Beheersplan der Wateren dat van 28/02/2011 tot 28/08/2011 aan het publiek werd voorgelegd ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20/10/2006 dat een kader voor het waterbeheer vastlegt ;

Overwegende dat krachtens artikel 53 § 3 van voornoemde ordonnantie de gemeenteraden de mogelijkheid hebben om een standpunt in te nemen in verband met dit project van Beheersplan der Wateren;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

BESLIST:

Het volgende standpunt te verkondigen in verband met het project van Beheersplan der Wateren:

Het Beheersplan der Wateren is een eerste belangrijke stap op de weg naar een meer duurzaam beheer der wateren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad vermeldt de enorme complexiteit van dit onderwerp en onderstreept de kwaliteit en de volledigheid van de uitgevoerde studies.

Desalniettemin meent de Raad, rekening houdend met de omvang van de te nemen maatregelen en de hoogdringendheid ervan, dat het nuttig is om de volgende overwegingen te uiten:

- Het Plan stelt geen enkele termijn voor. Hoewel te begrijpen valt dat maatregelen op lange termijn nog niet ingepland werden, is het des te verwonderlijker dat er geen enkele termijn wordt vastgelegd voor de afronding van bepaalde maatregelen die nu al in werking getreden zijn.
  Het ontbreken van een planning is des te moeilijker te begrijpen omdat de achterstand tegenover andere gewesten van het land op het gebied van bepaalde pijnpunten, zoals de vervuiling van oppervlakte- en grondwateren, al zeer duidelijk is. In verband hiermee kan de Raad niet anders dan de gebrekkige resultaten betreuren van het Regenplan 2008-2011.

- Voor bepaalde maatregelen geeft het Plan niet aan welke partij ze zal moeten instellen. Dit zou hun uitvoering wel eens danig kunnen hypothekeren. Merkwaardig genoeg is dit soms zelfs het geval voor maatregelen die al van kracht zijn.

- Wat de derde as betreft waarbij men de werkelijke kostprijs voor de diensten in verband met de levering van drinkwater bij de verbruiker wil recupereren, meent de Raad dat dit doel bereikt moet worden terwijl er tegelijkertijd voor alle huishoudens een basisconsumptie verzekerd moet zijn tegen een schappelijke prijs.

- In tegenstelling tot de vijver van het Bronnenpark, lijkt die van het Maloupark geen deel te hebben uitgemaakt van een studie over de kwaliteit van het water. Het zou interessant kunnen zijn om dit gebrek te verhelpen.

- In het kader van pijler 5: EEN ACTIEF PREVENTIEBELEID TEGEN OVERSTROMINGEN VOEREN
  In antwoord op de vergaderingen die op initiatief van de burgemeesters van het oosten van Brussel en van verscheidene belangenverenigingen voor het behoud van de natuur gehouden werden, vraagt de Gemeenteraad om gebruik te maken van de gunstige topografie ter hoogte van de vijver die zich stroomafwaarts van het park van Woluwe bevindt om een studie uit te voeren over de technische haalbaarheid om een tijdelijke en lokale opvangcapaciteit te creëren voor het overtollige water van de collector voor dit op veralgemeende en niet gecontroleerde wijze in de natuurlijke (zone Natura 2000) en verstedelijkte zones wordt geloosd. Dit moet natuurlijk gebeuren met het grootste respect voor de wettelijke beperkingen.
  Hierdoor zou men ook voorkomen dat er helder rivierwater gestort wordt in de overbelaste collector van waterzuiveringsstation Noord. Iets wat nu zelfs in periodes van lichtere regenval gebeurt.
  Cfr voorstel MOB – mei 2011.

Deze beraadslaging zal, voor beschikking, aan de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doorgezonden worden.
(21.11.2011/A/37.)

Mme MOLENBERG rentre en séance.
Mw MOLENBERG komt de vergaderzaal terug binnen.

---

35. Parc de Roodebeek – Régularisation de permis en vue du classement du site – Avenant – Information.
Roodebeekpark – Dossier voor de regularisering van de vergunning met het oog op de klassering van de site – Aanhangsel – Informatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'approuver l'avenant 1 du marché « Elaboration du dossier de régularisation de permis en vue du classement du Parc de Roodebeek » ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 27/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26/05/2011 relative à l'attribution du marché « Elaboration du dossier de régularisation de permis en vue du classement du Parc de Roodebeek » à l'Atelier d'Architecture EOLE, avenue De Fré 229 à 1180 Uccle, aux conditions mentionnées dans l'offre de ce candidat ;

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2-1°a) (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 7 et 8 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26/09/1996 précité, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N°CC07.11 ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes:

Commandes supplace	+	3.750 EUR
Total HTVA	=	3.750 EUR
TVA	+	787,50 EUR
TOTAL	**=**	**4.537,50 EUR**

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 8,37 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à 58.745,50 EUR TVAC ;

Considérant que la motivation de cet avenant est la réalisation de prestations de levés topographiques complémentaires ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que le fonctionnaire dirigeant, M. Maurice PECRIAUX, a donné un avis favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et sera financé par emprunt ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, al. 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver l'avenant 1 du marché "Elaboration du dossier de régularisation de permis en vue du classement du Parc de Roodebeek" pour le montant total en plus de 4.537,50 EUR (21% TVAC) ;
- d'approuver le crédit permettant cet avenant à inscrire en modification budgétaire à l'article 76600/725-60/5157 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;
- de financer cette dépense par emprunt.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/38.)

---

36. Cession d'assiette de voirie dans le domaine public – Avenue Ariane – Approbation.
Overdracht van wegzate aan het openbaar domein – Arianelaan – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'article 90 de la loi Brunfaut qui prévoit la cession à titre gratuit des zones de voiries et d'espaces verts publics ;

Vu le plan de mesurage établi le 01/07/2011 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune d'être propriétaire du terrain et assiette de voirie et de leurs équipements ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune de charger le Premier Comité d'Acquisition d'Immeubles de Bruxelles 1 d'acquérir ladite voirie au nom et pour compte de la commune ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/10/2011 ;

DECIDE :

- d'acquérir de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-capitale (SDRB), rue Gabrielle Petit 6 à 1080 Bruxelles, par cession amiable, gratuitement et pour cause d'utilité publique, l'assiette de voire située avenue Ariane et de l'affecter au domaine public communal ;
- de charger le Premier Comité d'Acquisition d'Immeubles de Bruxelles 1 d'acquérir ladite voirie au nom et pour compte de la commune, gratuitement et pour cause d'utilité publique ;
- d'approuver une dépense de 750 EUR prévue à l'article 12400/122-48/10709.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

DE RAAD,

Gelet op artikel 90 van de wet Brunfaut die de kosteloze overdracht voorziet van wegeniszones en openbare groene ruimtes;

Gelet op de meetstaat van 01/07/2011;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het in het belang is van de gemeente om eigenaar te zijn van de terrein, de wegzate en haar uitrusting;

Overwegende dat het in het belang is van de gemeente om het Eerste Aankoopcomité van Brussel te gelasten met de aankoop van voormelde wegenis in naam en voor rekening van de gemeente;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/10/2011;

BESLIST:

- de wegzate Arianelaan via onderlinge overdracht, gratis en tot openbaar nut, aan te kopen van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (GOMB), Gabrielle Petitstraat 6 te 1080 Brussel, en het toe te wijzen aan het gemeentelijk openbaar domein;
- om het Eerste Aankoopcomité van Brussel te gelasten met de aankoop van voormelde wegenis in naam en voor rekening van de gemeente, gratis en tot openbaar nut;
- een uitgave goed te keuren van 750 EUR, voorzien op artikel 12400/122-48/10709.

Deze beraadslaging zal, voor beschikking, aan de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doorgezonden worden.
(21.11.2011/A/39.)

---

37. <u>Crèches communales – Mobilier – Acquisition – Dépense – Information.</u>
<u>Gemeentelijke kinderdagverblijven – Meubilair – Aankoop – Uitgave – Informatie.</u>

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier pour les crèches communales en 2011 ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier pour les crèches communales en 2011, de manière à assurer leur bon fonctionnement ;

Considérant que la dépense est estimée à 20.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 84400/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il s'indique de consulter 3 firmes pour ce marché ;

Vu les articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/199 3 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition de mobilier pour les crèches communales en 2011 ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée comme mode de passation du marché, en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'ar rêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;
- d'adopter à cet effet une dépense de 20.000 EUR TVAC, prévue au budget extraordinaire 2011, à l'article 84400/741-51/10642 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - WESCO, BP 10 à 1040 Etterbeek,
  - HAGELAND, Herrestraat 17 à 3294 Molenstede,
  - HAELVOET, Leon Bekaerstraat 8 à 8770 Ingelmunster ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de la présente dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is meubilair aan te kopen voor de kinderdagverblijven in 2011;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13/10/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is meubilair voor de kinderdagverblijven aan te kopen gedurende het jaar 2011, ten einde hun goede werking te verzekeren;

Overwegende dat de uitgave op 20.000 EUR BTWI geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten onder artikel 84400/741-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 ingeschreven zijn;

Overwegende dat 3 firma's voor deze opdracht zullen geraadpleegd worden;

Gelet op artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12 /1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van meubilair voor de kinderdagverblijven in 2011 goed te keuren evenals het bijzonder lastenboek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe een uitgave van 20.000 EUR BTWI aan te nemen, voorzien op de buitengewone begroting 2011 op artikel 84400/741-51/10642;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
  - WESCO, BP 10 te 1040 Etterbeek,
  - HAGELAND, Herrestraat 17 te 3294 Molenstede,
  - HAELVOET, Leon Bekaerstraat 8 te 8770 Ingelmunster;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/40.)

---

38. Crèches communales – Matériel – Acquisition – Dépense – Information.
Gemeentelijke kinderdagverblijven – Materieel – Aankoop – Uitgave – Informatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du matériel pour les crèches communales en 2011 ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20/10/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel pour les crèches communales en 2011 ;

Considérant que la dépense est estimée à 13.952 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 84400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il s'indique de consulter 5 firmes pour ce marché ;

Vu les articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/199 3 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition de matériel pour les crèches communales en 2011 ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée comme mode de passation du marché, en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l'ar rêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;
- d'adopter à cet effet une dépense de 13.952 EUR TVAC, prévue au budget extraordinaire 2011, à l'article 84400/744-98/10640 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - MEDIAMARKT, chaussée de Louvain 1200 en c/c,
  - NILFISK-ADVANCE, Riverside Business Park, avenue Internationale 55, bâtiment C3/C4 à 1070 Anderlecht,
  - BRICOLUX, rue St-Isidore 2, Parc Industriel à 6900 Marloie,
  - WESCO, B.P. 10 à 1040 Etterbeek,
  - COQ SHOP, avenue Albertyn 46 en c/c ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is materieel aan te kopen voor de kinderdagverblijven in 2011;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20/10/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is materieel voor de kinderdagverblijven in 2011 aan te kopen;

Overwegende dat de uitgave op 13.952 EUR BTWI geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten op artikel 84400/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 ingeschreven zijn;

Overwegende dat 5 firma's voor deze opdracht zullen geraadpleegd worden;

Gelet op artikels 17 § 2-1° a) van de wet van 24/12 /1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van materieel voor de kinderdagverblijven in 2011 goed te keuren evenals het bestek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe een uitgave van 13.952 EUR BTWI aan te nemen, voorzien op de buitengewone begroting 2011 op artikel 84400/744-98/10640;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
  - MEDIAMARKT, Leuvensesteenweg 1200 t/g,
  - NILFISK-ADVANCE, Riverside Business Park, Internationalelaan 55, gebouw C3/C4 te 1070 Anderlecht,
  - BRICOLUX, rue St-Isidore 2, Parc Industriel te 6900 Marloie,
  - WESCO, P.B. 10 te 1040 Etterbeek,
  - COQ SHOP, Albertynlaan 46 t/g;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering worden voorgelegd."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/41.)

---

39. Ecole Parc Schuman – Congélateur bahut – Acquisition – Dépense – Information.
School "Parc Schuman" – Diepvrieskist – Aankoop – Uitgave – Informatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un congélateur bahut pour l'école Parc Schuman ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un congélateur bahut pour l'école Parc Schuman en remplacement d'un frigo bahut hors d'usage et irréparable ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il s'indique de consulter au minimum 3 firmes pour ce marché ;

Vu les articles 17 § 2-1°a) de la loi du 24/12/199 3 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d’approuver l’acquisition d'un congélateur bahut pour l'école Parc Schuman ainsi que l'inventaire descriptif s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée comme mode de passation du marché, en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l’ar rêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;
- d’adopter à cet effet une dépense de 1.000 EUR TVAC, prévue au budget extraordinaire 2011, à l’article 72200/744-98/11596 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - KREFEL, chaussée de Wavre 1160 à 1160 Auderghem,
  - NEW VANDEN BORRE, rue Saint-Lambert 202 en c/c,
  - MEDIA MARKT, chaussée de Louvain 1200 en c/c,
  - SERVICADET, Val des Seigneurs 61 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
  - AES, chaussée d'Alsemberg 337 à 1190 Forest,
  - ADWILL, rue Léon Théodor 137 à 1090 Jette ;
- de financer la dépense au moyen d'un emprunt.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L’intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l’ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is een diepvrieskist voor de school “Parc Schuman” aan te kopen;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is een diepvrieskist voor de school “Parc Schuman” aan te kopen, in vervanging van een defecte onherstelbare diepvrieskist;

Overwegende dat de uitgave op 1.000 EUR BTWI geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten onder artikel 72200/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 ingeschreven zijn;

Overwegende dat minstens 3 firma’s voor deze opdracht zullen geraadpleegd worden;

Gelet op artikels 17 § 2-1° a) van de wet van 24/12 /1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van een diepvrieskist voor de school “Parc Schuman” goed te keuren evenals de beschrijvende inventaris dienaangaande;

- de onderhandelingsprocedure als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe een uitgave van 1.000 EUR BTWI aan te nemen, voorzien op de buitengewone begroting 2011 onder artikel 72200/744-98/11596;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
  - KREFEL, Waversesteenweg 160 te 1160 Oudergem,
  - NEW VANDEN BORRE, Sint-Lambertusstraat 202 t/g,
  - MEDIA MARKT, Leuvensesteenweg 1200 t/g,
  - SERVICADET, Herendal 61 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe,
  - AES, Alsembergsesteenweg 337 te 1190 Vorst,
  - ADWILL, Léon Théodorstraat 137 te 1090 Jette;
- deze uitgave te financieren door middel van een lening.

Deze beslissing zal, ter informatie, aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/42.)

---

40. Service Population – Armoire à classement – Acquisition – Dépense – Information.
Dienst Bevolking – Opbergkast – Aankoop – Uitgave – Informatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir une armoire à classement de large capacité pour le service des étrangers ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE

Considérant qu'il s'indique d'acquérir une armoire à classement de large capacité pour le service des étrangers qui gère plus de 7000 dossiers ;

Considérant que la dépense est estimée à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles 10400/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et 13500/124-02 du budget ordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il s'indique de consulter au minimum 3 firmes pour ce marché ;

Vu les articles 17 § 2-1°a) de la loi du 24/12/199 3 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d’approuver l’acquisition d'une armoire à classement de grande capacité pour le service des étrangers ainsi que le cahier des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée comme mode de passation du marché, en application des articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/1993 et 120 de l’ar rêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;
- d’adopter à cet effet une dépense de 10.000 EUR TVAC, prévue au budgets ordinaire et extraordinaire 2011, aux articles 10400/741-51/11594 et 13500/124-02/11595 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - ARIES, place de l'Université 16 à 1348 Louvain-la-Neuve,
  - BERHIN, avenue Prince de Liège 205 à 5100 Jambes,
  - CEKA BELGIUM, avenue Gustave Demey 57 à 1160 Auderghem ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de la présente partie de la dépense extraordinaire sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance. »

L’intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l’ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is een opbergkast met groot vermogen voor de dienst Vreemdelingen aan te kopen;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is een opbergkast met groot vermogen voor de dienst Vreemdelingen aan te kopen die meer dan 7000 dossiers beheert;

Overwegende dat de uitgave op 10.000 EUR BTWI geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten onder artikels 72200/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 en 13500/124-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2011 ingeschreven zijn;

Overwegende dat minstens 3 firma’s voor deze opdracht zullen geraadpleegd worden;

Gelet op artikels 17 § 2-1° a) van de wet van 24/12 /1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van een opbergkast met groot vermogen voor de dienst vreemdelingen goed te keuren evenals het bestek dienaangaande;

- de onderhandelingsprocedure als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12/1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe een uitgave van 10.000 EUR BTWI aan te nemen, voorzien op de gewone en buitengewone begroting 2011 onder artikels 10400/741-51/11594 en 13500/124-02/11595;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
  - ARIES, place de l'université 16 te 1348 Louvain-la-Neuve,
  - BERHIN, avenue prince de Liège 205 te 5100 Jambes,
  - CEKA BELGIUM, Gustave Demeylaan 57 te1160 Oudergem;
- de fondsen voor de betaling van het buitengewoon gedeelte van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal, ter informatie, aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/43.)

---

41. Société Coopérative de Logement moyen – Libération des parts sociales – Dépense – Approbation.
Cooperatieve vennootschap voor middelgrote woning – Vrijgave van de sociale aandelen - Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 17/10/2011 par laquelle il approuve les statuts de la Société Coopérative de Logement Moyen ;

Considérant que la commune a souscrit 499 parts sociales au capital de ladite société et que le montant total de cette souscription s'élève à 24.950 EUR ;

Considérant qu'il y a lieu de libérer le capital souscrit afin de permettre la création formelle devant un notaire de la société visée ci-dessus ;

Considérant que les crédits nécessaires pour le paiement de cette dépense sont inscrits à l'article 92240/816-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et que les fonds nécessaires seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

APPROUVE :

- la libération de la part communale souscrite dans le capital de la Société Coopérative de Logement Moyen ;
- la dépense de 24.950 EUR à imputer à l'article budgétaire 92240/816-51 de l'exercice 2011 et qui sera financée au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/44.)

M. VANDERWAEREN quitte la séance.
De Hr VANDERWAEREN verlaat de vergaderzaal.

---

42. Solidarité internationale – Subsides – Octroi.
Internationale solidariteit – Toelagen – Toekenning.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 21/09/2009 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2011 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 17.500 EUR ;

Considérant que le projet d'aide aux enfants sénégalais atteints de « drépanocytose » de l'ASBL ABELDI peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

Vu l'avis de la Commission Finances – Solidarité internationale du 14/11/2011 ;

DECIDE par 24 voix pour et 3 abstentions (M. FINCOEUR, Mme ARNOULD et M. IDE) :

de verser une subvention ponctuelle d'un montant de 1.900 EUR, à prélever sur l'article 15001/332-02 du budget 2011, au compte n°001-5698826-55 de l' ASBL ABELDI, avenue de la Charmille 8/29 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, pour la réalisation de son projet d'aide aux enfants sénégalais atteints de « drépanocytose ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/45.)

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 21/09/2009 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2011 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 17.500 EUR ;

Considérant que le projet d'alphabétisation des femmes en Afghanistan en milieu rural de l'ASBL AFGHANISTAN-EUROPE peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

Vu l'avis de la Commission Finances – Solidarité internationale du 14/11/2011 ;

DECIDE :

de verser une subvention complémentaire de 1.000 EUR, à prélever sur l'article 15001/332-02 du budget 2011, au compte n°310-1513831-38 de l'ASBL AFGHANISTAN-EUROPE, rue de la Fiancée 33-35 à 1000 Bruxelles, pour la réalisation de son projet portant sur l'alphabétisation des femmes en Afghanistan en milieu rural.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/46.)

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 21/09/2009 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2011 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 17.500 EUR ;

Considérant que le projet d'aide au développement scolaire à Kisangwe en République Démocratique du Congo, de l'ASBL MUKINI en Belgique travaillant en partenariat avec l'ASBL MIKEMBO en République Démocratique du Congo, peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

Vu l'avis de la Commission Finances – Solidarité internationale du 14/11/2011 ;

DECIDE

de verser une subvention de 1.000 EUR, à prélever sur l'article 15001/332-02 du budget 2011, au compte n°751-2009070-46 de l'ASBL MUKINI, avenue d es Vignes 21a à 1970 Wezembeek-Oppem, pour la réalisation de son projet d'aide au développement scolaire et au financement des salaires des enseignants à Kisangwe en République Démocratique du Congo, en partenariat avec l'ASBL MIKEMBO en République Démocratique du Congo.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
(21.11.2011/A/47.)

M. VANDERWAEREN rentre en séance tandis que M. DEREPPE y entre.
De Hr VANDERWAEREN komt de vergaderzaal terug binnen terwijl de Hr DEREPPE binnenkomt.

---

43. Asbl Dimension + – Comptes et bilan 2010 – Prise de connaissance – Subsides – Octroi.
Vzw “Dimension +” – Rekeningen en balans 2010 – Kennisneming – Toelagen – Toekenning.

Suite au débat, il est demandé de reporter le point pour permettre d’avoir un complément d’information.

Mis au vote, le report du point est rejeté par parité de voix, soit 13 voix pour, 13 voix contre (M. MAINGAIN, Mme MOLENBERG, M. FRANKIGNOUL, Mme HASQUIN-NAHUM, MM. VELDEKENS, DESIR, Mmes DESTREE-LAURENT, BETTE, M. LIENART, Mme HENRY, M. DEREPPE, Mme TSHOMBE et M. VANDE MAELE) et 5 abstentions (MM. VANDERWAEREN, de MAERE d’AERTRYCKE, Mmes LIPPENS, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE et BROCHÉ) :

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subventions au montant de 30.000 EUR ont été prévues au budget 2011, à l’article 84914/332-02, en faveur de l’ASBL DIMENSION + ;

Considérant qu’il s’indique donc en application des dispositions légales précitées que cette association produise les documents repris à l’article 5 ;

Vu les comptes et bilan 2010 et le rapport d’activités pour l’exercice 2010 de l’association précitée ;

Vu l’article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011 ;

DECIDE par 21 voix pour et 5 abstentions (Mmes CARON, ARNOULD, M. IDE, Mmes MEIRE et de JAMBLINNE-de CALLATAŸ) :

- de prendre connaissance des comptes et bilan 2010 et du rapport d’activités pour l’exercice 2010 de l’ASBL DIMENSION + ;

- de confirmer l’octroi des subventions au montant de 30.000 EUR inscrites au budget 2011, à l’article 84914/332-02/11591, en faveur de l’ASBL DIMENSION +.

L’intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l’ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat toelagen voor een bedrag van 30.000 EUR werden ingeschreven op de begroting 2011, onder artikel 84914/332-02, ten gunste van de VZW DIMENSION +;

Overwegende bijgevolg dat, overeenkomstig de wettelijke bepalingen, voornoemde vereniging de documenten voorzien in artikel 5 dient voor te leggen;

Gelet op de rekening en balans 2010 en het activiteitenverslag voor het dienstjaar 2010 van voornoemde vereniging;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011;

BESLIST met 21 stemmen voor en 5 onthoudingen (Mwen CARON, ARNOULD, de Hr IDE, Mwen MEIRE en de JAMBLINNE-de CALLATAŸ):

- kennis te nemen van de rekening en balans 2010 en het activiteitenverslag voor het dienstjaar 2010 van de VZW DIMENSION +;

- de toekenning van de toelagen ten bedrage van 30.000 EUR voorzien op de begroting 2011 onder artikel 84914/332-02/11591, ten gunste van de VZW DIMENSION + te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/48.)

M. LEMAIRE et Mme BETTE quittent la séance.
De Hr LEMAIRE en Mw BETTE verlaten de vergaderzaal.

---

44. Services communaux – Fourniture de matériel informatique – Dépense – Information.
Gemeentediensten – Levering van informaticamaterieel – Uitgave – Informatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel informatique pour les services communaux ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

PREND POUR INFORMATION la délibération du Collège des bourgmestre et échevins du 10/11/2011, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique, dans le cadre de l'équipement des services communaux, d'acquérir du matériel informatique (serveurs, PC, périphériques et autres) ;

Considérant que la dépense est estimée à 40.000 EUR TVAC ;

Considérant que cette dépense est prévue à l'article 13900/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;

Considérant que 4 firmes seront consultées ;

Vu les articles 17 § 2-1° a) de la loi du 24/12/199 3 et 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

- d'approuver l'acquisition de matériel informatique pour les services communaux ainsi que le cahier spécial des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publicité préalable comme mode de passation du marché, en application de l'article 17 § 2 - 1°a) de la loi d u 24/12/1993 relative aux marchés publics et de l'article 120 de l'arrêté royal du 08/01/1996 sur les marchés publics ;
- d'approuver une dépense de 40.000 EUR TVAC inscrite à l'article 13900/742-53/11588 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 ;
- d'approuver la liste des firmes à consulter:
  - ADEHIS SA, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur,
  - COMPUTER SQUARE, chaussée de Roodebeek 25 en c/c,
  - STESUD SA, Zone d'Emploi de Aye à 6900 Marche-en-Famenne,
  - WAL-MART BENELUX SA, rue Emile Féron 168/2 à 1060 Saint-Gilles.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès d'un organisme financier à désigner.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is informaticamaterieel aan te kopen voor de gemeentediensten;

Gelet op artikel 234 al. 3 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 10/11/2011, zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat, in het raam van de uitrusting van de gemeentediensten, het noodzakelijk is informaticamaterieel aan te kopen (servers, PC's, randapparatuur en andere);

Overwegende dat de uitgave op 40.000 EUR BTWI geraamd wordt;

Overwegende dat deze uitgave ingeschreven staat onder artikel 13900/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011;

Overwegende dat 4 firma's zullen geraadpleegd worden;

Gelet op artikels 17 § 2-1°a) van de wet van 24/12 /1993 en 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van informaticamaterieel voor de gemeentediensten goed te keuren alsook het hiertoe behorend bijzonder lastenboek;

- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen in toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en van artikel 120 van het koninklijk besluit van 08/01/1996 op de overheidsopdrachten;
- hiertoe een uitgave van 40.000 EUR BTWI goed te keuren, in te schrijven op artikel 13900/742-53/11588 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011;
- de lijst van de te raadplegen firma's goed te keuren:
  - ADEHIS SA, rue de Néverlée 12 te 5020 Namur,
  - COMPUTER SQUARE, Roodebeekse steenweg 25 t/g,
  - STESUD SA, Zone d'Emploi de Aye te 6900 Marche-en-Famenne,
  - WAL-MART BENELUX SA, Emile Féronstraat 168/2 te 1060 Sint-Gillis.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij een nog nader aan te duiden financiële instelling.

De onderhavige beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad worden voorgelegd bij de eerstvolgende vergadering."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
(21.11.2011/A/49.)

Mme BETTE rentre en séance tandis que M. VELDEKENS la quitte.
Mw BETTE komt de vergaderzaal terug binnen terwijl de Hr VELDEKENS ze verlaat.

---

45. Parking au stade communal lors des rencontres du White Star – Interpellation (M. FINCOEUR, Mme ARNOULD, M. IDE et Mme COPPIN)
Parkeren bij het gemeentelijk stadion gedurende de wedstrijden van White Star – Interpellatie (de Hr FINCOEUR, Mw ARNOULD, de Hr IDE en Mw COPPIN)

M. IDE interroge le Collège concernant l'annonce faite par M. BOTT relative au droit de stationner accordé aux habitants de la commune munis de leur carte d'habitant lors des matches du White Star au stade communal. Il demande quelles sont les répercussions pour les riverains, qui organise la gestion des emplacements et si ceux-ci sont gratuits ou payants. Il demande ce qu'il en est de la politique de mobilité du Collège (de courts déplacements au sein de la commune ne pourraient-ils pas se faire sans voiture ?) ainsi que de la politique sportive et de santé, sachant que la distance maximale à parcourir pour se rendre au stade de n'importe quel point de la commune est de 2 km. Il considère que la carte d'habitant incite à se déplacer en voiture pour de courtes distances.

Le Président répond que le plan de mobilité et de stationnement à l'occasion des matches a été établi en concertation avec les habitants du quartier lors de la montée du club en division 2 et que le souhait de ceux-ci était de limiter l'arrivée de véhicules dans leur quartier. Il est donc conseillé aux visiteurs de prendre des transports groupés (cars). Par ailleurs, un accord a été conclu avec le gestionnaire du parking du Shopping, peu fréquenté dans les plages horaires concernées par les matches. De plus, des panneaux (mobiles pour le moment) réservent le stationnement aux riverains chaussée de Stockel entre le chemin du Struykbeken et la rue des Déportés et dans le quartier Debecker. Le parking en face du stade, qui se trouve en zone de protection liée au classement du parc, est réservé aux habitants de la commune parmi lesquels il y a des seniors, des personnes à mobilité réduite… Il est gratuit et l'accès est contrôlé par des gardiens de la paix.

Mme ARNOULD précise que ce qui est contesté par le groupe ECOLO est le recours à la carte d'habitant.

Le Président répond qu'il n'y a jamais eu de plainte d'un habitant. La police fait preuve de bon sens et est en mesure d'autoriser le passage aux habitants n'ayant pas de carte de riverain en contrôlant leur carte d'identité ou leur plaque d'immatriculation. La carte d'habitant permet simplement un contrôle plus rapide.

Mme ARNOULD estime que le message que l'on fait passer est que la carte d'habitant est un sésame dont on ne peut pas se passer.

M. BOTT confirme qu'il n'a reçu aucune plainte suite à la parution de cette annonce.

De Hr IDE bevraagt het College i.v.m. de aankondiging door de Hr BOTT i.v.m. het recht op parkeren dat aan de inwoners van de gemeente tijdens de wedstrijden van White Star in het gemeentestadion wordt toegekend wanneer ze hun inwonerskaart tonen. Hij vraagt wat de gevolgen hiervan zullen zijn voor de omwonenden, wie de parkeerplaatsen beheert en of deze betalend dan wel gratis zijn. Hij vraagt wat het mobiliteitsbeleid van het College is (kunnen korte verplaatsingen binnen de gemeente niet gedaan worden zonder auto?) evenals het sport- en gezondheidsbeleid, wetende dat iedere verplaatsing binnen de gemeente naar het stadion maximaal 2 kilometer bedraagt. Hij meent dat de inwonerskaart de mensen ertoe aanzet om voor korte verplaatsingen toch nog de auto te nemen.

De Voorzitter antwoordt dat het mobiliteits- en parkeerplan voor de thuiswedstrijden in samenspraak met de buurtbewoners werd opgesteld toen de club naar 2e Nationale promoveerde. Hun grote zorg was het aantal toekomende voertuigen in hun wijk te beperken. Er wordt dus aan de bezoekers aanbevolen om gebruik te maken van groepsvervoer (autobussen). Bovendien werd er een afspraak gemaakt met de beheerder van de parking van Shopping die tijdens de uren van de wedstrijden toch niet veel gebruikt wordt, en zijn er borden (momenteel zijn die nog mobiel) die het parkeren in de Stokkelse Steenweg, tussen de Struykbekenweg en de Weggevoerdenstraat, en in de Debeckerwijk voorbehouden aan de buurtbewoners. De parking tegenover het park, die zich in beschermd gebied bevindt dat gebonden is aan de klassering van het park, is voorbehouden aan de inwoners van de gemeente, waaronder senioren, mindervaliden, enz. Het gebruik ervan is gratis en de parking wordt bewaakt door gemeenschapswachten.

Mw ARNOULD wijst erop dat wat door de ECOLO-groep wordt betwist, het gebruik van de inwonerskaart is.

De Voorzitter antwoordt dat er nog geen enkele inwoner geklaagd heeft. De politie gebruikt haar gezond verstand en kan de doorgang toestaan van inwoners die geen bewonerskaart hebben door hun identiteitskaart of hun nummerplaat te controleren. De inwonerskaart maakt gewoon een snellere controle mogelijk.

Mw ARNOULD meent dat de boodschap die men hier verspreidt er een is dat de inwonerskaart alle deuren opent en men niet zonder kan.

De Hr BOTT bevestigt dat hij geen enkele klacht ontvangen heeft na het verschijnen van deze aankondiging.
(21.11.2011/A/50.)

MM. VELDEKENS et LEMAIRE rentrent en séance.
De HH. VELDEKENS en LEMAIRE komen de vergaderzaal terug binnen.

---

46. Politique communale de logement – Interpellation (MM. IDE, FINCOEUR, Mmes ARNOULD et COPPIN)
Gemeentelijke politiek van huisvestiging – Interpellatie (de HH IDE, FINCOEUR, Mwen ARNOULD en COPPIN)

Suite aux réponses apportées à l'interpellation sur le thème du logement en séance du 25/10/2010, M. IDE demande au Collège :
- de quelle manière la commune a apporté son soutien à la création de logements aux étages avenue Georges Henri,
- où en est le plan de construction de logements à l'angle Neerveld/Brel,
- quels sont les résultats de l'étude de l'Observatoire du logement.

Il demande également un inventaire complet des terrains communaux à bâtir et quelle est la politique du logement de la commune.
Il demande à Mme HASQUIN-NAHUM si son récent communiqué de presse est lié à la présente interpellation.

A cette dernière question, Mme HASQUIN-NAHUM répond qu'il n'en est rien, ce type de projet ne pouvant se concevoir en deux jours. Le projet consiste à construire des logements moyens destinés à la location. Il y aura notamment des appartements 1 chambre à louer à des seniors avec des salles communes et service de repas. Le cahier des charges a été établi et vu en première lecture par le Collège. Il sera revu par le Collège et sera normalement présenté au Conseil de décembre. Il s'agit d'un projet immobilier sur le terrain communal situé à l'angle des rues Neerveld et de l'Athénée Royal, représentant environ 9000 m^2 de logements, soit entre 80 et 100 appartements. Les candidats locataires devront répondre aux conditions d'accès au logement moyen fixées par le Conseil communal en séance du 20/01/2005. Ce projet se réaliserait par un marché de promotion (appel d'offres restreint) comprenant la conception, la réalisation, le préfinancement et la maintenance du ou des immeubles construits pendant une période de 20 ans (avec variantes de 25 et de 30 ans). La commune garde la propriété du terrain et, après 20 ou 30 ans, aura la pleine propriété du terrain et des constructions. Sur base des offres qui seront présentées par les soumissionnaires, le Collège vérifiera la faisabilité financière du projet et, si nécessaire, demandera une aide financière à la Région.
Quant au service de l'Observatoire du Logement, il a effectué des premières enquêtes pour tester les procédures et le support informatique. Il a entamé les premières enquêtes sur l'avenue Georges Henri et les îlots y afférents, travail qu'il poursuit actuellement. Le travail de l'enquêteur consiste à relever des logements, commerces ou bureaux inoccupés ou abandonnés, des terrains non bâtis, des noms d'habitants se trouvant sur des boîtes aux lettres ou sur des sonnettes afin de les comparer avec les données des services Population et Classes moyennes, le nombre de niveaux d'immeubles, des garages affectés soit au logement, soit au commerce ou au bureau, des immeubles dépourvus de n° de police. Il s'agit donc d'un constat détail lé. Ce travail d'enquête et d'encodage des informations récoltées a déjà été réalisé pour environ 200 immeubles dans 3 îlots. Il a déjà permis de constater un certain nombre d'anomalies telles que des sonnettes ou boîtes aux lettres sans nom, des personnes non inscrites au registre de la population, etc. Une réunion est prévue pour déterminer les mesures à prendre. Ce travail de longue haleine nécessite du personnel et un programme informatique performant.
L'inventaire des terrains à bâtir est à disposition.

M. IDE demande quel est le coût du projet immobilier pour la commune.

Le Président répond qu'il se situe entre 10 et 15 millions d'euros.
Il ajoute que les terrains communaux disponibles ne seront pas tous affectés au logement car il existe d'autres besoins (par exemple, en matière de crèches) et on garde donc des terrains pour d'autres projets. Le projet à l'angle des rues Neerveld et de l'Athénée Royal est un projet ambitieux, comparable à celui de la SLRB aux clos Van Ryn et Lagasse. Ce projet doublera le parc communal de logements en une seule opération.

Als gevolg van de antwoorden op de interpellatie rond het thema huisvesting tijdens de zitting van 25/10/2010 vraagt de Hr IDE aan het College:
- op welke manier de gemeente steun heeft geboden bij het creëren van woningen op de bovenste verdiepingen van de Georges Henrilaan,
- hoe het zit met de bouwplannen van woningen op de hoek Neerveld/Brel,
- wat de resultaten zijn van de studie van het Observatiecentrum van de Huisvesting.

Hij vraagt ook een volledige inventaris van de gemeentelijke bouwgronden en wat het huisvestingsbeleid van de gemeente is.
Hij vraagt aan Mw HASQUIN-NAHUM of haar recente persmededeling iets te maken heeft met deze interpellatie.

Op deze laatste vraag antwoordt Mw HASQUIN-NAHUM dat dit helemaal niet het geval is aangezien een dergelijk project niet in twee dagen uit de grond gestampt kan worden. Het project bestaat eruit middelgrote huurwoningen te bouwen. Zo komen er ook appartementen met 1 kamer voor de verhuur aan senioren met gemeenschappelijke ruimtes en een maaltijddienst. Het bestek werd opgesteld en heeft een eerste lezing ondergaan door het College. Het zal door het College herzien worden en normaal gezien aan de Raad worden voorgelegd in december. Het gaat om een immobiliënproject op grond van de gemeente op de hoek van de Neerveld- en Koninklijk Atheneumstraat en het gaat om ongeveer 9000 m² woningen, wat neerkomt op tussen de 80 en 100 appartementen. De kandidaat-huurders zullen moeten voldoen aan de voorwaarden die door de Gemeenteraad tijdens de zitting van 20/01/2005 werden vastgelegd. Dit project zou verwezenlijkt worden d.m.v. een opdracht bij wege van een promotieovereenkomst (beperkte offerteaanvraag) bestaande uit het ontwerp, de verwezenlijking, de voorfinanciering en het onderhoud van het/de gebouw(en) voor een periode van 20 jaar (met varianten van 25 en 30 jaar). De gemeente blijft eigenaar van de grond en verkrijgt na 20 of 30 jaar de volledige eigendom van de grond en de bouwsels. Het College zal op basis van de offertes van de inschrijvers de financiële haalbaarheid van het project onderzoeken en, indien nodig, financiële steun vragen aan het Gewest.
Wat het Observatiecentrum van de Huisvesting betreft, dat heeft de eerste rondvragen georganiseerd om de procedures en de ICT-support uit te testen. Het is met de eerste enquêtes begonnen in de Georges Henrilaan en de aanpalende huizenblokken. Dit loopt momenteel nog steeds. Het werk van de enquêteur bestaat erin gegevens te verzamelen over lege of verlaten woningen, handelszaken of kantoren, braakliggende gronden, de namen van inwoners die zich op brievenbussen of bellen bevinden om ze te kunnen vergelijken met de gegevens van de diensten Bevolking en Middenstand, het aantal verdiepingen van gebouwen, garages die bestemd zijn als woning, handelszaak of kantoor, gebouwen zonder huisnummer. Het gaat hier dus om een monnikenwerk. Deze informatievergaring en –codering is intussen al uitgevoerd voor zo’n 200 gebouwen in 3 huizenblokken. Op deze manier heeft men al een aantal ongeregeldheden kunnen vaststellen zoals bellen of brievenbussen zonder naam, personen die niet in het bevolkingsregister ingeschreven staan, enz. Er is een vergadering voorzien om te bepalen welke maatregelen er genomen moeten worden. Dit is een werk van lange adem waarvoor personeel en een doeltreffend informaticaprogramma nodig zijn.
De inventaris van de bouwgronden is beschikbaar.

De Hr IDE vraagt wat de kostprijs voor de gemeente zou zijn van dit immobiliënproject.

De Voorzitter antwoordt dat dat zich ergens tussen de 10 en 15 miljoen euro bevindt.
Hij voegt er nog aan toe dat de beschikbare gemeentegronden niet allemaal voor de woningbouw bestemd zullen worden aangezien er andere noden zijn (bijv. op het gebied van kinderdagverblijven) en men dus gronden houdt voor andere projecten. Het project op de hoek van de Neerveld- en Koninklijk Atheneumstraat is een ambitieus project dat kan worden vergeleken met dat van de BGHM in de Van Ryn- en Lagassegaarde. Dit project zal het gemeentelijk huisvestingsbestand in een slag verdubbelen.
(21.11.2011/A/51.)

Mme HASQUIN-NAHUM, M. LEMAIRE, Mme DESTREE-LAURENT, M. LIENART, Mmes ARNOULD et MEIRE quittent la séance.
Mw HASQUIN-NAHUM, de Hr LEMAIRE, Mw DESTREE-LAURENT, de Hr LIENART, Mwen ARNOULD en MEIRE verlaten de vergaderzaal.

---

47. Axe de Broqueville, Paul Hymans, Paul-Henri Spaak et Vandervelde – Etat de la situation – Interpellation (Mme HENRY)
As van de Broqueville, Paul Hymans, Paul-Henri Spaak en Vandervelde – Stand van zaken – Interpellatie (Mw HENRY)

Mme HENRY demande au Collège de l'informer des mesures prises par l'administration communale pour améliorer la situation sur l'axe formé par les avenues de Broqueville, Paul Hymans, Paul-Henri Spaak et Emile Vandervelde, voirie régionale où la vitesse pratiquée par les automobilistes est souvent inadaptée, où une piste cyclable mal positionnée complique encore la circulation et où plusieurs accidents graves se sont produits. Elle demande si un contact a été pris avec la Région bruxelloise, gestionnaire de cette voirie, si les carrefours où il y a une recrudescence d'accidents vont être repensés et si, en l'absence de réaction de la part de la Région ou en cas de lenteur de celle-ci, le Collège compte prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers sur cet axe important.

Le Président répond qu'il s'agit d'un dossier dont le Collège s'occupe depuis le début de la mandature communale avec la Région et qui n'a malheureusement pas beaucoup avancé en 5 ans. Un groupe de travail rassemblant services communaux, régionaux et de police a tenu 6 réunions cette année depuis le mois de février. Il y a des divergences de point de vue :
1. la Région limite l'étude entre le rond-point Montgomery et le boulevard de la Woluwe alors qu'il est évident pour la commune qu'il faut y inclure l'avenue Vandervelde,
2. la Région ne veut pas faire d'aménagements autres que provisoires (elle invoque un manque de moyens).

La Région n'a pas encore répondu à ce jour aux courriers envoyés le 05/07, le 28/09 et le 13/10/2011. La commune est prête à suivre la proposition de la Région de ramener la circulation à une bande mais les travaux d'aménagement de voirie doivent s'opérer. La commune poursuit les démarches auprès de la Région en espérant obtenir satisfaction avant la fin de la mandature communale.

Mw HENRY vraagt aan het College om haar op de hoogte te brengen van de maatregelen die door het gemeentebestuur werden genomen om de situatie te verbeteren op de as die gevormd wordt door de Broqueville-, Paul Hymans-, Paul-Henri Spaak- en Emile Vanderveldelanen. Dit zijn gewestwegen waar automobilisten hun snelheid geregeld niet aanpassen en waar en slecht geplaatst fietspad het verkeer nog ingewikkelder maakt. Er zijn dan ook al verscheidene ernstige ongevallen gebeurd. Ze vraagt of er contact is opgenomen met het Brussels Gewest dat deze wegen beheert, of de kruispunten waar er geregeld ongevallen gebeuren hertekend zullen worden en of, bij ontstentenis van antwoord van het Gewest of van een trage reactie, het College van plan is om maatregelen te nemen om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren op deze belangrijke as.

De Voorzitter antwoordt dat dit een dossier is waaraan het College al sinds het begin van het gemeentelijk mandaat werkt met het Gewest en dat dit in die 5 jaar jammer genoeg niet erg is opgeschoten. Een werkgroep bestaande uit de gemeentelijke en gewestelijke diensten plus de politie heeft sinds februari van dit jaar al zesmaal vergaderd. De meningen lopen uiteen over volgende onderwerpen:
1. het Gewest beperkt de studie tot het stuk tussen de Montgomeryrotonde en het Woluwedal terwijl het voor de gemeente evident is dat men er de Vanderveldelaan bij moet betrekken,
2. het Gewest wil enkel voorlopige aanpassingen uitvoeren (het beroept zich op een gebrek aan werkingsmiddelen).

Het Gewest heeft tot op heden nog altijd niet geantwoord op onze briefwisseling van 05/07, 28/09 en 13/10/2011. De gemeente wil gerust meegaan in het voorstel van het Gewest om het verkeer te beperken tot slechts één rijstrook, maar daarvoor moeten er wel aanpassingswerken worden uitgevoerd. De gemeente onderneemt stappen bij het Gewest in de hoop nog voor het einde van het mandaat voldoening te krijgen.
(21.11.2011/A/52.)

Mmes LOUIS, HASQUIN-NAHUM, M. LEMAIRE, Mme DESTREE-LAURENT, M. LIENART, Mmes ARNOULD et MEIRE rentrent en séance tandis que M. VANDE MAELE et Mme BROCHE la quittent.
Mwen LOUIS, HASQUIN-NAHUM, de Hr LEMAIRE, Mw DESTREE-LAURENT, de Hr LIENART, Mwen ARNOULD en MEIRE komen de vergaderzaal terug binnen terwijl de Hr VANDE MAELE en Mw BROCHE ze verlaten.

---

48. Occupation du terrain n°6 du stade communal – Interpellation (Mmes MEIRE, de JAMBLINNE-de CALLATAŸ, VISART de BOCARMÉ, MM. LEMAIRE et THAYER)
Bezetting van het terrein nr 6 van het gemeentelijke stadion – Interpellatie (Mwen MEIRE, de JAMBLINNE-de CALLATAŸ, VISART de BOCARMÉ, de HH. LEMAIRE en THAYER)

M. THAYER demande des informations concernant la répartition des terrains du stade communal entre les différents clubs sportifs et plus particulièrement concernant l'occupation future du terrain n° 6. Il demande s'il serait possible de recevoir un tableau écrit reprenant ces informations. Il demande également pourquoi, à l'heure actuelle, certains jours et à certaines heures, certains clubs ne disposent que d'un seul terrain pour 70 voire 90 joueurs alors qu'un autre dispose de 2 terrains avec seulement 30 enfants par terrain. Il demande quels sont les critères pris en compte pour établir cette répartition et si une réévaluation de l'attribution des terrains à court terme est envisagée en fonction de ces critères ou d'autres critères à définir éventuellement.

M. BOTT explique que chaque club communique ses souhaits au service des Sports qui effectue l'arbitrage en bon père de famille. La répartition hebdomadaire des heures d'occupation des terrains du stade pour la saison 2011/2012 est la suivante (hors matches du week-end) :

- La Rasante Saint-Lambert HC (700 sportifs dont 296 jeunes)	45h15
- Royal White Star Woluwe FC (395 sportifs dont 358 jeunes)	33h45
- Brussels Kangaroos (160 sportifs dont 110 jeunes)	11h30
- Gunners Léopold Club Woluwe (128 sportifs dont 88 jeunes)	9h00
- Kibubu Rugby Club (250 sportifs dont environ 190 jeunes)	8h30
- Fémina White Star Woluwe FC (91 sportives dont environ 50 jeunes)	7h30
- Divers clubs ABSSA (environ 180 sportifs)	7h00
- Action Sport (environ 80 sportifs dont 80 jeunes)	2h00

Le terrain n°6 était attribué au départ au club de baseball et softball Brussels Kangaroos. Il a été réaménagé en aire multisports en gazon synthétique convenant également à la pratique du hockey, du football et du rugby. Cette discipline, accueillie depuis cette année au stade, sera au programme des Jeux Olympiques 2016. Le réaménagement du terrain est subventionné à 60 % par la Région.
Le projet de répartition des heures d'occupation hebdomadaires du terrain n°6 pour la saison 2011/2012 est le suivant (hors matches du week-end) :

- La Rasante Saint-Lambert HC	16h45
- Brussels Kangaroos	11h30
- Kibubu Rugby Club	8h30
- Royal White Star Woluwe FC	7h00

M. THAYER craignait, en lisant le journal communal, que le terrain synthétique ne soit spécialement adapté pour le football.

M. BOTT répond que ce n'est pas le cas. Le terrain convient parfaitement à la pratique du hockey pour l'entraînement et les matches jusqu'au niveau préscolaire (pas pour des matches internationaux). Le marquage des lignes est adapté aux 4 disciplines citées précédemment (baseball/softball, hockey, football et rugby). La priorité est donnée aux jeunes mais le hockey compte de plus en plus de seniors. Lorsque le club de La Rasante a dû quitter ses installations rue Sombre, Mme PEETERS, échevine des Sports à l'époque, l'a accueilli au stade communal. Le club comptait à l'époque une septantaine de membres. Aujourd'hui, il en compte environ 700 dont 170 habitent Woluwe-Saint-Lambert. Le stade ne pourra pas accueillir au-delà de 750 membres.
L'originalité du stade réside dans le fait qu'il s'agit d'un stade multisports qui accueille, outre le football qui est la discipline la plus médiatisée, de nombreux autre autres sports tels que l'athlétisme, la gymnastique avec Europa gym, le volley-ball, le basket, l'escrime, le tennis, etc. Mais nous allons un jour devoir arrêter d'accueillir des disciplines supplémentaires car ce ne sera plus possible. La priorité est toujours donnée aux clubs avec leurs équipes de jeunes.

M. THAYER demande si l'on pourrait envisager de prolonger l'occupation plus tard le soir et s'il existe un plan à long terme.

M. BOTT explique qu'il est difficile d'établir un plan à long terme car cela dépend des clubs (par exemple, quand le Racing White est parti à Molenbeek, on s'est retrouvé avec 7 terrains vides). Quant aux heures d'ouverture, actuellement, l'éclairage du tennis se coupe à 22h15 et celui des autres terrains à 22h10 et le stade reste ouvert jusqu'à 22h30. On ne peut pas aller au-delà de certaines heures par respect pour l'ouvrier de garde.

Le Président ajoute qu'il faut également respecter la quiétude des riverains.

M. THAYER demande d'approfondir ce sujet en commission.

M. BOTT précise que les critères d'attribution sont définis par saison.

De Hr THAYER vraagt informatie i.v.m. de verdeling van de terreinen van het gemeentestadion tussen de verschillende sportclubs en meer bepaald i.v.m. de toekomstige bezetting van terrein nr 6. Hij vraagt of het mogelijk is om een geschreven tabel te krijgen waarin deze informatie vervat is. Hij vraagt ook waarom tegenwoordig, op bepaalde dagen en uren, sommige clubs slechts over een terrein beschikken voor 70, soms zelfs 90, spelers, terwijl een andere club over twee terreinen beschikt met ieder slechts 30 kinderen per terrein. Hij vraagt met welke criteria er rekening werd gehouden om deze verdeling op te stellen en of er binnenkort een herziening voorzien is in functie van de criteria of andere eventueel nieuwe criteria.

De Hr BOTT legt uit dat iedere club haar wensen overmaakt aan de dienst Sport die op haar beurt beslist zoals een goede huisvader betaamt. De wekelijkse verdeling voor het gebruik van de terreinen van het stadion voor het seizoen 2011/2012 is de volgende (uitgezonderd weekendwedstrijden):
- La Rasante Saint-Lambert HC (700 sportlui waaronder 296 jongeren) 45h15
- Royal White Star Woluwe FC (395 sportlui waaronder 358 jongeren) 33h45
- Brussels Kangaroos (160 sportlui waaronder 110 jongeren) 11h30
- Gunners Léopold Club Woluwe (128 sportlui waaronder 88 jongeren) 9h00
- Kibubu Rugby Club (250 sportlui waaronder ongeveer 190 jongeren) 8h30
- Fémina White Star Woluwe FC (91 waaronder ongeveer 50 jongeren) 7h30
- Diverse ABSSA-clubs (ongeveer 180 sportlui) 7h00
- Action Sport (ongeveer 80 sportlui waaronder 80 jongeren) 2h00

Terrein nr 6 werd in het begin toegewezen aan baseball- en softbalclub Brussels Kangaroos. Het werd heringericht als multisportterrein met een kunstgrasmat die ook geschikt is voor hockey, voetbal en rugby. Deze discipline, die sinds dit jaar in het stadion beoefend wordt, staat op het programma van de Olympische Spelen 2016. De herinrichting van het terrein wordt voor 60 % gesubsidieerd door het Gewest.
Het voorstel voor de verdeelsleutel voor de wekelijkse bezetting van terrein nr 6 voor het seizoen 2011/2012 is als volgt (uitgezonderd weekendwedstrijden):

- La Rasante Saint-Lambert HC 16h45
- Brussels Kangaroos 11h30
- Kibubu Rugby Club 8h30
- Royal White Star Woluwe FC 7h00

Toen hij het gemeentekrantje las, vreesde de Hr THAYER dat het kunststofterrein alleen aangepast zou zijn aan voetbal.

De Hr BOTT antwoordt dat dit niet het geval is. Het terrein is perfect geschikt voor hockey, zowel voor trainingen als voor wedstrijden tot aan het niveau prescholieren (niet voor internationale wedstrijden). De lijnen voor de vier voormelde sporten (baseball/softbal, hockey, voetbal en rugby) staan op het veld. Er wordt voorrang gegeven aan de jongeren maar het hockey telt meer en meer senioren. Wanneer de club van La Rasante haar installaties in de Donkerstraat heeft moeten verlaten, heeft de toenmalige schepen voor Sport, Mw PEETERS, de club in het stadion verwelkomd. Op dat ogenblik telde de club een zeventigtal leden. Tegenwoordig telt ze 700 leden waarvan er 170 in Sint-Lambrechts-Woluwe wonen. Het stadion zal niet meer dan 750 leden kunnen ontvangen.
Het stadion is redelijk uniek in de mate dat het een multisportstadion is dat naast het voetbal, dat de meest gemediatiseerde sport is, ook nog vele andere sporten kan ontvangen zoals atletiek, turnen met Europa gym, volleybal, basketbal, schermen, tennis, enz. Maar een van deze dagen zullen we moeten stoppen met bijkomende disciplines te aanvaarden, want het zal gewoon niet meer mogelijk zijn. Er wordt altijd voorrang gegeven aan clubs met jeugdploegen.

De Hr THAYER vraagt of het mogelijk is om het gebruik ‘s avonds langer te laten duren en of er een langetermijnplanning bestaat.

De Hr BOTT legt uit dat het moeilijk is om een langetermijnplanning op te stellen omdat dit afhangt van de clubs (bijv.: toen Racing White naar Molenbeek is vertrokken, stonden we daar opeens met 7 lege terreinen). Wat de huidige openingsuren betreft, gaat de tennisverlichting uit om 22u15 en de verlichting op de andere terreinen om 22u10. Het stadion blijft open tot 22u30. We kunnen bepaalde uren niet overschrijden uit respect voor de arbeider van wacht.

De Voorzitter voegt eraan toe dat men ook de nachtrust voor de omwonenden moet respecteren.

De Hr THAYER vraagt dat dit onderwerp dieper wordt uitgespit in de commissie.

De Hr BOTT stipt aan dat de toekenningscriteria per seizoen worden vastgelegd.
(21.11.2011/A/53.)

---

49. Réserves de sel pour l’hiver – Interpellation (Mmes MEIRE, de JAMBLINNE-de CALLATAŸ, VISART de BOCARMÉ, MM. LEMAIRE et THAYER)
Zoutvoorraden voor de winter – Interpellatie (Mwen MEIRE, de JAMBLINNE-de CALLATAŸ, VISART de BOCARMÉ, de HH. LEMAIRE en THAYER)

M. THAYER demande si la commune a prévu un stock suffisant de sel pour cet hiver vu les épisodes hivernaux précédents. Il demande si des mesures supplémentaires par rapport aux autres années ont été prises et, si oui, lesquelles.

Le Président répond que la commune est attentive à cette problématique mais qu’il est difficile de dire si les réserves seront suffisantes : cela dépendra de la rigueur de l’hiver. La Région a refusé de tenir une réserve pour la commune. Nous avons 120 tonnes au dépôt et 180 tonnes dans les locaux d’une société privée avec laquelle nous travaillons régulièrement, soit un total de 300 tonnes, ce qui représente le maximum que nous puissions stocker. Cette quantité permet de tenir une semaine.
Le délai de livraison est de 48 heures. Une pénalité est appliquée au fournisseur si ce délai n’est pas respecté mais à l’impossible nul n’est tenu (le sel arrive par bateau d’Amérique du Sud). Les commandes se font en continu dès que la réserve est entamée. La tournée se fait avec 3 camions mobilisables dans les deux heures. Une équipe est de garde à partir du 1er novembre jusque fin mars.

Les camions sont chargés en sel et doivent revenir se charger environ 10 fois par tournée. L'ordre des priorités est le suivant :
1) les axes vers l'UCL,
2) les axes qui permettent le passage des transports en commun,
3) les axes régionaux structurants,
4) les axes secondaires.

Cela dure environ 9 heures pour déneiger l'ensemble des voiries de la commune. Une tournée nécessite environ 50 tonnes de sel. Il est quasi impossible de déneiger les voiries à la lame. Nous avons également une réserve de sable du Rhin.

De Hr THAYER vraagt of de gemeente wel genoeg zout heeft ingeslagen voor de winter, gezien de vorige winters. Hij vraagt of er bijkomende maatregelen werden genomen t.o.v. de vorige jaren en, zo ja, de welke.

De Voorzitter antwoordt dat de gemeente zeer veel aandacht besteed aan deze problematiek, maar dat het zeer moeilijk is om in te schatten of de voorraden zullen volstaan: dit hangt af van de ernst van de winter. Het Gewest heeft geweigerd om een reserve op te bouwen voor de gemeente. We hebben 120 ton in het depot en 180 ton in de lokalen van een privébedrijf waar we geregeld mee samenwerken. Dit maakt een totaal van 300 ton, wat het maximum is dat we kunnen opslaan. Dit is een buffervoorraad van een week. De leveringstermijn bedraagt 48 uur. Er is een boete voorzien wanneer de leverancier hieraan niet kan voldoen, maar hij kan ook niet toveren (het zout komt per boot uit Zuid-Amerika). Zodra de voorraad wordt aangesproken, wordt er doorlopend bijbesteld. De rondes gebeuren met 3 vrachtwagens die binnen de 2 uren inzetbaar zijn. Van 1 november tot einde maart staat er voortdurend een wachtploeg paraat. De vrachtwagens zijn volgeladen en moeten ongeveer 10 maal komen bijvullen per ronde. De volgende voorrangregels werden opgesteld:
1) de assen naar de UCL,
2) de assen die de transit van het openbaar vervoer toelaten,
3) de structurerende gewestassen,
4) de secundaire assen.

Het duurt ongeveer 9 uur om alle wegen van de gemeente sneeuwvrij te maken. Voor een ronde is er ongeveer 50 ton zout nodig. Het is vrijwel onmogelijk om de wegen met de gemechaniseerde schep sneeuwvrij te maken. We beschikken ook over een voorraad rijnzand.
(21.11.2011/A/54.)

SÉANCE À HUIS CLOS
VERGADERING MET GESLOTEN DEUREN

PRÉSENTS/AANWEZIG : M./de Hr MAINGAIN, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, Mmes/Mwen LOUIS, MOLENBERG, de BIOLLEY, M./de Hr FRANKIGNOUL, Mme/Mw HASQUIN-NAHUM, MM./de HH. VELDEKENS, BOTT, Echevins/Schepenen, M./de Hr DÉSIR, Mme/Mw CARON, MM./de HH. LEMAIRE, VANDERWAEREN, Mmes/Mwen DESTREE-LAURENT, BETTE, MM./de HH. de MAERE d'AERTRYCKE, FINCOEUR, LIENART, Mmes/Mwen HENRY, ARNOULD, M./de Hr IDE, Mme/Mw LIPPENS, M./de Hr THAYER, Mmes/Mwen MEIRE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, M./de Hr DEREPPE, Mmes/Mwen TSHOMBE, VERHAEGHE, CHARUE, de JAMBLINNE-de CALLATAŸ, VISART de BOCARMÉ, Membres/Leden et/en M./de Hr LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

Ainsi décidé en séance du 21/11/2011.	Aldus beslist in vergadering van 21/11/2011.
Le Secrétaire communal, De Gemeentesecretaris, Patrick LAMBERT	Le Bourgmestre-Président, De Burgemeester-Voorzitter, Olivier MAINGAIN